

Chambre des Représentants

SESSION 1970-1971.

TABLEAU DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI CONSIDÉRÉS COMME NON AVENUS PAR L'EFFET DE LA DISSOLUTION DES CHAMBRES LE 29 SEPTEMBRE 1971.

SOMMAIRE :

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI D'APRES L'ETAT DE LA PROCEDURE :

	Pages
I. — Propositions de loi et disposition constitutionnelle dont les rapports sont faits	2
II. — Projets et propositions de loi en Commissions :	
a) Commissions spéciales	2
b) Commission du Règlement	3
c) Commissions permanentes :	
Affaires économiques	3
Affaires étrangères	4
Affaires européennes	5
Affaires générales et Fonction publique	5
Agriculture	5
Classes moyennes	6
Commerce extérieur et Coopération au développement	6
Communications, Postes, Télégraphes et Téléphones	6
Culture	7
Défense nationale	7
Education nationale.	7
Emploi et Travail	9
Finances	9
Intérieur	10
Justice	12
Prévoyance sociale	15
Révision de la Constitution	16
Santé publique et Famille	17
Travaux publics	18
III. — Propositions de loi qui n'ont pas encore été prises en considération	18

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI D'APRÈS L'ÉTAT DE LA PROCÉDURE.

I. — Propositions de loi et disposition constitutionnelle dont les rapports sont faits ⁽¹⁾.

a) Proposition de loi et disposition constitutionnelle dont la Commission propose l'adoption.

Chambres législatives :

Contrôle :

Proposition de loi instituant un Commissaire du Parlement.
Présentée par M. Glinne, n° 231/1 du 7 janvier 1969.
Rapport de M. Van Lidth de Jeude, n° 231/2 du 12 février 1970.
Amendements de M. Anciaux, n° 231/3 du 28 avril 1970.

Droit public :

Constitution :

Revision de l'article 52.
Indemnité parlementaire.
Rapport de M. Van der Elst, n° 10/3/1° du 10 mars 1969.

b) Propositions de loi que la Commission propose de ne pas adopter.

Armée :

Langues :

Proposition de loi complétant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.
Présentée par M. Mattheyssens, n° 152/1 du 19 novembre 1968.
Rapport de M. De Vlies, n° 152/2 du 3 mars 1971.

Organisation judiciaire :

1. Proposition de loi modifiant les articles 355, 366 et 372 du Code judiciaire.
Présentée par M. Leys, n° 355/1 du 15 avril 1969.
Amendement de M. Raskin (E.), n° 355/2 du 20 mai 1969.
Rapport de M. Willems, n° 355/3 du 19 juin 1970.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, en vue du rattachement du canton de Ninove à l'arrondissement judiciaire d'Audenarde.
Présentée par MM. Verroken et De Croo, n° 398/1 du 27 mai 1969.
Rapport de M. Van Rompaey, n° 398/2 du 17 juin 1970.
3. Proposition de loi complétant l'article 441 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Vandamme (F.), n° 492/1 du 21 octobre 1969.
Rapport de M. Van Rompaey, n° 492/2 du 12 juin 1970.
4. Proposition de loi modifiant l'article 704 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Mathys, n° 577/1 du 10 février 1970.
Rapport de M. Defraigne, n° 577/2 du 12 juin 1970.

Cour d'appel :

Proposition de loi portant décentralisation de la Cour d'appel de Bruxelles.
Présentée par M. Coppieters, n° 26/1 du 4 juillet 1968.
Rapport de M. Willems, n° 26/2 du 19 juin 1970.

Frais de justice.

Proposition de loi modifiant les articles 2 et 7 de l'arrêté royal du 12 septembre 1969 fixant, pour l'exécution de l'article 1022 du Code judiciaire, le tarif des dépens recouvrables alloués par le juge.
Présentée par M. Vandamme (F.), n° 496/1 du 22 octobre 1969.
Rapport de M. Van Rompaey, n° 496/2 du 26 juin 1970.

Personnel :

1. Proposition de loi complétant l'article 151 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Defraigne, n° 186/1 du 4 décembre 1968.
Rapport de M. Claes (A.), n° 186/2 du 17 juin 1970.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire quant à l'article 2, n° 14, concernant les limites territoriales et siège des cours et tribunaux, de l'annexe au Code judiciaire.
Présentée par M. Van Lidth de Jeude, n° 435/1 du 24 juin 1969.
Rapport de M. Claes (A.), n° 435/2 du 17 juin 1970.

Traitements :

Proposition de loi modifiant l'article 357 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Claes (A.), n° 304/1 du 4 mars 1969.
Rapport de M. Van Rompaey, n° 304/2 du 12 juin 1970.

Pensions :

Pensions civiles :

Proposition de loi relative à la pension de retraite et de survie des fonctionnaires et agents civils attachés à l'Etat-Major Général et appartenant au Service de contre-information.
Présentée par M. Gillet, n° 173/1 du 27 novembre 1968.
Amendements de M. Gillet, n° 173/2 du 18 septembre 1969.
Rapport de M. Posson, n° 173/3 du 11 février 1970.

Pensions militaires :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 22 mai 1912 allouant une pension annuelle aux militaires d'un grade inférieur à celui d'officier, nommés membre de l'Ordre de Léopold II, à l'exception des médaillés.
Présentée par M. Boey, n° 191/1 du 5 décembre 1968.
Amendement de M. Boey, n° 191/2 du 19 décembre 1968.
Rapport de M. Posson, n° 191/3 du 10 février 1970.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 29 mars 1967 prévoyant notamment de nouvelles catégories de bénéficiaires de la rente de combattant et de la rente de captivité de la guerre 1940-1945.
Présentée par M^{me} Mabille-Leblanc, n° 216/1 du 19 décembre 1968.
Rapport de M. Claes (W.), n° 216/2 du 6 mai 1970.

II. — Projets et propositions de loi en Commissions.

a) Commissions spéciales.

Droit public :

Conseils nationaux et régionaux.

1. Projet de loi relatif à la représentation des intérêts régionaux dans le cadre de la décentralisation économique.
Présenté par le Gouvernement, n° 691/1 du 22 mai 1970.
Amendement de M. Anciaux, n° 691/2 du 26 mai 1970.
Amendement de M. Defraigne, n° 691/3 du 3 juin 1970.

Composition de la Commission.

Président : M. Detière.

A. — Membres effectifs : MM. Blanckaert, Califice, Claes, Kelchtermans, Lindemans, Vanden Boeynants, Verroken, N. — Claes (W.), Deruelles (H.), Detière, Hurez, Simonet, Van Hoorick, N. — De Clercq, Delruelle (G.), Hannotte, Piron, N. — Schiltz, Wouters, — Moreau.

(1) Les noms imprimés en italique sont ceux des Représentants ayant cessé de faire partie de la Chambre.

- B. — Membres suppléants: MM. De Keersmaecker, Dequae, Henckens, Hunblet. — Bary, Boeykens, Lacroix, Nyffels. — Boey, Ciselet, Van Offelen. — Olacris. — Defosset.
2. Projet de loi portant statut du canton de la Voer.
Présenté par le Gouvernement, n° 1064/1 du 16 juillet 1971.
Commission spéciale à nommer par le Bureau de la Chambre.

Enseignement :

Langues :

Proposition de loi instaurant le libre choix de la langue et de l'enseignement et ses moyens, dans l'agglomération bruxelloise, dès le 1^{er} septembre 1971.
Présentée par M. Van Geyt, n° 1030/1 du 24 juin 1971.

Composition de la Commission.

- A. — Membres effectifs: MM. Coucke, Duerinck, Lindemans, Meyers, Michel, Saint-Remy, Suykerbuyk, Van Elslande, Verroken, N. — Boel, Brouhon, Cudell, Deruelles (Henri), Geldolf, Lacroix, Van Eynde, N. — Boey, De Clercq, Defraigne, De Winter, Hubaux, Piron. — Anciaux, Schiltz. — Defosset.
- B. — Membres suppléants: MM. Charpentier, De Keersmaecker, De Seranno, Remacle, Wijnen. — Gelders, Glinne, Hurez, Van Daele, N. — Cornet d'Elzjus, Delforge, Pede. — Van der Elst. — Perin.

b) Commission du Règlement.

Chambres législatives :

Règlement de la Chambre :

- Proposition modifiant l'article 20 du Règlement de la Chambre.
Présentée par M. Moulin, n° 157/1 du 20 novembre 1968.
Le 21 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission du Règlement.
- Proposition modifiant l'article 70 du Règlement de la Chambre.
Présentée par M. Schiltz, n° 275/1 du 11 février 1969.
Le 21 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission du Règlement.
- Proposition modifiant l'article 76 du Règlement de la Chambre.
Présentée par M. Perin, n° 357/1 du 15 avril 1969.
Le 21 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission du Règlement.
- Proposition modifiant l'article 76 du Règlement de la Chambre.
Présentée par M. Gillet, n° 362/1 du 22 avril 1969.
Le 21 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission du Règlement.
- Proposition modifiant les articles 31, 58, 64 et 66 du Règlement de la Chambre.

Présentée par M. Perin, n° 378/1 du 13 mai 1969.

Le 21 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission du Règlement.

- Proposition portant modifications au Règlement de la Chambre.
Présentée par M. De Weert, n° 379/1 du 13 mai 1969.
Amendement de M. Outers, n° 379/2 du 21 mai 1969.
Le 21 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission du Règlement.
- Proposition modifiant l'article 12 du Règlement de la Chambre.
Présentée par M. Gillet, n° 596/1 du 19 février 1970.
Le 3 février 1971. — Renvoi à la sous-commission de la Commission du Règlement.
- Proposition modifiant l'article 16, n° 3, du Règlement de la Chambre relatif à l'ordre dans lequel sont examinés les projets et les propositions de loi.
Présentée par M. Gillet, n° 647/1 du 14 avril 1970.
Le 3 février 1971. — Renvoi à la sous-commission de la Commission du Règlement.
- Proposition de modifications au Règlement de la Chambre.
Présentée par M. Perin, n° 702/1 du 2 juin 1970.
Le 3 février 1971. — Renvoi à la sous-commission de la Commission du Règlement.

c) Commissions permanentes.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.

Assurances :

Proposition de loi sur les contrats d'assurance mixte.
Présentée par M. Levaux, n° 699/1 du 28 mai 1970.

Commerce et industrie :

- Proposition de loi stimulant l'expansion économique régionale.
Présentée par M. Devos (R.), n° 109/1 du 22 octobre 1968.
- Proposition de loi relative à l'expansion régionale et modifiant la loi du 14 juillet 1966 instaurant temporairement des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économiques des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents.
Présentée par M. Leburton, n° 112/1 du 22 octobre 1968.
- Proposition de loi modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique.
Présentée par M. Geldolf, n° 847/1 du 20 janvier 1971.
Amendement de M. Geldolf, n° 847/2 du 31 mars 1971.
Rapporteurs: MM. Hurez et Baeskens.
- Proposition de loi modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique.
Présentée par M. Knoops, n° 859/1 du 28 janvier 1971.
Rapporteurs: MM. Hurez et Baeskens.
- Proposition de loi modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique.
Présentée par M. Schiltz, n° 900/1 du 23 février 1971.
Amendement de M. Schiltz, n° 900/2 du 18 mars 1971.
Amendement de M. Schiltz, n° 900/3 du 31 mars 1971.
Rapporteurs: MM. Hurez et Baeskens.
- Proposition de loi modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique.

Présentée par M. Claeys, n° 912/1 du 2 mars 1971.
Amendement de M. Claeys, n° 912/2 du 24 mars 1971.
Rapporteurs: MM. Hurez et Baeskens.

Administrateurs (traitements) :

Proposition de loi limitant les traitements des administrateurs des sociétés qui bénéficient de certains subsides.
Présentée par M. Coppieters, n° 217/1 du 19 décembre 1968.
Amendements de M. Geldolf, n° 217/2 du 11 mars 1969.

Commerce de détail :

Proposition de loi sur les pratiques commerciales et la protection du consommateur.
Présentée par MM. Vernimmen et D'haeseleer, n° 452/1 du 26 juin 1969.
Amendement de M. Gendebien, n° 452/2 du 21 août 1969.
Le 30 octobre 1969. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Energie nucléaire :

Proposition de loi relative à l'exploitation de centrales nucléaires.
Présentée par M. Cools (J.), n° 267/1 du 4 février 1969.

Institut de compensation :

Proposition de loi tendant à instaurer un Institut national de compensation financière et commerciale.
Présentée par M. Piron, n° 601/1 du 24 février 1970.

Offices :

Projet de loi octroyant à l'Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture (O.B.E.A.) les moyens financiers nécessaires à son fonctionnement.
Présenté par le Gouvernement, n° 902/1 du 23 février 1971.

Organisation de l'économie :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, en ce qui concerne la section IV relative aux conseils d'entreprise.
Présentée par M. Couteau, n° 165/1 du 26 novembre 1968.
2. Projet de loi portant approbation des « lignes de force du plan ».
Présenté par le Gouvernement, n° 1034/1 du 29 juin 1971.

Ventes à tempérament :

1. Proposition de loi complétant certaines dispositions de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement.
Présentée par M. Gendebien, n° 768/1 du 20 octobre 1970.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement.
Présentée par M. Schiltz, n° 867/1 du 4 février 1971.
Amendement de M. Gendebien, n° 867/2 du 24 mai 1971.

Droit civil :*Responsabilité civile (énergie nucléaire).*

Proposition de loi portant modification :

- 1° de la loi du 18 juillet 1966 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire;
 - 2° de l'arrêté royal du 28 septembre 1931 portant coordination des lois sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail;
 - 3° de la loi du 24 décembre 1963 relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci.
- Présentée par M. Van Rompaey, n° 568/1 du 27 janvier 1970.

Droit commercial :*Sociétés :*

Proposition de loi octroyant à l'Etat un droit de préemption en cas

d'offre publique d'achat de valeurs de sociétés de droit belge et soumettant celles-ci à un statut de Régie nationale.
Présentée par M. Glineur, n° 280/1 du 13 février 1969.

Eaux et Forêts :

Proposition de loi complétant l'arrêté-loi du 18 décembre 1946 instituant un recensement des réserves aquifères souterraines et établissant une réglementation de leur usage et l'arrêté du Régent du 12 juin 1947 déterminant le régime des autorisations de prises d'eau souterraines.
Présentée par M. Suykerbuyk, n° 735/1 du 30 juin 1970.

Enquête parlementaire :

Proposition tendant à instituer une commission d'enquête parlementaire sur les conditions dans lesquelles a été conclue, le 18 septembre 1967, entre le gouvernement belge et les sociétés fondatrices de la S.A. « Kempische Steenkolenmijnen », la Convention fondant cette société, ainsi que sur ses conséquences directes et indirectes pour le Trésor public.
Présentée par M. Levaux, n° 292/1 du 20 février 1969.
Rapporteur : M. Geldolf.

Habitations :

Proposition de loi réglementant les prix des terrains à bâtir dans les lotissements.
Présentée par M. Van Rompaey, n° 744/1 du 3 juillet 1970.

Mines :*Fermeture de charbonnages :*

Proposition de loi modifiant l'article 7 de l'arrêté royal du 22 juillet 1966, accordant une prime de reclassement aux travailleurs licenciés à la suite de la fermeture totale ou partielle ou de la réduction d'activité d'entreprises charbonnières, modifié par l'article 3 de l'arrêté royal du 19 décembre 1966.
Présentée par M. Raskin (E.), n° 255/1 du 23 janvier 1969.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.**Affaires étrangères :***Assistance :*

1. Proposition de résolution tendant à mettre à la disposition d'un fonds mondial d'aide aux plus déshérités la contrevalet d'une journée de budget de la Défense nationale.
Présentée par M. Califice, n° 18/1 du 2 juillet 1968.
2. Proposition de résolution relative au versement d'une contribution en faveur de l'aide internationale au bénéfice des familles des personnes persécutées par le Gouvernement de la République Sud-Africaine pour leur opposition à la politique d'apartheid.
Présentée par M. Glinne, n° 19/1 du 2 juillet 1968.

Benelux :

Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant l'article 80, alinéa 2 du Traité instituant l'Union Economique Benelux, signé à Bruxelles le 16 mars 1971.
Présenté par le Gouvernement, n° 1045/1 du 5 juillet 1971.

Congo (Traité d'amitié) :

Projet de loi portant approbation du Traité d'amitié entre le Royaume de Belgique et la République Démocratique du Congo, signé à Kinshasa le 29 juin 1970.
Présenté par le Gouvernement, n° 1073/1 du 24 septembre 1971.

Europe :

1. Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Protocole additionnel à l'Accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et la Turquie et annexes; b) Protocole financier; c) Accord relatif aux produits relevant de la Communauté du Charbon et de l'Acier et annexes; d) Acte final et Déclarations y annexées; e) Accord interne relatif au Protocole financier, faits à Bruxelles le 23 novembre 1970.
Présenté par le Gouvernement, n° 1011/1 du 14 juin 1971.
2. Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de la Communauté économique européenne relatif aux échanges avec les pays et territoires d'outre-mer portant sur les

produits relevant de la Communauté du Charbon et de l'Acier fait à Bruxelles, le 14 décembre 1970.

Présenté par le Gouvernement, n° 1068/1 du 11 août 1971.

Finances :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 9 juillet 1969, portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne du 11 avril 1967 en vue d'éviter les doubles impositions.
Présentée par M. Schyns, n° 913/1 du 3 mars 1971.
2. Projet de loi portant approbation de la Convention entre la Belgique et le Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du protocole final, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970.
Présenté par le Gouvernement, n° 972/1 du 7 mai 1971.
Rapporteur : M. Nothomb.
3. Projet de loi portant approbation de l'avenant signé à Bruxelles le 15 février 1971, à la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu signée le 10 mars 1964.
Présenté par le Gouvernement, n° 1066/1 du 4 août 1971.
4. Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'opposition sur titres au porteur à circulation internationale et du règlement annexé, faits à La Haye le 28 mai 1970.
Présenté par le Gouvernement, n° 1069/1 du 23 août 1971.

Rwanda (Traité d'amitié) :

Projet de loi portant approbation du Traité d'amitié entre le Royaume de Belgique et la République Rwandaise, signé à Kigali le 4 juillet 1970.
Présenté par le Gouvernement, n° 1074/1 du 24 septembre 1971.

Santé publique :

Projet de loi portant approbation des amendements à la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures et aux annexes A et B

(Londres le 12 mai 1954, telle qu'elle a été modifiée le 11 avril 1962) adoptés à Londres le 21 octobre 1969.
Présenté par le Gouvernement, n° 1010/1 du 11 juin 1971.

Transports (chemins de fer) :

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : 1° Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer (C.I.M.) et annexes; 2° Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (C.I.V.) et annexes; 3° Protocole additionnel à ces Conventions; 4° Protocole concernant les contributions aux dépenses de l'Office central des

Etats parties aux conventions C.I.M. et C.I.V. du 25 février 1961, faits à Berne le 7 février 1970.
Présenté par le Gouvernement, n° 1033/1 du 25 juin 1971.

Impôts :

Douanes et accises :

Projet de loi portant approbation du protocole pour l'établissement d'un tarif Benelux des droits d'entrée et de l'annexe, signés à Bruxelles le 15 juin 1970.
Présenté par le Gouvernement, n° 1067/1 du 9 août 1971.

COMMISSION DES AFFAIRES EUROPÉENNES.

Affaires étrangères :

Europe :

Proposition de résolution concernant l'amendement de l'article 237 du Traité instituant la C.E.E.
Présentée par M. Van Elslande, n° 421/1 du 17 juin 1969.

COMMISSION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE.

Administrations publiques :

1. Proposition de loi fixant le statut pécuniaire, l'ancienneté et la pension des agents de l'Etat, des provinces et des communes, des enseignants des différents réseaux scolaires, des fonctionnaires du ministère public des cours et tribunaux, des membres de l'ordre judiciaire et du personnel des organismes parastataux.

Présentée par M. Coppieters, n° 495/1 du 22 octobre 1969.

Rapporteur : M. De Seranno.

2. Proposition de loi modifiant les lois des 3 août 1919, 21 juillet 1924 et 27 mai 1947, accordant aux invalides de guerre, anciens combattants membres de la résistance, prisonniers politiques, veuves et orphelins de guerre, déportés, réfractaires au travail et autres victimes de la guerre 1940-1945, des droits de priorité pour l'accès aux emplois publics.

Présentée par M. Chabert, n° 938/1 du 19 mars 1971.

3. Proposition de loi relative à l'égalité d'accès des femmes aux fonctions et aux services publics.

Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 990/1 du 19 mai 1971.

Rapporteur : M. Niemegeers.

Invalides de guerre :

Proposition de loi étendant aux agents civils attachés au cours de la période allant du 10 mai 1940 au 8 mai 1945, à l'Administration générale civile, le bénéfice des bonifications d'ancienneté prévues à l'article 13 des lois coordonnées des 3 août 1919 et 27 mai 1947, en faveur des agents de l'Etat invalides de la guerre 1940-1945.

Présentée par M. Delforge, n° 148/1 du 12 novembre 1968.

Enseignement :

Proposition de loi accordant à certains membres du personnel enseignant des cantons de l'Est, dont l'entrée en service a été notablement retardée par la guerre 1940-1945, une valorisation dans la carrière, le calcul du traitement et la pension.
Présentée par M. Schyns, n° 58/1 du 18 juillet 1968.

Travail :

Syndicats :

Projet de loi organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Présenté par le Gouvernement, n° 889/1 du 18 février 1971.

Amendement de M. Posson, n° 889/2 du 16 mars 1971.

Amendements de M. Van Geyt, n° 889/3 du 10 mai 1971.

Amendement de M. Van Raemdonck, n° 889/4 du 18 mai 1971.

Le 27 mai 1971. — Renvoi aux commissions réunies des Affaires générales et de la Fonction publique et de l'Intérieur.

Amendements de M. Vansteenkiste, n° 889/5 du 14 juin 1971.

Amendement de M. Raskin (E.), n° 889/6 du 15 juin 1971.

Amendements de M. Van Geyt, n° 889/7 du 22 juin 1971.

Amendement de M. Grootjans, n° 889/8 du 2 septembre 1971.

Rapporteurs : MM. Schyns et Tibbaut.

Vacances :

1. Proposition de loi octroyant cinq jours de congé supplémentaire aux mères travaillant dans un service public.

Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 866/1 du 4 février 1971.

2. Proposition de loi relative au congé d'allaitement maternel pour les agents féminins des services publics.

Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 935/1 du 16 mars 1971.

Rapporteur : M. Niemegeers.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE.

Agriculture :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1965 créant un fonds d'assainissement pour l'agriculture.

Présentée par M^{lle} G. Devos, n° 559/1 du 13 janvier 1970.

2. Proposition de loi relative à l'exploitation agricole indivisible.

Présentée par M. Lindemans, n° 580/1 du 10 février 1970.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 27 décembre 1938 relative à la création d'un Office national des débouchés agricoles et horticoles.

Présentée par M. Baeskens, n° 848/1 du 21 janvier 1971.

4. Proposition de loi relative au remembrement conventionnel.

Présentée par M. Dewulf, n° 877/1 du 10 février 1971.

Code forestier :

Proposition de loi modifiant le Code forestier.

Présentée par M. Nothomb, n° 684/1 du 20 mai 1970.

Amendements de M. Cornet d'Elzius, n° 684/2 du 11 juin 1970.

Rapporteur : M^{lle} G. Devos.

Chasse :

1. Proposition de loi fixant une unité de surface minimum pour les terrains où peut s'exercer le droit de chasse.

Présentée par M. Pedé, n° 96/1 du 22 octobre 1968.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1961 en vue d'assurer la réparation des dégâts causés par le gros gibier.

Présentée par M. Michel, n° 198/1 du 10 décembre 1968.

Rapporteur : M. Humblet.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Présentée par M. Gillet, n° 311/1 du 11 mars 1969.

Amendement de M. Vandamme (F.), n° 311/2 du 2 juin 1970.

Droit civil :

Bail à ferme :

Proposition de loi modifiant l'article III de la loi du 4 novembre 1969 modifiant la législation sur le bail à ferme et sur le droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux.

Présentée par M. Defraigne, n° 705/1 du 2 juin 1970.

Amendement de M. Lindemans, n° 705/2 du 23 juin 1970.

Expropriation :

Proposition de loi instaurant des aides exceptionnelles en faveur des cultivateurs confrontés avec des problèmes posés par l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Présentée par M. Picron, n° 164/1 du 26 novembre 1968.

COMMISSION DES CLASSES MOYENNES.

Assurances sociales :

Vieillesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi tendant à l'assouplissement de la procédure de preuve de la carrière dans le cadre de la législation relative aux pensions des travailleurs indépendants.
Présentée par M. Van Herreweghe, n° 183/1 du 4 décembre 1968.
2. Proposition de loi créant une pension nationale pour tous les travailleurs.
Présentée par M. Gillet, n° 189/1 du 5 décembre 1968.
Le 15 avril 1969. — Renvoi aux Commissions réunies de la Prévoyance sociale et des Classes moyennes.
Amendements de M. Gillet, n° 189/2 du 2 mars 1971.
Rapporteur : M^{me} Mabille-Leblanc.
3. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne la preuve de l'activité professionnelle des aidants, l'article 15 de l'arrêté royal du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.
Présentée par M. Nothomb, n° 377/1 du 13 mai 1969.
4. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.
Présentée par M. Goeman (E.), n° 591/1 du 17 février 1970.

Commerce et Industrie :

Commerce de détail :

- Proposition de loi sur les pratiques commerciales et la protection du consommateur.
Présentée par MM. Vernimmen et D'haeseleer, n° 452/1 du 26 juin 1969.
Amendement de M. Gendebien, n° 452/2 du 21 août 1969.
Le 30 octobre 1969. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Crédit :

- Proposition de loi modifiant la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes, modifiée par l'arrêté royal n° 31 du 5 juillet 1967.
Présentée par M. Goeman (E.), n° 597/1 du 19 février 1970.

Organisation de l'économie :

- Proposition de loi concernant le Fonds d'assainissement pour les Classes Moyennes.
Présentée par M. Baeskens, n° 888/1 du 17 février 1971.
Amendement de M. Suykerbuyk, n° 888/2 du 16 juin 1971.

Vente exclusive :

- Proposition de loi modifiant la loi du 27 juillet 1961 relative à la résiliation unilatérale des concessions de vente exclusive à durée indéterminée.
Présentée par M. Cudell, n° 298/1 du 26 février 1969.

Professions :

Agents immobiliers :

- Proposition de loi organisant la profession d'agent immobilier et celle d'expert-conseil en biens immobiliers.
Présentée par M. d'Alcantara, n° 260/1 du 28 janvier 1969.
Amendements de M. Jeunehomme, n° 260/2 du 4 juin 1970.
Amendements de M. Van Herreweghe, n° 260/3 du 10 mars 1971.
Rapporteur : M. Suykerbuyk.

Architectes :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes.
Présentée par M. Van Rompacy, n° 161/1 du 26 novembre 1968.
2. Proposition de loi relative à l'élection des membres du Conseil de l'Ordre des architectes de la province d'Anvers.
Présentée par M. Posson, n° 903/1 du 24 février 1971.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 20 février 1939 modifiée par celle du 12 juin 1969 sur la protection du titre et de la profession d'architecte.
Présentée par M. Glinne, n° 927/1 du 10 mars 1971.

Conseillers des petites et moyennes entreprises :

- Proposition de loi sur la protection du titre de conseiller des petites et moyennes entreprises.
Présentée par M. d'Alcantara, n° 540/1 du 11 décembre 1969.

Conseils fiscaux :

- Proposition de loi portant création d'un Ordre des conseils fiscaux.
Présentée par M. Baeskens, n° 484/1 du 14 octobre 1969.
Amendements de M. De Facq, n° 484/2 du 27 janvier 1970.

Géomètres-experts :

1. Proposition de loi relative à la protection du titre de géomètre-expert immobilier.
Présentée par M. Grootjans, n° 212/1 du 19 décembre 1968.
2. Proposition de loi créant un Ordre des géomètres-experts immobiliers.
Présentée par M. Van Herreweghe, n° 387/1 du 20 mai 1969.

COMMISSION DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT.

Assistance :

1. Proposition de loi créant un établissement public dénommé Office de la Coopération au Développement.
Présentée par M. Califice, n° 59/1 du 18 juillet 1968.
Amendements de MM. Dewulf et Saint-Remy, n° 59/2 du 4 mars 1969.

2. Proposition de loi instituant un Fonds de la Coopération au Développement.

- Présentée par M. Califice, n° 60/1 du 18 juillet 1968.
Amendements de MM. Dewulf et Saint-Remy, n° 60/2 du 4 mars 1969.

COMMISSION DES COMMUNICATIONS,
DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.

Assurances sociales :

Vieillesse et décès prématuré :

- Proposition de loi permettant d'accorder aux pensionnés 50 % de réduction sur les réseaux de la Société nationale des Chemins de Fer belges.
Présentée par M. Gillet, n° 236/1 du 9 janvier 1969.

Marine :

Pêche maritime :

- Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 29 novembre 1961 concernant l'octroi d'une prime pour la démolition de bâtiments de pêche.
Présentée par M. Claeys, n° 729/1 du 24 juin 1970.
Rapporteur : M. Coucke.

Radiodiffusion :

- Proposition de loi modifiant la loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion.
Présentée par M. Michel, n° 187/1 du 4 décembre 1968.

Santé publique :

- Proposition de loi relative à la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules automobiles.
Présentée par M. Goemans (H.), n° 639/1 du 14 avril 1970.

Transports :

Navigation aérienne :

- Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne.
Présentée par M. De Vlies, n° 359/1 du 16 avril 1969.

Travail :

Hygiène et sécurité des travailleurs :

- Proposition de loi instaurant l'obligation d'aménager un écran de protection pour la sécurité des chauffeurs de taxi.
Présentée par M. Boey, n° 184/1 du 4 décembre 1968.
Rapporteur : M. Coucke.

COMMISSION DE LA CULTURE.

Arts, Sciences et Lettres :

1. Proposition de loi créant un Fonds de la Culture.
Présentée par M. Van Elslande, n° 154/1 du 20 novembre 1968.
Amendements de M. De Keersmaecker, n° 154/2 du 27 février 1970.
2. Proposition de loi tendant à promouvoir et à diffuser le film belge.
Présentée par M. De Keersmaecker, n° 668/1 du 30 avril 1970.

Culture :

- Proposition de loi relative à la promotion culturelle.
Présentée par M. Van Raemdonck, n° 557/1 du 13 janvier 1970.

Droit public :

- Conseils nationaux et régionaux :*
Proposition de loi sur la régionalisation de certaines institutions culturelles.

Présentée par M. Van Elslande, n° 388/1 du 20 mai 1969.
Rapporteur : M. Van Hoorick.

Santé publique :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juin 1963, relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives.
Présentée par M. Gustin, n° 308/1 du 6 mars 1969.
2. Proposition de loi créant un Commissariat général des Sports et modifiant la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives.
Présentée par M. Brouhon, n° 319/1 du 19 mars 1969.

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Armée :

- Ecole militaire :*
Proposition de loi modifiant le nom de l'Ecole Royale Militaire.
Présentée par M. Mattheyssens, n° 202/1 du 11 décembre 1968.
Rapporteur : M^{lle} Devos.

Justice militaire :

1. Proposition de loi relative à l'abolition de la peine disciplinaire militaire du cachot.
Présentée par M. Poswick, n° 595/1 du 19 février 1970.
Rapporteur : M. Van Dessel.
2. Proposition de loi relative à l'abolition de la peine disciplinaire militaire du cachot.
Présentée par M. Poswick, n° 865/1 du 4 février 1971.

Langues :

- Proposition de loi portant reconnaissance, en ce qui concerne l'emploi des langues à l'armée, de la langue allemande comme troisième langue nationale.
Présentée par M. Schyns, n° 999/1 du 3 juin 1971.

Distinctions honorifiques :

- Projet de loi relatif au port des distinctions honorifiques décernées pour faits de guerre, par les mères et veuves des personnes mortes pour la Belgique.
Présenté par le Gouvernement, n° 505/1 du 12 décembre 1967.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
Relevé de caducité par la loi du 20 décembre 1968.

Enseignement :

- Enseignement supérieur :*
Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.
Présentée par M. De Vlies, n° 704/1 du 2 juin 1970.
Le 29 juin 1971. — Renvoi aux commissions réunies de la Défense nationale et de l'Education nationale.
Amendements de M. De Vlies, n° 704/2 du 7 juillet 1971.

Guerre :

- Résistance :*
Proposition de loi concernant la reconnaissance de la qualité de résistant armé aux affiliés de groupements de résistance reconnus tardivement.
Présentée par M. Tanghe, n° 456/1 du 27 juin 1969.
Rapporteur : M. Van Dessel.

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE.

Droit public :

- Incompatibilités :*
Proposition de loi fixant la position juridique des membres du personnel enseignant qui exercent un mandat parlementaire.
Présentée par M. Van Raemdonck, n° 1012/1 du 15 juin 1971.

Enseignement :

1. Proposition de loi modifiant la composition du Conseil national de l'enseignement de l'Etat.
Présentée par M. Grootjans, n° 63/1 du 18 juillet 1968.
Rapporteur : M. Sprockeels.
2. Proposition de loi relative à l'organisation de l'enseignement secondaire et à la promotion de l'enseignement en général.
Présentée par M. Grootjans, n° 105/1 du 22 octobre 1968.
3. Proposition de loi réglant l'enseignement dans les homes pour enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe.
Présentée par M. Grootjans, n° 106/1 du 22 octobre 1968.
4. Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat.
Présentée par M. Grootjans, n° 230/1 du 7 janvier 1969.
Rapporteur : M. Claes (A.).
5. Proposition de loi instaurant la semaine scolaire de cinq jours, avec congé le samedi.
Présentée par M. D'haeseleer, n° 327/1 du 26 mars 1969.

6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.
Présentée par M. Moulin, n° 397/1 du 27 mai 1969.
7. Proposition de loi contenant des mesures transitoires relatives à l'admission au stage et la nomination des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat ainsi que des internats dépendant de ces établissements.
Présentée par M. Grootjans, n° 447/1 du 25 juin 1969.
8. Proposition de loi modifiant le § 2 de l'article 8 de la loi du 29 mai 1959, dénommée « Pacte scolaire ».
Présentée par M. Vandamme (F.), n° 539/1 du 11 décembre 1969.
Rapporteur : M. Magnée.
9. Proposition de loi instaurant un Commissariat royal à la réforme de l'enseignement.
Présentée par M. Grootjans, n° 575/1 du 4 février 1970.
Rapporteur : M. Denis.
10. Proposition de loi modifiant la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat sauvegardant les droits acquis du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel para-

médical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat.
Présentée par MM. De Clercq et Grootjans, n° 784/1 du 4 novembre 1970.

Rapporteur : M. Claes (A.).

11. Proposition de loi tendant à accélérer le développement de l'enseignement de la langue néerlandaise dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

Présentée par M. Grootjans, n° 857/1 du 27 janvier 1971.

12. Proposition de loi modifiant les arrêtés royaux des 15 avril 1958 et 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique.

Présentée par M. Coppieters, n° 901/1 du 23 février 1971.

Rapporteur : M. Verduyn.

13. Proposition de loi modifiant les arrêtés royaux des 15 avril 1958 et 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique.

Présentée par M. De Clercq, n° 923/1 du 9 mars 1971.

Enseignement primaire (obligation scolaire) :

1. Proposition de loi relative à la prolongation de l'obligation scolaire.

Présentée par M. Grootjans, n° 64/1 du 18 juillet 1968.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 27 octobre 1966 fixant les normes de population scolaire dans les écoles gardiennes et primaires.

Présentée par M^{me} Copée-Gerbinet, n° 706/1 du 2 juin 1970.

Enseignement spécial :

Proposition de loi sur l'enseignement spécial.

Présentée par M. Grootjans, n° 107/1 du 22 octobre 1968.

Enseignement supérieur :

1. Proposition de loi relative à l'enseignement universitaire et à la recherche scientifique.

Présentée par M. Coppieters, n° 143/1 du 12 novembre 1968.

2. Proposition de loi réglant les études d'ingénieur technicien et fixant les conditions requises en vue de l'obtention de ce grade.

Présentée par M. Coppieters, n° 144/1 du 12 novembre 1968.

3. Proposition de loi régissant les études et le diplôme d'ingénieur technicien et instituant le grade d'agrégé de l'enseignement technique supérieur ainsi que le diplôme correspondant à ce grade.

Présentée par M. Henckens, n° 177/1 du 28 novembre 1968.

4. Proposition de loi limitant le développement des réseaux scolaires dans l'enseignement supérieur non universitaire.

Présentée par M. Coppieters, n° 214/1 du 19 décembre 1968.

5. Proposition de loi créant le grade et le diplôme d'ingénieur industriel.

Présentée par M. Delforge, n° 226/1 du 7 janvier 1969.

6. Proposition de loi complétant la loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat.

Présentée par M. Denis, n° 339/1 du 27 mars 1969.

7. Proposition de loi autorisant à prendre des mesures temporaires en faveur de certains membres du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service du Centre universitaire de l'Etat à Anvers.

Présentée par M. Grootjans, n° 403/1 du 3 juin 1969.

Rapporteur : M. Delforge.

8. Projet de loi portant création du grade d'ingénieur industriel et du grade de conducteur industriel.

Présenté par le Gouvernement, n° 616/1 du 12 mars 1970.

Amendements de M. Delforge, n° 616/2 du 21 mai 1970.

Amendements de M. Delforge, n° 616/3 du 2 juin 1970.

Amendements de : 1° M. De Seranno; 2° M. Lamers, n° 616/4 du 4 juin 1970.

Amendements de M. Dequae, n° 616/5 du 30 juin 1970.

Amendements du Gouvernement, n° 616/6 du 18 décembre 1970.

Amendements de : 1° M. Delforge; 2° M. Coppieters; 3° M. Michel, n° 616/7 du 11 janvier 1971.

Le 12 janvier 1971. — Renvoi à la sous-commission de la Commission de l'Education nationale.

Amendements de : 1° M. Coppieters; 2° M. Hurez; 3° M. De Seranno, n° 616/8 du 19 janvier 1971.

Amendements de : 1° M. Knoops; 2° M. Van Racmdonck, n° 616/9 du 23 février 1971.

Amendements de Mme Groesser-Schroyens, n° 616/10 du 25 février 1971.

Amendement de M. Delforge, n° 616/11 du 26 mars 1971.

Amendements de M. Knoops, n° 616/12 du 20 avril 1971.

Rapporteur : M. Swaelen.

9. Projet de loi complétant, en ce qui concerne les dispositions transitoires, la loi du 9 avril 1965 portant diverses mesures en faveur de l'expansion universitaire.

Présenté par le Gouvernement, n° 1050/1 du 6 juillet 1971.

Langues :

1. Proposition de loi relative au régime linguistique des établissements assurant la garde d'enfants.

Présentée par M. Coppieters, n° 17/1 du 26 juin 1968.

2. Proposition de loi rattachant les écoles du régime linguistique français des six communes « à facilités » à l'inspection linguistique de Bruxelles-Capitale et à la section française du Ministère de l'Education nationale.

Présentée par M. Boon, n° 171/1 du 27 novembre 1968.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen, la loi du 8 novembre 1962 modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique de l'enseignement.

Présentée par M. Raskin (E.), n° 228/1 du 7 janvier 1969.

4. Proposition de loi octroyant une indemnité de connaissance de la seconde langue aux membres du personnel de direction, enseignant et administratif de certains établissements d'enseignement installés dans l'arrondissement de Verviers.

Présentée par M. Schyns, n° 258/1 du 28 janvier 1969.

Rapporteur : M. Magnée.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement et accordant au chef de famille, dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale, le libre choix entre l'enseignement unilingue et l'enseignement bilingue.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 340/1 du 27 mars 1969.

6. Proposition de loi relative au régime linguistique des établissements préscolaires de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

Présentée par M. Lindemans, n° 664/1 du 29 avril 1970.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement en vue d'apporter des mesures particulières dans l'enseignement secondaire en faveur de la région de langue allemande.

Présentée par M. Schyns, n° 697/1 du 27 mai 1970.

Transport :

Automobiles :

Projet de loi concernant l'intervention de l'Etat dans les frais de transport des élèves habitant l'arrondissement Bruxelles-Capitale et qui sont inscrits dans les écoles gardiennes et dans les écoles primaires.

Présenté par le Gouvernement, n° 975/1 du 10 mai 1971.

Rapporteur : M. Swaelen.

Travaux publics :

Proposition de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat, d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat.

Présentée par M. Grootjans, n° 448/1 du 25 juin 1969.

Rapporteur : M. Swaelen.

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL.

Administrations publiques :*Langues :*

Proposition de loi modifiant le règlement général pour la protection du travail.

Présentée par M. Lindemans, n° 205/1 du 12 décembre 1968.

Assurances sociales :*Handicapés :*

1. Proposition de loi relative à l'intégration économique et sociale des handicapés.

Présentée par M. Coppieters, n° 294/1 du 25 février 1969.

2. Proposition de loi abrogeant l'article 25 de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés.

Présentée par M. Schyns, n° 1042/1 du 2 juillet 1971.

Chômage :

1. Proposition de loi tendant à accorder aux femmes chômeuses des allocations de chômage égales à celles des chômeurs.

Présentée par M^{me} Copée-Gerbinet, n° 113/1 du 22 octobre 1968.

2. Proposition de loi prévoyant l'admissibilité aux indemnités de chômage en faveur de certaines catégories de cultivateurs.

Présentée par M. Picron, n° 163/1 du 26 novembre 1968.

Commerce et industrie :*Fermeture d'entreprises :*

Proposition de loi tendant à assurer le remplacement des travailleurs des mines et des entreprises industrielles, afin de maintenir le niveau de l'emploi.

Présentée par M. Couteau, n° 156/1 du 20 novembre 1968.

Enseignement :*Enseignement professionnel :*

Proposition de loi permettant aux jeunes travailleurs de suivre les cours de l'enseignement à horaire réduit pendant les heures nor-

males de travail et organisant le régime de leur rémunération pendant ce temps.

Présentée par M. Baudson, n° 142/1 du 12 novembre 1968.

Travail :

Proposition de loi instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique.

Présentée par M. Schyns, n° 694/1 du 26 mai 1970.

Le 8 décembre 1970. — Renvoi pour avis aux commissions de l'Intérieur (rapporteur : M. Coucke) et des Affaires générales et de la Fonction publique (rapporteur : M. Henckens).

Contrat de travail :

Proposition de loi relative à la participation aux réunions des conseils communaux, des conseils provinciaux et des commissions d'assistance publique.

Présentée par M. De Facq, n° 627/1 du 24 mars 1970.

Durée du travail :

Proposition de loi modifiant la loi du 15 juillet 1964 sur la durée du travail dans les secteurs publics et privés de l'économie nationale.

Présentée par M. Levaux, n° 794/1 du 19 novembre 1970.

Salaires :

1. Proposition de loi rendant obligatoire et générale l'égalité des rémunérations des hommes et des femmes.

Présentée par M. Couteau, n° 172/1 du 27 novembre 1968.

2. Proposition de loi assurant l'égalité des rémunérations entre travailleurs masculins et féminins.

Présentée par M^{me} Copée-Gerbinet, n° 210/1 du 18 décembre 1968.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs.

Présentée par M. Baudson, n° 890/1 du 23 février 1971.

Vacances :

Proposition de loi accordant un congé d'allaitement maternel aux travailleuses.

Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 961/1 du 20 avril 1971.

COMMISSION DES FINANCES.

Administrations publiques :

Proposition de loi sur l'attribution d'intérêts compensatoires aux créanciers des organismes et services créés par les arrêtés des Secrétaires généraux et déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944.

Présentée par M. Michel, n° 188/1 du 4 décembre 1968.

Affaires étrangères :*Congo :*

Proposition de loi autorisant les personnes qui ont subi des dommages dans leurs biens privés en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance, à remettre au receveur des contributions, à leur valeur nominale, les titres du Fonds belgo-congolais qu'ils ont reçus en réparation.

Présentée par M. Boon, n° 246/1 du 16 janvier 1969.

Banques :

Proposition de loi modifiant et complétant l'arrêté royal du 10 novembre 1967 organisant le statut des sociétés à portefeuille et leur association à la programmation de l'économie.

Présentée par M. Simonet, n° 922/1 du 9 mars 1971.

Caisse d'Epargne et de Retraite :

Projet de loi modifiant la loi du 16 mars 1865 instituant une Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Présenté par le Gouvernement, n° 1071/1 du 14 septembre 1971.

Cour des Comptes :

1. Proposition de résolution chargeant la Cour des Comptes de soumettre aux Chambres législatives des propositions de modi-

fication de l'article 9bis de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 53/1 du 17 juillet 1968.

2. Proposition de résolution chargeant la Cour des Comptes de soumettre aux Chambres législatives ses observations sur l'efficacité et la rentabilité des dépenses publiques.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 54/1 du 17 juillet 1968.

Cahier d'observations :

Examen du 127^e cahier de la Cour des Comptes.

Renvoi à la sous-commission permanente chargée d'examiner les communications spéciales de la Cour des Comptes.

Rapporteur : M. Van der Elst.

Droit commercial :*Gage :*

Proposition de loi portant création de certificats au porteur au profit des personnes ayant droit aux restitutions prévues par l'article 99 de la loi du 3 juillet 1969 créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant les modalités de la mise en gage de ces certificats au porteur et de la réalisation du gage.

Présentée par M. Mundeeler, n° 1005/1 du 10 juin 1971.

Guerre :*Séquestre :*

Projet de loi modifiant l'article 30 de la loi du 14 juillet 1951, relative au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts allemands.

Présenté par le Gouvernement, n° 279/1 du 28 octobre 1966.

Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.

Relevé de caducité par la loi du 20 décembre 1968.

Impôts :*Douanes et accises :*

1. Projet de loi relatif au régime d'accise du gaz naturel. Présenté par le Gouvernement, n° 977/1 du 10 mai 1971. Rapporteur : M. Michel.
2. Proposition de loi sur le régime d'accise du pitch. Présentée par M. Baeskens, n° 1041/1 du 1^{er} juillet 1971.
3. Projet de loi concernant le régime d'accise du tabac, des huiles minérales et de la bière. Présenté par le Gouvernement, n° 1046/1 du 5 juillet 1971.

Impôts :*Impôts directs :*

1. Proposition de loi complétant l'article 71, § 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus. Présentée par M. Havelange, n° 256/1 du 23 janvier 1969.
2. Proposition de loi modifiant les articles 54, 60 et 62 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en vue de l'exonération fiscale des libéralités faites aux œuvres pour personnes âgées et déshéritées. Présentée par M. Gillet, n° 291/1 du 20 février 1969. Rapporteur : M. Posson.
3. Proposition de loi modifiant l'article 72 du Code des impôts sur les revenus. Présentée par M. Defosset, n° 376/1 du 13 mai 1969.
4. Proposition de loi modifiant l'article 54, 4^o, du Code des impôts sur les revenus. Présentée par M. Vandamme (F.), n° 499/1 du 30 octobre 1969.
5. Proposition de loi sur l'immunisation fiscale des indemnités d'attente octroyées aux travailleurs victimes de certaines fermetures d'entreprises. Présentée par M. De Keersmaecker, n° 522/1 du 26 novembre 1969. Rapporteur : M. Baeskens.
6. Proposition de loi modifiant l'article 162 du Code des impôts sur les revenus. Présentée par M. Raskin (E.), n° 528/1 du 3 décembre 1969.
7. Proposition de loi modifiant l'article 82, § 1^{er} du Code des impôts sur les revenus. Présentée par M. Vansteenkiste, n° 574/1 du 3 février 1970.
8. Proposition de loi complétant l'article 71, § 1^{er} du Code des impôts sur les revenus. Présentée par M. Vandamme (F.), n° 777/1 du 27 octobre 1970.

Impôts directs et indirects :

Proposition de loi relative au régime fiscal des libéralités faites aux pouvoirs publics en faveur de musées.
Présentée par M. Piron, n° 792/1 du 18 novembre 1970.

Impôts indirects :

1. Projet de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. Présenté par le Gouvernement, n° 453/1 du 27 juin 1967. Amendement du Gouvernement, n° 453/2 du 2 février 1968. Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968. Relevé de caducité par la loi du 20 décembre 1968. Rapporteur : M. Baeskens.
2. Proposition de loi exonérant du droit d'enregistrement l'échange de parties de parcelles considérées comme terrain à bâtir, lorsque cet échange permet, du point de vue urbaniste, une meilleure répartition des parcelles. Présentée par M. De Keersmaecker, n° 305/1 du 4 mars 1969.

3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 11 janvier 1940 relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par l'arrêté royal du 8 mars 1962. Présentée par M. Raskin (E.), n° 507/1 du 6 novembre 1969.
4. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les provisions et cautionnements, l'article 52 de la loi du 3 juillet 1969 créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée. Présentée par M. Delruelle (G.), n° 862/1 du 4 février 1971. Rapporteur : M. Baeskens.
5. Proposition de loi modifiant l'article 44 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée. Présentée par M. Defosset, n° 899/1 du 23 février 1971.
6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux. Présentée par M. Olaerts, n° 905/1 du 24 février 1971.
7. Proposition de loi abrogeant le droit de timbre sur les extraits des registres de l'état civil destinés à l'inscription dans une école. Présentée par M. Olaerts, n° 924/1 du 9 mars 1971.

Pensions :*Pensions civiles :*

1. Proposition de loi modifiant la loi du 18 mai 1912 sur les pensions du personnel enseignant. Présentée par M. Gillet, n° 48/1 du 17 juillet 1968.
2. Proposition de loi modifiant la législation relative aux pensions du personnel de l'enseignement technique et tendant à instaurer des règles identiques pour tous les enseignements en ce qui concerne :
 - 1^o les bonifications d'ancienneté pour possession de certains diplômes;
 - 2^o la prise en considération pour le calcul de la pension des services admissibles pour la fixation du traitement.
 Présentée par M. Hurez, n° 108/1 du 22 octobre 1968.
3. Proposition de loi relative aux pensions des officiers et agents judiciaires près les parquets ainsi qu'aux officiers et agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat. Présentée par M. Jeunehomme, n° 352/1 du 15 avril 1969.
4. Proposition de loi modifiant l'article 8 de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques. Présentée par M. Claeys, n° 916/1 du 4 mars 1971.
5. Proposition de loi adaptant le régime de pension du personnel de pilotage et des officiers de pont chargés du commandement des navires des lignes Ostende-Douvres et Ostende-Harwich. Présentée par M. Claeys, n° 917/1 du 4 mars 1971.
6. Proposition de loi valorisant, pour le calcul de la pension de retraite, les services non rétribués prestés comme employé volontaire dans les greffes et les parquets. Présentée par M. Charpentier, n° 934/1 du 16 mars 1971.

Pensions militaires :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1964 créant une allocation tenant lieu de pension en faveur de certains militaires, par la suppression du délai requis pour la demande d'allocation et qui conditionne l'octroi de celle-ci. Présentée par M. Herbage, n° 178/1 du 28 novembre 1968.
2. Proposition de loi interprétant l'article 13 des lois coordonnées sur les pensions militaires. Présentée par M. Olaerts, n° 800/1 du 26 novembre 1970. Rapporteur : M. Posson.

COMMISSION DE L'INTERIEUR.**Administrations publiques :***Langues :*

1. Proposition de loi complétant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par l'arrêté royal du 18 juillet 1966. Présentée par M. Simonet, n° 23/1 du 2 juillet 1968.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 relative à l'emploi des langues en matière administrative, la loi du 8 novembre 1962 modifiant les limites de provinces, arrondissements et communes et les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966. Présentée par M. Raskin (E.), n° 227/1 du 7 janvier 1969.

3. Proposition de loi octroyant une indemnité de connaissance de la seconde langue aux agents communaux, provinciaux et des services publics qui exercent leurs fonctions dans l'arrondissement de Verviers. Présentée par M. Schyns, n° 259/1 du 28 janvier 1969.
4. Proposition de loi sur l'emploi des langues en matière de signalisation, routière ou autre, relative à l'existence d'un danger. Présentée par M. Saint-Remy, n° 490/1 du 14 octobre 1969. Rapporteur : M. Coucke.
5. Proposition de loi relative au contrôle et aux sanctions en matière d'observation des lois sur l'emploi des langues. Présentée par M. Coppieters, n° 503/1 du 30 octobre 1969.

6. Proposition de loi modifiant l'article 58, dernier alinéa, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par l'arrêté royal du 18 juillet 1966.
Présentée par M. Brouhon, n° 850/1 du 26 janvier 1971.
7. Proposition de loi modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966.
Présentée par M. Raskin (E.), n° 863/1 du 4 février 1971.
8. Projet de loi modifiant : 1° la loi du 30 juillet 1894 relative à la prestation de serment dans une des langues usitées dans le pays; 2° la loi du 1^{er} juillet 1860 apportant des modifications à la loi provinciale et à la loi communale en ce qui concerne le serment.
Présenté par le Gouvernement, n° 981/1 du 12 mai 1971.
Rapporteur : M. Van Daele.

Affaires étrangères :

Europe :

1. Proposition de loi organisant l'élection directe des membres belges du Parlement européen.
Présentée par M. Nothomb, n° 454/1 du 27 juin 1969.
Le 2 décembre 1969. — Renvoi à la Commission des Affaires européennes pour avis (rapporteur : M. Boel).
Amendement de M. Glinne, n° 454/2 du 2 décembre 1969.
Rapporteur : M. Suykerbuyk.
2. Proposition de loi organisant une consultation électorale au suffrage universel direct en vue de la désignation des membres belges du Parlement européen.
Présentée par M. Nothomb, n° 680/1 du 14 mai 1970.
Rapporteur : M. Suykerbuyk.

Agriculture :

Code rural :

- Proposition de loi modifiant l'article 51 du Code rural.
Présentée par M. Suykerbuyk, n° 956/1 du 31 mars 1971.

Armée :

Milice :

1. Proposition de loi modifiant l'article 12, § 1, 5°, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.
Présentée par M. Gheysen, n° 37/1 du 11 juillet 1968.
2. Proposition de loi modifiant l'article 10 des lois coordonnées sur la milice.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 42/1 du 16 juillet 1968.
3. Proposition de loi modifiant les articles 10, 12, 63 et 87 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.
Présentée par M. Gheysen, n° 445/1 du 25 juin 1969.
4. Proposition de loi complétant l'article 10, § 2, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.
Présentée par M. Tanghe, n° 644/1 du 14 avril 1970.
5. Proposition de loi modifiant l'article 54 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.
Présentée par M. Tanghe, n° 663/1 du 28 avril 1970.
6. Proposition de loi accordant le sursis ou la dispense du service militaire pour cause morale aux miliciens élus à un mandat politique.
Présentée par M. Glinne, n° 732/1 du 25 juin 1970.
7. Proposition de loi modifiant l'article 10, § 3 des lois sur la milice.
Présentée par M. De Clercq, n° 770/1 du 22 octobre 1970.
8. Proposition de loi interprétant l'alinéa 2 de l'article 19 de la loi du 22 janvier 1969 modifiant celle du 3 juin 1964 portant statut des objecteurs de conscience.
Présentée par M. Cudell, n° 834/1 du 17 décembre 1970.

Communes :

- Proposition de loi relative à la présentation aux fonctions de bourgmestre.
Présentée par M. Vandamme (F.), n° 852/1 du 26 janvier 1971.

Cimetières :

- Proposition de loi sur les cimetières et les sépultures.
Présentée par M. Meyers, n° 263/1 du 30 janvier 1969.
Amendement de M. Herbage, n° 263/2 du 19 février 1969.

Fonds des communes :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1964 relative au Fonds des communes, pour celles de moins de 2 500 habitants.
Présentée par M. Cornet d'Elzuis, n° 675/1 du 6 mai 1970.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1964 relative au Fonds des communes.
Présentée par M. Leys, n° 734/1 du 26 juin 1970.
3. Proposition de loi modifiant et complétant l'article 94 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, modifié par l'article 26 de la loi du 16 mars 1964 relative au Fonds des communes.
Présentée par M. Eneman, n° 967/1 du 4 mai 1971.

Fusion des communes :

- Proposition de loi modifiant l'article 34 de la loi du 17 juillet 1970 portant ratification d'une troisième série d'arrêtés royaux pris en exécution des articles 91 et 92 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.
Présentée par M. Raskin (E.), n° 904/1 du 24 février 1971.

Loi communale :

1. Proposition de loi modifiant l'article 81 de la loi communale.
Présentée par M. De Mey, n° 338/1 du 27 mars 1969.
2. Proposition de loi complétant l'article 63 de la loi communale.
Présentée par M. Cantillon, n° 423/1 du 18 juin 1969.
Amendements de M. Piron, n° 423/2 du 24 février 1970.
3. Proposition de loi modifiant les articles 3 et 4 de la loi communale.
Présentée par M. Piron, n° 562/1 du 14 janvier 1970.
4. Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi communale et adaptant le nombre des échevins et des conseillers-communaux aux chiffres réels de la population.
Présentée par M. Chabert, n° 581/1 du 11 février 1970.
Amendements de M. Anciaux, n° 581/2 du 19 février 1970.
5. Proposition de loi modifiant l'article 2, relatif à l'élection des échevins, et l'article 107 de la loi communale.
Présentée par M. Olaerts, n° 851/1 du 26 janvier 1971.

Territoire :

- Proposition de loi rattachant à la province et à la ville d'Anvers une partie du territoire sis sur la rive gauche de l'Escaut.
Présentée par M. Grootjans, n° 269/1 du 5 février 1969.

Conseil d'Etat :

Traitements :

- Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.
Présentée par M. Poswick, n° 693/1 du 26 mai 1970.

Droit public :

Conseil d'Etat :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 52/1 du 17 juillet 1968.
Amendement de M. Cudell, n° 52/2 du 13 novembre 1968.
Rapporteur : M. Henckens.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.
Présentée par M. Cudell, n° 334/1 du 27 mars 1969.
Amendements de M. Saint-Remy, n° 334/2 du 29 avril 1969.

Conseils nationaux et régionaux :

1. Proposition de loi relative à l'organisation de l'agglomération bruxelloise.
Présentée par M. Simonet, n° 94/1 du 22 octobre 1968.
2. Proposition de loi organisant le statut de Bruxelles, capitale de la Belgique fédérale.
Présentée par M. Moulin, n° 488/1 du 14 octobre 1969.
3. Proposition de loi divisant le territoire de la Belgique en onze provinces.
Présentée par M. De Vlies, n° 547/1 du 18 décembre 1969.

Incompatibilités :

1. Proposition de loi modifiant, en faveur des fonctionnaires et employés de l'Etat élus à un mandat législatif, la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.
Présentée par M. Glinne, n° 624/1 du 19 mars 1970.
Rapporteur : M. Coucke.
2. Proposition de loi instituant une incompatibilité entre les fonctions de bourgmestre, d'échevin ou de président de la C.A.P.

d'une commune importante et un mandat parlementaire.
Présentée par M. Verroken, n° 692/1 du 26 mai 1970.
Amendement de M. Verhenne, n° 692/2 du 28 janvier 1971.
Rapporteur : M. Wijnen.

Impôts :

Fiscalité provinciale et communale :

Proposition de loi relative aux taxes communales sur les « maisons de logement » ou « taxes de séjour ».
Présentée par M. Dhoore, n° 928/1 du 10 mars 1971.

Incinération :

Proposition de loi portant révision de la loi du 21 mars 1932 concernant l'incinération facultative des cadavres humains.
Présentée par M. Hicquet, n° 101/1 du 22 octobre 1968.

Lois électorales :

Proposition de loi modifiant la loi organique des élections provinciales ainsi que la loi électorale communale en ce qui concerne l'âge d'éligibilité.
Présentée par M. Coppieters, n° 16/1 du 26 juin 1968.

Code électoral :

Proposition de loi réprimant les demandes de désistement anticipé aux candidats à des fonctions électives.
Présentée par M. Charpentier, n° 785/1 du 5 novembre 1970.

Elections :

Proposition de loi tendant à supprimer l'appareillement et à modifier l'article 167 du Code électoral.
Présentée par M. Duerinck, n° 529/1 du 4 décembre 1969.

Elections communales :

1. Proposition de loi modifiant la loi électorale communale en ce qui concerne l'âge requis pour l'électorat.
Présentée par M. Coppieters, n° 15/1 du 26 juin 1968.
2. Proposition de loi modifiant l'article 65 de la loi électorale communale en ce qui concerne l'âge d'éligibilité.
Présentée par M. Charpentier, n° 115/1 du 22 octobre 1968.
3. Proposition de loi modifiant l'article premier de la loi électorale communale.
Présentée par M. Charpentier, n° 335/1 du 27 mars 1969.
4. Proposition de loi tendant à donner aux conseils communaux la faculté d'étendre l'électorat communal aux ressortissants des

pays signataires du Traité de la C.E.E.
Présentée par M. Glinne, n° 936/1 du 16 mars 1971.

5. Proposition de loi modifiant la loi électorale communale.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 1006/1 du 10 juin 1971.

Elections provinciales :

1. Proposition de loi modifiant le Code électoral et la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales.
Présentée par M. Defosset, n° 401/1 du 3 juin 1969.
2. Proposition de loi apportant des modifications aux circonscriptions électorales pour les élections provinciales.
Présentée par M. Gelders, n° 446/1 du 25 juin 1969.

Listes électorales :

Proposition de loi modifiant le modèle de liste électorale.
Présentée par M. Vansteenkiste, n° 579/1 du 10 février 1970.

Propagande électorale :

Proposition de loi tendant à contrôler et à limiter les dépenses électorales.
Présentée par M. Persoons, n° 100/1 du 22 octobre 1968.
Amendements de M. Persoons, n° 100/2 du 24 mars 1970.

Pensions :

Pensions civiles :

Proposition de loi modifiant la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal.
Présentée par M. Gillet, n° 92/1 du 22 octobre 1968.
Amendement de M. Gillet, n° 92/2 du 17 décembre 1968.

Provinces :

Territoire :

Proposition de loi modifiant les limites des provinces de Flandre occidentale, d'une part, de Hainaut et de Flandre orientale, d'autre part.
Présentée par M. Verhenne, n° 296/1 du 25 février 1969.
Rapporteur : M. Coucke.

Urbanisme :

Proposition de loi complétant la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et l'article 76 de la loi communale, en vue de régler l'érection d'antennes individuelles de télévision et la construction d'antennes centrales.
Présentée par M. Schiltz, n° 524/1 du 27 novembre 1969.

COMMISSION DE LA JUSTICE.

Affaires étrangères :

Guerre :

Projet de loi relatif à la répression des infractions graves aux conventions internationales de Genève du 12 août 1949.
Présenté par le Gouvernement, n° 577/1 du 27 mai 1963.
Rapporteur : M. Vanderpoorten.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 16 avril 1965.
Relevé de caducité par la loi du 29 juin 1966.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
Relevé de caducité par la loi du 20 décembre 1968.

Amnistie :

Proposition de loi accordant l'amnistie pour faits commis dans la région minière du Limbourg lors de l'agitation sociale y ayant pris naissance au cours des premiers mois de l'année 1970.
Présentée par M. Raskin (E.), n° 640/1 du 14 avril 1970.

Animaux :

Protection des animaux :

Proposition de loi portant interdiction des tirs aux pigeons.
Présentée par M. Gillet, n° 47/1 du 17 juillet 1968.

Armée :

Justice militaire :

Proposition de loi modifiant l'article 16 de la loi du 2 juillet 1969 modifiant les lois des 15 juin 1899 comprenant le titre II

du Code de procédure pénale militaire et 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.
Présentée par MM. Mattheyssens et De Vlies, n° 1013/1 du 16 juin 1971.

Art de guérir :

Prélèvement d'organes :

Proposition de loi relative aux prélèvements post-mortem.
Présentée par M. Cornet d'Elzias, n° 248/1 du 16 janvier 1969.
Amendement de M. Duerinck, n° 248/2 du 24 mars 1970.

Assurances :

1. Proposition de loi sur les contrats d'assurance-vie pour solde restant dû de prêts hypothécaires.
Présentée par M. Levaux, n° 703/1 du 2 juin 1970.
2. Proposition de loi complétant la loi du 11 juin 1874 sur les assurances, au titre X, livre 1^{er}, du Code de commerce.
Présentée par M. Charpentier, n° 806/1 du 2 décembre 1970.

Chambres législatives :

Contrôle :

Proposition de loi créant une fonction de procureur parlementaire chargé de veiller au respect de l'égalité entre l'homme et la femme dans la vie publique.
Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 997/1 du 1^{er} juin 1971.

Commerce et industrie :*Armes et munitions :*

1. Proposition de loi modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce de munitions.

Présentée par M. Gillet, n° 38/1 du 11 juillet 1968.

Le 13 mai 1970. — Renvoi à la sous-commission de la Commission de la Justice.

Rapporteur : M. Van Rompaey.

2. Proposition de loi réglementant l'utilisation des armes à feu et des armes de sport.

Présentée par M. Baudson, n° 504/1 du 30 octobre 1969.

Le 13 mai 1970. — Renvoi à la sous-commission de la Commission de la Justice.

Rapporteur : M. Van Rompaey.

3. Projet de loi sur les armes et munitions.

Présenté par le Gouvernement, n° 635/1 du 8 avril 1970.

Amendement de M. Gillet, n° 635/2 du 13 mai 1970.

Le 13 mai 1970. — Renvoi à la sous-commission de la Commission de la Justice.

Amendements de M. Cornet d'Elzius, n° 635/3 du 2 juin 1970.

Amendement de M. Suykerbuyk, n° 635/4 du 16 juin 1970.

Amendements de M. Duerinck, n° 635/5 du 5 novembre 1970.

Amendements de M. Coulonvaux, n° 635/6 du 17 novembre 1970.

Amendements de M. Belmans, n° 635/7 du 30 novembre 1970.

Rapporteur : M. Van Rompaey.

Droit civil :*Baux à loyer :*

Proposition de loi réglant la location des logements meublés.

Présentée par M. De Facq, n° 498/1 du 30 octobre 1969.

Divorce et séparation :

Proposition de loi tendant à modifier la dernière phrase de l'article 301 du Code civil.

Présentée par M. Vandamme (F.), n° 264/1 du 30 janvier 1969.

Rapporteur : M. Saint-Remy.

Donations :

Proposition de loi tendant à compléter l'article 919 du Code civil.

Présentée par M. Willems, n° 728/1 du 24 juin 1970.

Etat civil :

1. Proposition de loi modifiant l'article 75 du Code civil en ce qui concerne la date à désigner par les parties en vue de la célébration d'un mariage.

Présentée par M. Geldolf, n° 55/1 du 18 juillet 1968.

Amendement de M. Defraigne, n° 55/2 du 23 juillet 1968.

Amendement de M. Geldolf, n° 55/3 du 30 octobre 1969.

2. Proposition de loi complétant l'article 45 du Code civil et l'article 93bis de la loi communale.

Présentée par M. Baudson, n° 1040/1 du 1^{er} juillet 1971.

Indigénat :

1. Proposition de loi relative au recouvrement de la nationalité belge par certaines personnes déchues en vertu de l'arrêté-loi du 20 juin 1945 sur la déchéance de la nationalité belge modifié par la loi du 30 mars 1962.

Présentée par M. Schyns, n° 119/1 du 22 octobre 1968.

2. Proposition de loi relative au recouvrement de la nationalité belge par certaines personnes déchues en vertu de la loi du 30 juillet 1934 concernant la déchéance de la nationalité.

Présentée par M. Schyns, n° 120/1 du 22 octobre 1968.

3. Projet de loi sur la nationalité belge.

Présenté par le Gouvernement, n° 915/1 du 3 mars 1971.

Amendements de M. Dhoore, n° 915/2 du 18 juin 1971.

Amendements de M. Califice, n° 915/3 du 2 juillet 1971.

Le 6 juillet 1971. — Renvoi à la commission des naturalisations pour avis (rapporteur : M. Dhoore).

Amendements de M. Levaux, n° 915/4 du 8 juillet 1971.

Rapporteur : M. Defraigne.

Mariage :

1. Proposition de loi modifiant les articles 228 et 296 du Code civil, relatifs au délai de remariage après divorce.

Présentée par M. Baudson, n° 892/1 du 23 février 1971.

Amendements de M. Havelange, n° 892/2 du 11 juin 1971.

Rapporteur : M^{me} De Riemaecker-Legot.

2. Proposition de loi abrogeant les articles 76, 5°, 151, 152, 153 et 154 du Code civil et modifiant les articles 155bis et 158 du même Code.

Présentée par M. Vandamme (F.), n° 986/1 du 18 mai 1971.

Prescription :

Proposition de loi concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion.

Présentée par M. Pede, n° 95/1 du 22 octobre 1968.

Propriété commerciale :

Proposition de loi modifiant la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 27/1 du 4 juillet 1968.

Responsabilité civile (automobilistes) :

1. Proposition de loi complétant la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Présentée par M. Defraigne, n° 20/1 du 2 juillet 1968.

2. Proposition de loi sur la réparation des dommages résultant de lésions corporelles dans les accidents de roulage provoqués par le gibier.

Présentée par M. Michel, n° 97/1 du 22 octobre 1968.

Rapporteur : M. Charpentier.

3. Proposition de loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de bicyclettes, de tandems et de cycles à moteur auxiliaire.

Présentée par M. Cantillon, n° 536/1 du 10 décembre 1969.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Présentée par M. Lindemans, n° 829/1 du 16 décembre 1970.

Rapporteur : M. Duerinck.

Servitudes :

Proposition de loi modifiant la Section V du Titre IV du Livre II (art. 682 à 685) du Code civil, relative au droit de passage ou d'issue.

Présentée par M. Lindemans, n° 147/1 du 12 novembre 1968.

Le 10 juin 1969. — Renvoi en sous-commission de la Commission de la Justice.

Rapporteur : M. Saint-Remy.

Successions :

Proposition de loi modifiant et complétant les articles 832 et 833 du Code civil, relatifs au partage.

Présentée par M. Lindemans, n° 146/1 du 12 novembre 1968.

Amendements de M. Claes (A.), n° 146/2 du 24 avril 1969.

Amendements de M. Lindemans, n° 146/3 du 21 mai 1969.

Rapporteur : M. Defraigne.

Tutelle :

Projet de loi relatif à l'administration des dépôts de titres et des livrets, carnets et autres comptes ouverts au nom d'enfants mineurs.

Présenté par le Gouvernement, n° 603/1 du 24 février 1970.

Amendements du Gouvernement, n° 603/2 du 25 mars 1970.

Amendements de M. Saint-Remy, n° 603/3 du 14 avril 1970.

Amendement du Gouvernement, n° 603/4 du 12 mai 1970.

Amendements du Gouvernement, n° 603/5 du 24 juin 1970.

Rapporteur : M^{me} De Riemaecker-Legot.

Vente :

1. Proposition de loi instituant en faveur des communes un droit de préemption sur les immeubles mis en vente dans les limites d'un plan d'aménagement particulier.

Présentée par M. Michel, n° 218/1 du 19 décembre 1968.

2. Proposition de loi tendant à la protection des acquéreurs de biens immobiliers.

Présentée par M. Defraigne, n° 265/1 du 30 janvier 1969.

3. Proposition de loi relative à l'achat et au rachat de biens immobiliers.

Présentée par M. Lindemans, n° 584/1 du 12 février 1970.

Droit commercial :*Faillite :*

1. Proposition de loi portant révision du Livre III du Code de Commerce, sur les faillites, banqueroutes et sursis.

Présentée par M. Michel, n° 229/1 du 7 janvier 1969.

2. Proposition de loi instaurant une créance privilégiée en faveur des courtiers et modifiant l'article 545 du Code de commerce.

Présentée par M. Boey, n° 687/1 du 21 mai 1970.

Sociétés commerciales :

Proposition de loi complétant l'article premier des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Présentée par M. De Vlies, n° 199/1 du 10 décembre 1968.

Droit pénal :

Proposition de loi modifiant l'article 387 du Code pénal.
Présentée par M. Vandamme (F.), n° 878/1 du 10 février 1971.

Amendes pénales :

Projet de loi modifiant la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales en vue d'adapter le montant des amendes aux moyens d'existence des condamnés.
Présenté par le Gouvernement, n° 592/1 du 17 février 1970.
Amendements de M. Charpentier, n° 592/2 du 1^{er} avril 1970.
Rapporteur : M. Mathys.

Contraventions :

1. Proposition de loi relative à la lutte contre le bruit.
Présentée par M. Gillet, n° 126/1 du 23 octobre 1968.
2. Proposition de loi relative à la lutte contre le bruit.
Présentée par M. Coppieters, n° 761/1 du 13 octobre 1970.

Coups et blessures :

Proposition de loi organisant l'indemnisation, à charge de l'Etat, des victimes d'actes de violence.
Présentée par M. Glinne, n° 276/1 du 11 février 1969.
Amendements de M. Defraigne, n° 276/2 du 20 février 1969.
Rapporteur : M. Baudson.

Homicide involontaire :

Proposition de loi sur l'obligation de donner l'alarme en cas d'imminence d'un péril grave.
Présentée par M. Geldolf, n° 361/1 du 22 avril 1969.

Inadaptés sociaux :

Projet de loi sur les inadaptés sociaux.
Présenté par le Gouvernement, n° 1014/1 du 17 juin 1971.
Rapporteur : M. Van Rompaey.

Sûreté de l'Etat :

1. Proposition de loi visant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie.
Présentée par M. Glinne, n° 22/1 du 2 juillet 1968.
Amendements du Gouvernement, n° 22/2 du 25 mai 1970.
Rapporteur : M. Van Lidth de Jeude.
2. Proposition de loi sur les menées séparatistes.
Présentée par M. Gillet, n° 65/1 du 18 juillet 1968.

Sûreté de l'Etat (armée étrangère) :

Projet de loi concernant les services dans une armée ou une troupe se trouvant sur le territoire d'un Etat étranger.
Présenté par le Gouvernement, n° 478/1 du 14 novembre 1967.
Amendements de M. Saintraint, n° 478/2 du 4 décembre 1967.
Amendements de M. Glinne, n° 478/3 du 5 décembre 1967.
Rapport de M. Lindemans, n° 478/4 du 20 décembre 1967.
Amendements de M. Le Grève, n° 478/5 du 8 janvier 1968.
Amendements de M. Glinne, n° 478/6 du 8 janvier 1968.
Amendement du Gouvernement, n° 478/7 du 9 janvier 1968.
Amendements de : 1° M. Defraigne; 2° M. Pierson, n° 478/8 du 16 janvier 1968.
Sous-amendement de M. Glinne, n° 478/9 du 24 janvier 1968.
Rapport complémentaire de M. Lindemans, n° 478/10 du 31 janvier 1968.
Amendements de M. Le Grève, n° 478/11 du 31 janvier 1968.
Amendements de M. Saintraint, n° 478/12 du 5 février 1968.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
Relevé de caducité par la loi du 20 décembre 1968.

Usurpation :

Projet de loi modifiant les articles 185, 186, 187 et 228 du Code pénal et y insérant un article 184bis.
Présenté par le Gouvernement, n° 857/1 du 20 août 1964.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 16 avril 1965.
Relevé de caducité par la loi du 29 juin 1966.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
Relevé de caducité par la loi du 20 décembre 1968.

Vol :

1. Proposition de loi complétant l'article 507 du Code pénal par une disposition visant à sanctionner le vol d'un gage par le propriétaire de l'objet donné en gage.
Présentée par M. Havelange, n° 382/1 du 14 mai 1969.
2. Proposition de loi complétant le chapitre 1^{er} du Titre IX du Code pénal afin de prévoir des peines à l'encontre des personnes ayant provoqué, sous la menace, le détournement d'un aéronef.
Présentée par MM. Gillet et Defraigne, n° 724/1 du 17 juin 1970.

Expropriation :

Proposition de loi mettant à charge de l'Etat les frais de conseil technique et de conseil juridique des personnes contre qui est poursuivie une expropriation pour cause d'utilité publique.
Présentée par M. Charpentier, n° 114/1 du 22 octobre 1968.
Rapporteur : M. Defraigne.

Instruction criminelle :

1. Projet de loi relatif aux casiers judiciaires.
Présenté par le Gouvernement, n° 1046/1 du 12 avril 1965.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 16 avril 1965.
Relevé de caducité par la loi du 29 juin 1966.
Caduc par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
Relevé de caducité par la loi du 20 décembre 1968.
2. Proposition de loi modifiant l'article 187 du Code d'instruction criminelle.
Présentée par M. Defraigne, n° 667/1 du 30 avril 1970.
3. Proposition de loi augmentant les délais de citation et les délais de recours en matière pénale.
Présentée par M. Charpentier, n° 727/1 du 23 juin 1970.
Amendement de M. Coulonvaux, n° 727/2 du 5 novembre 1970.
Amendement de M. Lindemans, n° 727/3 du 10 novembre 1970.
Amendement de M. Defraigne, n° 727/4 du 4 février 1971.
Rapporteur : M. Saint-Remy.
4. Proposition de loi complétant l'article 180ter du Code d'instruction criminelle.
Présentée par M. Charpentier, n° 944/1 du 24 mars 1971.
Rapporteur : M. Van Lidth de Jeude.

Jeunesse :

1. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er}, deuxième alinéa, de la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation morale de la jeunesse.
Présentée par M. Cudell, n° 313/1 du 12 mars 1969.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation de la jeunesse.
Présentée par M. Boey, n° 399/1 du 29 mai 1969.
Amendements de M. Claes (A.), n° 399/2 du 3 juin 1971.
Rapporteur : M^{me} De Riemaecker-Legot.
3. Proposition de loi portant création d'un « Fonds national pour la protection sociale de la jeunesse ».
Présentée par M^{me} De Riemaecker-Legot, n° 611/1 du 5 mars 1970.
4. Projet de loi étendant l'application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse aux mineurs dont les parents tuteurs ou personnes qui en ont la garde résident à l'étranger et y sont justiciables de la juridiction militaire belge.
Présenté par le Gouvernement, n° 1065/1 du 29 juillet 1971.

Jeux et paris :

Proposition de loi modifiant l'article premier de la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu, complétée par la loi du 19 avril 1963.
Présentée par M. Raskin (E.), n° 402/1 du 3 juin 1969.

Organisation judiciaire :

1. Proposition de loi modifiant l'article 790 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Leys, n° 299/1 du 27 février 1969.
2. Proposition de loi modifiant les articles 1340 et 1341 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire relatifs à la procédure sommaire d'injonction de payer.
Présentée par M. Humblet, n° 414/1 du 10 juin 1969.
3. Proposition de loi modifiant et complétant l'article 1410 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Verherme, n° 485/1 du 14 octobre 1969.
Rapporteur : M. Van Rompaey.
4. Proposition de loi abrogeant l'article 131, 8°, de la loi communale modifiée par l'article 79, § 2, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, l'article 69, 2°, de la loi provinciale modifiée par l'article 79, § 1, de la même loi du 14 février 1961 et l'article 49, § 2 et § 3, de l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Charpentier, n° 576/1 du 4 février 1970.
Rapporteur : M. Van Lidth de Jeude.
5. Proposition de loi complétant l'article 25 des dispositions transitoires qui figurent à l'article 4 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Coulonvaux, n° 669/1 du 30 avril 1970.
Rapporteur : M. Van Lidth de Jeude.

6. Proposition de loi modifiant l'article 728 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Dequae, n° 742/1 du 1^{er} juillet 1970.
7. Proposition de loi modifiant les dispositions du Code judiciaire relatives à l'enquête.
Présentée par M. Van Lidth de Jeude, n° 842/1 du 12 janvier 1971.
8. Projet de loi approuvant la convention européenne portant loi uniforme en matière d'arbitrage, faite à Strashourg le 20 janvier 1966 et introduisant dans le Code judiciaire une sixième partie concernant l'arbitrage.
Présenté par le Gouvernement, n° 988/1 du 19 mai 1971.

Langues :

- Proposition de loi complétant l'article 36 de la loi du 15 juin 1935, sur l'emploi des langues en matière judiciaire.
Présentée par M. Havelange, n° 451/1 du 26 juin 1969.

Personnel :

1. Proposition de loi modifiant la loi sur l'organisation judiciaire et la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Van Lidth de Jeude, n° 32/1 du 10 juillet 1968.
Rapporteur : M. Van Rompaey.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, en vue de l'extension du cadre des substituts du procureur du Roi des parquets de première instance.
Présentée par M. Van Lidth de Jeude, n° 34/1 du 10 juillet 1968.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 20 décembre 1957 portant révision du statut des greffiers de l'Ordre judiciaire et du personnel des greffes des cours et tribunaux.
Présentée par M. Leys, n° 162/1 du 26 novembre 1968.
4. Proposition de loi insérant dans le Code judiciaire un article 258bis qui assure une répartition équitable entre les cours d'appel des places de conseiller à la Cour de Cassation et d'avocat général près la même Cour.
Présentée par M. De Gryse, n° 261/1 du 29 janvier 1969.
Amendement de M. Lindemans, n° 261/2 du 27 mars 1969.
Avis du Conseil d'Etat, n° 261/3 du 30 juin 1969.
Amendement de M. Defraigne, n° 261/4 du 15 avril 1970.
Rapporteur : M. Mathys.
5. Proposition de loi modifiant l'article 10, chapitre III, titre premier, de l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Boeykens, n° 337/1 du 27 mars 1969.
Rapporteur : M. Laloux.
6. Proposition de loi portant modification de la loi du 15 juin 1899 comprenant le Titre II du Code de procédure pénale militaire, modifiée par la loi du 20 décembre 1968.
Présentée par M. De Vlies, n° 436/1 du 24 juin 1969.
7. Proposition de loi modifiant l'article 2 n° 12 de l'annexe au Code judiciaire.
Présentée par M. Duerinck, n° 835/1 du 18 décembre 1970.
8. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire et le Code de procédure pénale militaire.

- Présentée par M. Charpentier, n° 886/1 du 17 février 1971.
Amendement de M. Havelange, n° 886/2 du 6 mai 1971.
Amendement de M. Deruelles (H.), n° 886/3 du 14 juin 1971.
Amendements de M. Charpentier, n° 886/4 du 17 juin 1971.
Rapporteur : M. Van Lidth de Jeude.
9. Proposition de loi complétant l'article 36 des dispositions transitoires du Code judiciaire.
Présentée par M. Duerinck, n° 968/1 du 4 mai 1971.
 10. Proposition de loi complétant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail.
Présentée par M. Charpentier, n° 994/1 du 27 mai 1971.
 11. Projet de loi fixant le cadre des greffiers-chefs de service des tribunaux de première instance.
Présenté par le Gouvernement, n° 1029/1 du 24 juin 1971.

Traitements :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Van Lidth de Jeude, n° 35/1 du 10 juillet 1968.
Amendements de M. Lindemans, n° 35/2 du 19 novembre 1968.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 9 août 1963, en ce qui concerne les traitements des greffiers des juridictions militaires.
Présentée par M. Charpentier, n° 180/1 du 28 novembre 1968.
3. Proposition de loi modifiant les articles 263, § 1^{er}, 2^o, et 264, § 2, 2^o, de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Deruelles (H.), n° 293/1 du 20 février 1969.

Professions :

Agents commerciaux :

1. Proposition de loi relative au contrat d'agence commerciale.
Présentée par M. Cudell, n° 252/1 du 21 janvier 1969.
Le 14 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission de la Justice.
Rapporteur : M. Boel.
2. Projet de loi concernant le contrat d'agence.
Présenté par le Gouvernement, n° 283/1 du 14 février 1969.
Amendements de : 1^o M. Gillet; 2^o M. Lindemans, n° 283/2 du 14 mai 1969.
Le 14 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission de la Justice.
Sous-amendement de M. Van Lidth de Jeude, n° 283/3 du 27 novembre 1969.
Rapporteur : M. Boel.

Roulage :

- Proposition de loi modifiant l'article 24 de l'arrêté royal du 4 mai 1965 relatif aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire un véhicule automoteur, aux formalités de leur exécution et aux examens en vue de la réintégration dans ce droit.
Présentée par M. Van Rompaey, n° 710/1 du 3 juin 1970.

COMMISSION DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

Allocations familiales :

1. Proposition de loi concernant les allocations familiales et les allocations de naissance.
Présentée par M. Brouhon, n° 140/1 du 12 novembre 1968.
2. Proposition de loi octroyant des prestations familiales en faveur des enfants dont le père est légalement inconnu.
Présentée par M^{me} Copée-Gerbinet, n° 204/1 du 12 décembre 1968.
3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938 prévu par la loi du 10 juin 1937 étendant les allocations familiales aux employeurs et aux non-salariés.
Présentée par M. Claeys, n° 386/1 du 20 mai 1969.
4. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 26 mars 1965 relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat.
Présentée par M. Vansteenkiste, n° 426/1 du 19 juin 1969.
5. Proposition de loi modifiant l'article 62 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales des travailleurs salariés.
Présentée par M. Duerinck, n° 521/1 du 25 novembre 1969.
6. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur les allocations familiales.
Présentée par M. Baudson, n° 891/1 du 23 février 1971.
7. Proposition de loi octroyant, jusqu'à l'âge de 25 ans, des allocations familiales à la jeune fille ménagère.
Présentée par M. Peeters, n° 954/1 du 31 mars 1971.

Assistance publique :

- Proposition de loi modifiant l'article 68 de la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique en vue d'instaurer le principe du minimum socio-vital.
Présentée par M. Gillet, n° 14/1 du 25 juin 1968.
Amendement de M. Gillet, n° 14/2 du 4 décembre 1968.

Assurances sociales :

Accidents du travail :

- Proposition de loi concernant le paiement en capital des rentes viagères perçues à la suite d'accidents du travail.
Présentée par M. Defraigne, n° 13/1 du 25 juin 1968.

Handicapés :

1. Proposition de loi créant un pécule de vacances en faveur des estropiés et mutilés atteignant une incapacité permanente de travail d'au moins 66 %.
Présentée par M^{me} Copée-Gerbinet, n° 295/1 du 25 février 1969.
2. Proposition de loi modifiant la loi relative au Fonds spécial d'assistance et étendant aux enfants malades mentaux séquestrés à domicile les avantages accordés par la loi sur les estropiés et mutilés.
Présentée par M. Gocmans (H.), n° 364/1 du 29 avril 1969.

3. Proposition de loi relative à la sécurité sociale des travailleurs handicapés occupés en atelier protégé.
Présentée par M. Schyns, n° 598/1 du 19 février 1970.
4. Proposition de loi modifiant en faveur des handicapés graves la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés.
Présentée par M. De Keersmaecker, n° 843/1 du 12 janvier 1971.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés.
Présentée par M. Gillet, n° 945/1 du 24 mars 1971.

Maladies professionnelles :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 24 décembre 1963 relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci.
Présentée par M. Anciaux, n° 150/1 du 12 novembre 1968.
2. Proposition de loi modifiant les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et de la prévention de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970.
Présentée par M. Van Rompaey, n° 970/1 du 6 mai 1971.

Sécurité sociale :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.
Présentée par M. Verhenne, n° 614/1 du 10 mars 1970.
2. Proposition de loi protégeant le droit aux avantages de la sécurité sociale des travailleurs masculins et féminins obligés par des raisons d'ordre familial d'interrompre temporairement l'exercice de leur profession de travailleurs salariés.
Présentée par M^{me} Copée-Gerbinet, n° 707/1 du 2 juin 1970.
Rapporteur : M. De Mey.
3. Proposition de loi sauvegardant, en ce qui concerne les avantages accordés par la sécurité sociale, les droits acquis de la mère, qui cesse temporairement d'être assujettie à la sécurité sociale.
Présentée par M^{me} Verlact-Gevaert, n° 836/1 du 18 décembre 1970.
Rapporteur : M. De Mey.

Vieillesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi majorant les pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés.
Présentée par M. Hicquet, n° 12/1 du 25 juin 1968.
Amendements de M. Hicquet, n° 12/2 du 14 avril 1970.
Rapporteur : M. Demets.
2. Proposition de loi autorisant l'activité professionnelle pour toutes les personnes bénéficiaires d'une pension de vieillesse ou de survie.
Présentée par M. Charpentier, n° 118/1 du 22 octobre 1968.
3. Proposition de loi accordant une liberté de travail complète aux pensionnés.
Présentée par M. Lefebvre (R.), n° 155/1 du 20 novembre 1968.
Amendements de M. Gillet, n° 155/2 du 24 mars 1970.
Rapporteur : M. Defraigne.
4. Proposition de loi créant une pension nationale pour tous les travailleurs.
Présentée par M. Gillet, n° 189/1 du 5 décembre 1968.
Le 15 avril 1969. — Renvoi aux Commissions réunies de la Prévoyance sociale et des Classes moyennes.
Amendements de M. Gillet, n° 189/2 du 2 mars 1971.
Rapporteur : M^{me} Mabille-Leblanc.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées.
Présentée par M. Boey, n° 1028/1 du 24 juin 1971.

Travail :

Vacances :

- Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 22 juin 1948 accordant aux ouvriers mineurs des titres de voyage gratuit pour les vacances annuelles et l'arrêté royal du 28 juin 1967 déterminant les modalités spéciales d'application aux ouvriers mineurs et assimilés, de la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés.
Présentée par M. Raskin (E.), n° 665/1 du 29 avril 1970.

COMMISSION DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION.

Droit public :

Constitution :

- Déclaration de revision (*Moniteur belge* du 2 mars 1968).
Dispositions constitutionnelles soumises à revision.
N° 10-1/1^o du 21 juin 1968.
N° 10-1/2^o du 19 novembre 1970.
N° 10-1/3^o du 17 février 1971.

Revision du Titre II (insertion de dispositions nouvelles).
Droits économiques et sociaux.
Rapporteur : M. Duerinck.

Revision de l'article 22.

Secret des communications téléphoniques et télégraphiques.
Transmis par le Sénat, n° 10-4/1^o du 13 juin 1969.
Rapport de M. Baudson, n° 10-4/2^o du 11 décembre 1969.
Amendement de M. Charpentier, n° 10-4/3^o du 13 janvier 1970.
Le 11 mars 1970. — Renvoi à une sous-commission de la Commission de Revision de la Constitution.
Sous-amendement de M. Charpentier, n° 10-4/4^o du 12 mars 1970.

Revision du Titre III (insertion de dispositions nouvelles).
Propositions émanant d'organismes de droit public au Gouvernement ou aux Chambres.
Rapporteur : M. Van der Elst.

Revision de l'article 36.

Incompatibilités.
Transmis par le Sénat, n° 10-18/1^o du 4 mai 1970.
Rapporteur : M. Brouhon.

Revision de l'article 39 (première phase).

Vote par appel nominal.
Transmis par le Sénat, n° 10-5/1^o du 20 juin 1969.
Rapport de M. Duerinck, n° 10-5/2^o du 11 décembre 1969.
Le 11 mars 1970. — Renvoi à la Commission.

Revision de l'article 47, alinéas 1 et 3.

Condition de domicile imposée aux électeurs. — Droit de vote des femmes.
Rapporteur : M. Saint-Remy.

Revision de l'article 47 (disposition transitoire).

Droit de vote des femmes. — Catégories spéciales (abrogation).
Rapporteur : M. Saint-Remy.

Revision de l'article 52 (disposition transitoire).
Indemnité parlementaire des membres de la Chambre (1919-1920) (abrogation).
Rapporteur : M. Van der Elst.

Revision de l'article 53.

Composition du Sénat et élection des Sénateurs.
Rapporteur : M. De Gryse.
Transmis par le Sénat, n° 10-40/1^o du 23 juillet 1971.

Revision de l'article 53 (disposition transitoire).

Droit de vote des femmes. — Catégories spéciales (élection des Sénateurs) (abrogation).
Rapporteur : M. De Gryse.

Revision de l'article 56bis (disposition transitoire).

Conditions d'éligibilité des Sénateurs (délai) (abrogation).
Rapporteur : M. Lindemans.

Revision de l'article 57.

Indemnité. — Libre parcours des Sénateurs.
Transmis par le Sénat, n° 10-13/1^o du 27 juin 1969.
Rapporteur : M. Brouhon.

Revision de l'article 68.

Ratification des traités.
Rapporteur : M. Wigny.

Revision de l'article 84.

Régence.
Transmis par le Sénat, n° 10-7/1^o du 20 juin 1969.
Le 15 avril 1970. — Renvoi à une sous-commission de la Commission de Revision de la Constitution.
Rapporteur : M. Perin.

Revision de l'article 93.

Contestations en matière de droits politiques.
Rapporteur : M. Lindemans.

Revision de l'article 98.

Jury.
Rapporteur : M. Lindemans.

Revision du Titre III, chapitre III, article 107bis (nouveau).

Conflits entre les dispositions du droit interne, légales ou réglementaires, et celles du droit international ou du droit communautaire.
Rapporteur : M. Wigny.

Revision du Titre III. Insertion d'un chapitre IIIbis (nouveau).
Juridictions administratives et Conseil d'Etat.
Rapporteur : M. Perin.

Revision du Titre IV, article 115bis (nouveau).
Programmes financiers couvrant plusieurs années.
Rapporteur : M. Wigny.

Revision de l'article 116, alinéa 2.
Cour des Comptes.
Rapporteur : M. Wigny.

Droit public :

Constitution :

1. Proposition tendant à reviser les dispositions du Titre II de la Constitution relatives aux droits économiques et sociaux par l'insertion d'un article 6quater (nouveau) et d'un article 6quinquies (nouveau).
Présentée par M. Piron, n° 762/1 du 13 octobre 1970.
2. Proposition tendant à reviser l'article 6 de la Constitution en vue d'éliminer toute discrimination entre les sexes.
Présentée par M. Perin, n° 869/1 du 10 février 1971.
3. Proposition tendant à insérer dans la Constitution un article 18bis (nouveau) en vue d'assurer le droit à l'information.
Présentée par M. Perin, n° 870/1 du 10 février 1971.
4. Proposition tendant à reviser l'article 98 de la Constitution.
Présentée par M. Perin, n° 871/1 du 10 février 1971.

5. Proposition tendant à reviser les dispositions du Titre II de la Constitution relatives aux droits économiques et sociaux par l'insertion d'un article 6ter (nouveau) relatif au droit au travail et au minimum d'existence.
Présentée par M. Perin, n° 872/1 du 10 février 1971.
6. Proposition tendant à insérer dans la Constitution un article 7bis (nouveau) en vue d'assurer l'intégrité et l'intimité de la personne humaine et du milieu familial.
Présentée par M. Perin, n° 873/1 du 10 février 1971.
7. Proposition tendant à insérer dans la Constitution un article 17bis (nouveau) en vue d'assurer le droit à l'enseignement.
Présentée par M. Perin, n° 874/1 du 10 février 1971.
8. Proposition tendant à insérer dans la Constitution un article 6quater (nouveau) en vue d'assurer la protection du consommateur.
Présentée par M. Perin, n° 875/1 du 10 février 1971.
9. Proposition tendant à insérer dans la Constitution un article 11bis (nouveau) relatif au droit de propriété.
Présentée par M. Perin, n° 876/1 du 10 février 1971.
10. Proposition de déclaration de revision des articles 60 et 61 de la Constitution.
Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 914/1 du 3 mars 1971.
11. Proposition tendant à reviser les dispositions du Titre III de la Constitution par l'insertion à l'article 27 d'un alinéa 2 relatif à la saisine du pouvoir législatif par des organismes de droit public.
Présentée par M. Perin, n° 925/1 du 9 mars 1971.

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Administrations publiques :

Proposition de loi créant une carte nationale de priorité en faveur des personnes âgées.
Présentée par M. Gillet, n° 493/1 du 21 octobre 1969.

Art de guérir :

Proposition de loi complétant les dispositions sur l'art de guérir, en ce qui concerne les officines de pharmacie.
Présentée par M. Michel, n° 486/1 du 14 octobre 1969.
Amendements de M. De Vlies, n° 486/2 du 3 novembre 1969.

Assistance publique :

1. Proposition de loi portant modification de la loi du 2 avril 1965 modifiant la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique.
Présentée par M. Van Rompaey, n° 356/1 du 15 avril 1969.
2. Proposition de loi portant réforme des commissions d'assistance publique.
Présentée par M. Michel, n° 404/1 du 3 juin 1969.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique et remplaçant la dénomination « Assistance Publique » par « Service Public d'Aide Sociale ».
Présentée par M. Gillet, n° 489/1 du 14 octobre 1969.

Assurances sociales :

Vieillesse et décès prématuré :
Proposition de loi créant un Fonds national pour la construction et l'aménagement de logements et d'institutions hospitalières pour personnes âgées.
Présentée par M. Gillet, n° 49/1 du 17 juillet 1968.

Eaux et Forêts :

Proposition de loi portant création d'un Institut National de l'Eau.
Présentée par M. De Vlies, n° 328/1 du 26 mars 1969.

Pollution des eaux :

Proposition de loi portant création d'une Société nationale pour la Protection des Eaux de Surface.
Présentée par M. Hicguet, n° 104/1 du 22 octobre 1968.

Guerre :

Prisonniers de guerre — Prisonniers politiques :

Projet de loi modifiant les lois relatives au statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, coordonnées le 16 octobre 1954, et déterminant, pour certaines catégories de prisonniers de guerre, les modalités d'octroi de la pension prévue à l'arti-

cle 7, alinéa 5, des lois sur les pensions de réparation coordonnées le 5 octobre 1948.

Présenté par le Gouvernement, n° 479/1 du 25 septembre 1969.
Rapporteur : M. Nazé.

Réfugiés et évacués :

Proposition de loi tendant à créer un statut des émigrés.
Présentée par M^{me} Copée-Gerbinet, n° 257/1 du 23 janvier 1969.

Victimes civiles de la guerre :

Proposition de loi créant un statut des enrôlés de force dans la Wehrmacht.
Présentée par M. Schyns, n° 57/1 du 18 juillet 1968.

Habitations :

1. Proposition de loi créant un « Fonds national foncier pour la construction d'habitations sociales ».
Présentée par M. De Seranno, n° 301/1 du 27 février 1969.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 15 avril 1949 instituant un Fonds national du Logement, modifiée par la loi du 27 juin 1956.
Présentée par M. Van Rompaey, n° 618/1 du 17 mars 1970.

Professions :

Prothésiste dentaire :

Proposition de loi créant le titre de prothésiste dentaire.
Présentée par M. Geldolf, n° 149/1 du 12 novembre 1968.

Santé publique :

1. Proposition de loi sur les produits surgelés.
Présentée par M. Hicguet, n° 61/1 du 18 juillet 1968.
2. Proposition de loi relative à la protection contre les dangers de la cigarette.
Présentée par M. Vandamme (F.), n° 948/1 du 25 mars 1971.
Rapporteur : M. Michel.
3. Proposition de loi protégeant les consommateurs en ce qui concerne la vente de denrées alimentaires préemballées.
Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 960/1 du 20 avril 1971.
4. Proposition de loi modifiant la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique.
Présentée par M. Verroken, n° 1021/1 du 23 juin 1971.
5. Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit.
Présenté par le Gouvernement, n° 1072/1 du 16 septembre 1971.

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS.

Arts, Sciences et Lettres :

Proposition de loi tendant à introduire une part de décoration artistique dans les bâtiments d'utilité publique.

Présentée par M. Baudson, n° 578/1 du 10 février 1970.

Energie :

Electricité, gaz, etc. :

Proposition de loi modifiant l'article 13 de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique; l'article unique de la loi du 17 janvier 1938 réglant l'usage par les autorités publiques, associations de communes et concessionnaires de services publics ou d'utilité publique, des domaines publics de l'Etat, des provinces et des communes, pour l'établissement et l'entretien de canalisations et notamment des canalisations d'eau et de gaz; et l'article 9 de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation.

Présentée par M. Eneman, n° 312/1 du 12 mars 1969.

Rapporteur : M. Mottard.

Guerre :

Dommages de guerre :

Proposition de loi insérant un nouvel article 5bis dans les lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, coordonnées le 30 janvier 1954.

Présentée par M. Schyns, n° 121/1 du 22 octobre 1968.

Travaux publics :

Ports :

Proposition de loi instituant un Fonds des ports 1970-1980.

Présentée par M. Vandamme (F.), n° 501/1 du 30 octobre 1969.

Urbanisme :

1. Proposition de loi modifiant l'article 58 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et y insérant un article 58bis.

Présentée par M. Coucke, n° 21/1 du 2 juillet 1968.

2. Proposition de loi modifiant l'article 17 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Présentée par M. Duerinck, n° 813/1 du 10 décembre 1970.

III. — Propositions de loi qui n'ont pas encore été prises en considération.

Administrations publiques :

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 31 mai 1958 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures.

Présentée par M. Duerinck, n° 696/1 du 27 mai 1970.

2. Proposition de loi permettant des mesures temporaires en faveur de certains agents des services publics.

Présentée par M. Brouhon, n° 1059/1 du 15 juillet 1971.

Langues :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative et mettant fin aux discriminations que cette législation entraîne et qui ont été formellement condamnées par la Cour européenne des Droits de l'Homme dans son arrêt du 23 juillet 1968.

Présentée par M. Mundeeler, n° 723/1 du 16 juin 1970.

2. Proposition de loi modifiant l'article premier de la loi du 30 juillet 1894 relative à la prestation de serment dans une des langues usitées dans le pays.

Présentée par M. Chabert, n° 882/1 du 11 février 1971.

Affaires étrangères :

Europe :

Proposition de résolution relative à l'élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct.

Présentée par MM. Nothomb et Chabert, n° 969/1 du 4 mai 1971.

Agriculture :

Crédit :

Proposition de loi créant une Société de crédit foncier.

Présentée par M. Dewulf, n° 46/1 du 17 juillet 1968.

Allocations familiales :

Proposition de loi relative à l'octroi d'allocations familiales en faveur des enfants de travailleurs salariés, détenus ou incarcérés.

Présentée par M. Hicquet, n° 102/1 du 22 octobre 1968.

Armée :

Langues :

Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 30 juillet 1938, modifiée par celle du 30 juillet 1955 concernant l'usage des langues à l'armée.

Présentée par M. Persoons, n° 620/1 du 17 mars 1970.

2. Proposition de loi modifiant l'article 10 des lois coordonnées sur la milice.

Présentée par M. Van Dessel, n° 629/1 du 25 mars 1970.

Personnel civil :

1. Proposition de loi fixant le régime d'indemnisation applicable au personnel civil et assimilé du Ministère de la Défense nationale en cas de mutation de service.

Présentée par M. Posson, n° 24/1 du 3 juillet 1968.

2. Proposition de loi permettant la nomination de militaires en qualité d'agents de l'Etat au département de la Défense nationale au cas où des emplois permanents y deviennent vacants en remplacement de ceux qui étaient occupés par des militaires du cadre actif, et fixant les dispositions particulières qui sont applicables aux agents bénéficiaires de cette nomination.

Présentée par M. Posson, n° 93/1 du 22 octobre 1968.

Arts, Sciences et Lettres :

Droit d'auteur :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur.

Présentée par M. Michel, n° 514/1 du 13 novembre 1969.

2. Proposition de loi concernant les activités d'intermédiaire en matière de droits d'auteur.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 951/1 du 30 mars 1971.

Assistance :

Proposition de loi instaurant une taxe de solidarité en faveur des pays en voie de développement.

Présentée par M. Dewulf, n° 952/1 du 30 mars 1971.

Assurances sociales :

Accidents du travail :

Proposition de loi complétant l'article 28 des lois coordonnées sur

la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Présentée par M. Maesart, n° 602/1 du 24 février 1970.

Handicapés :

Proposition de loi modifiant l'article 4, deuxième alinéa, des lois relatives aux estropiés et mutilés, coordonnées le 3 février 1961.

Présentée par M. De Keuleneir, n° 455/1 du 27 juin 1969.

Maladies professionnelles :

Proposition de loi modifiant l'article 79 de l'arrêté royal du 3 juin 1970 portant coordination des dispositions légales relatives aux maladies professionnelles.

Présentée par M. Nazé, n° 1049/1 du 6 juillet 1971.

Ouvriers mineurs :

Proposition de loi permettant d'appeler les ouvriers mineurs appartenant aux pays de la Communauté Economique Européenne à siéger au sein des commissions administratives des caisses de prévoyance du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs.

Présentée par M. Nazé, n° 745/1 du 3 juillet 1970.

Vieillesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi relative à la pension de retraite et de survie des marins naviguant sous pavillon belge qui ont été victimes d'un accident du travail dans les causes duquel est intervenu un fait de guerre.

Présentée par M. Hicquet, n° 103/1 du 22 octobre 1968.

2. Proposition de loi créant un Institut national pour personnes âgées.

Présentée par M. Hicquet, n° 123/1 du 22 octobre 1968.

3. Proposition de loi supprimant l'enquête sur les ressources en matière de prestations de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Présentée par M. Cudell, n° 953/1 du 30 mars 1971.

Chômage :

Proposition de loi supprimant les discriminations existant en matière d'allocations de chômage et tendant à accorder aux femmes adultes et aux jeunes filles des allocations de chômage égales aux hommes adultes et aux jeunes gens.

Présentée par M. Couteau, n° 955/1 du 31 mars 1971.

Commerce et industrie :

Proposition de loi tendant à promouvoir les investissements dans les régions défavorisées et modifiant la loi du 14 juillet 1966 instaurant des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économiques des régions charbonnières et de certaines régions confrontées avec des problèmes aigus et urgents.

Présentée par M. Hannotte, n° 111/1 du 22 octobre 1968.

Communes :*Association de communes :*

1. Proposition de loi sur les districts.

Présentée par M. Piron, n° 367/1 du 29 avril 1969.

2. Proposition de loi relative à la fusion de communes et à la modification des limites territoriales communales.

Présentée par M. Piron, n° 422/1 du 18 juin 1969.

Amendement de MM. Piron, Meyers et Mottard, n° 422/2 du 5 mars 1970.

Loi communale :

1. Proposition de loi modifiant l'article 125 de la loi communale.

Présentée par M. Van Hoorick, n° 326/1 du 26 mars 1969.

2. Proposition de loi modifiant l'article premier de la loi communale du 30 mars 1836.

Présentée par M. Gliané, n° 962/1 du 20 avril 1971.

Conseil d'Etat :*Traitements :*

1. Proposition de loi modifiant la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.

Présentée par M. Persoons, n° 99/1 du 22 octobre 1968.

2. Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 9 juillet 1969 modifiant la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 491/1, du 14 octobre 1969.

Cultes :

Proposition de loi modifiant la loi du 31 juillet 1963 fixant les traitements des ministres des cultes catholique, protestant, évangélique, anglican et israélite.

Présentée par M. Charpentier, n° 1048/1 du 6 juillet 1971.

Droit civil :*Successions :*

Proposition de loi tendant à permettre le paiement de droits de succession par la cession de biens immeubles.

Présentée par M. Cornet d'Elzius, n° 942/1 du 23 mars 1971.

Droit pénal :*Bonnes mœurs :*

Proposition de loi modifiant l'article 383 du Code pénal.

Présentée par M. Cudell, n° 695/1 du 27 mai 1970.

Incompatibilités :

Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant les incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

Présentée par M. Brouhon, n° 98/1 du 22 octobre 1968.

Enseignement :*Enseignement primaire :*

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 12 novembre 1962 fixant le montant de l'allocation octroyée aux membres du personnel des établissements d'enseignement de l'Etat qui assurent les surveillances du matin et du repas de midi.

Présentée par M. Raskin (E.), n° 366/1 du 29 avril 1969.

Enseignement supérieur :

1. Proposition de loi relative à la gestion financière des établissements libres agréés d'enseignement universitaire.

Présentée par M. Coppieters, n° 610/1 du 4 mars 1970.

2. Proposition de loi sur le contrôle des institutions universitaires libres.

Présentée par M. Simonet, n° 996/1 du 1^{er} juin 1971.

Expropriation :

Proposition de loi modifiant la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes.

Présentée par M. De Weert, n° 682/1 du 19 mai 1970.

Guerre :*Victimes civiles de la guerre :*

Proposition de loi modifiant l'article 15 de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit.

Présentée par M. De Weert, n° 365/1 du 29 avril 1969.

Impôts :*Fiscalité provinciale et communale :*

Proposition de loi tendant à supprimer la taxe communale sur le transport des dépouilles mortelles.

Présentée par M. Mattheyssens, n° 1056/1 du 13 juillet 1971.

Impôts directs :

1. Proposition de loi modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

Présentée par M. Sels, n° 354/1 du 15 avril 1969.

2. Proposition de loi modifiant l'article 63 du Code des impôts sur les revenus.

Présentée par M. De Clercq, n° 828/1 du 16 décembre 1970.

3. Proposition de loi modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

Présentée par M. De Keersmaecker, n° 995/1 du 27 mai 1971.

Lois électorales :*Elections :*

Proposition de loi modifiant le Code électoral et la loi organique des élections provinciales, en ce qui concerne les votes de préférence et l'élection des suppléants.

Présentée par M. Charpentier, n° 1047/1 du 6 juillet 1971.

Elections communales :

1. Proposition de loi, modifiant la loi électorale communale et abaissant l'âge de l'électorat de 21 à 18 ans.

Présentée par MM. De Croo et Claes (W.), n° 329/1 du 26 mars 1969.

2. Proposition de loi modifiant la loi électorale communale en vue de ramener l'âge d'éligibilité de 25 ans à 21 ans.

Présentée par MM. Knoops et Couteau, n° 330/1 du 26 mars 1969.

3. Proposition de loi modifiant la loi électorale communale en vue d'octroyer le droit de vote aux miliciens sous-officiers, caporaux et soldats en service actif.

Présentée par MM. Vansteenkiste et Suykerbuyk, n° 331/1 du 26 mars 1969.

Organisation judiciaire :

1. Proposition de loi complétant l'article 628, 8°, du Code judiciaire.
Présentée par M. Havelange, n° 722/1 du 16 juin 1970.
 2. Proposition de loi modifiant l'article 728 du Code judiciaire relatif à la représentation en justice des personnes physiques et morales.
Présentée par M. Humblet, n° 1063/1 du 16 juillet 1971.
- Traitements :*
- Proposition de loi modifiant l'article 364 du Code judiciaire.
Présentée par M. Baudson, n° 1060/1 du 15 juillet 1971.

Pensions :*Pensions civiles :*

1. Proposition de loi modifiant la loi du 5 juillet 1954 relative à la pension des bourgmestres et échevins et à celle de leurs ayants droit.
Présentée par M. Vandamme (F.), n° 1052/1 du 8 juillet 1971.
2. Proposition de loi relative à la pension des bourgmestres, échevins et présidents des commissions d'assistance publique.
Présentée par M. De Vlies, n° 1058/1 du 15 juillet 1971.

Pensions :*Pensions militaires :*

1. Proposition de loi octroyant aux pêcheurs en mer les mêmes avantages que ceux accordés aux autres catégories de gens de mer pour services rendus au cours des deux guerres mondiales.
Présentée par M. Holvoet, n° 213/1 du 19 décembre 1968.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 24 avril 1958, créant notamment une rente de combattant et de captivité en faveur des combattants, des prisonniers politiques et des prisonniers de guerre, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 29 mars 1967.
Présentée par M. Gillet, n° 759/1 du 13 octobre 1970.
3. Proposition de loi abrogeant l'article 31 de la loi du 8 juillet 1970 créant de nouveaux avantages en faveur des victimes du devoir militaire ou d'un devoir assimilé et interprétant les articles 10 et 11 de la loi du 1^{er} juin 1919 établissant une dotation au profit des combattants de la guerre 1914-1918, en

ce qui concerne l'octroi des montants des rentes de chevrons de front aux veuves et orphelins des anciens combattants de la guerre 1914-1918.

Présentée par M. Tanghe, n° 1036/1 du 1^{er} juillet 1971.

Postes :*Chèques postaux :*

Proposition de loi modifiant l'article 11 de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal.
Présentée par M. Schyns, n° 285/1 du 18 février 1969.

Provinces :*Loi provinciale :*

Proposition de loi modifiant l'article 96, premier alinéa de la loi provinciale.
Présentée par M. Delforge, n° 1057/1 du 13 juillet 1971.

Roulage :

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 14 mars 1968 portant règlement général sur la police de la circulation routière.
Présentée par M. Dewulf, n° 758/1 du 13 octobre 1970.
2. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} des lois coordonnées sur la police de la circulation routière, et l'article 30bis de l'arrêté royal du 14 mars 1968, portant règlement général sur la police de la circulation routière.
Présentée par M. Charpentier, n° 1055/1 du 13 juillet 1971.

Traitements :

Proposition de loi relative aux traitements de certains titulaires de fonctions publiques et des ministres des cultes.
Présentée par M. Claes (A.), n° 322/1 du 20 mars 1969.

Transports :*Automobiles :*

Proposition de loi créant une régie des taxis bruxellois.
Présentée par M. Saint-Remy, n° 273/1 du 6 février 1969.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1970-1971.

TABEL DER WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN ALS NIET BESTAANDE BESCHOUWD TEN GEVOLGE VAN DE ONTBINDING VAN DE KAMERS OP 29 SEPTEMBER 1971.

INHOUD :

WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING :

	Bladz.
I. — Wetsvoorstellen en grondwettelijke bepaling waarover verslag werd uitgebracht	2
II. — Wetsontwerpen en -voorstellen aanhangig bij de Commissies :	
a) Bijzondere commissies	3
b) Commissie voor het Reglement	3
c) Vaste Commissies :	
Algemene Zaken en Openbaar Ambt	3
Binnenlandse Zaken	4
Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking	6
Buitenlandse Zaken	6
Cultuur	6
Economische Zaken	7
Europese Zaken	7
Financiën	8
Grondwetsherziening	9
Justitie	10
Landbouw	13
Landsverdediging	14
Middenstand	14
Nationale Opvoeding	15
Openbare Werken	16
Sociale Voorzorg	16
Tewerkstelling en Arbeid	17
Verkeerswezen, Posterijen, Telegrafie en Telefonie	18
Volksgezondheid en Gezin	18
III. — Wetsvoorstellen die nog niet in overweging werden genomen	19

WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING.

I. — Wetsvoorstellen en grondwettelijke bepaling waarover verslag is uitgebracht ⁽¹⁾.

a) Wetsvoorstel en grondwettelijke bepaling waarvan de Commissie de aanneming voorstelt.

Publiek recht :

Grondwet :

Herziening van artikel 52.
Parlementaire vergoeding. — Vrijkaart.
Verslag van de heer Van der Elst, n° 10/3/1° van 10 maart 1969.

Wetgevende Kamers :

Toezicht :

Wetsvoorstel tot instelling van een Commissaris van het Parlement.
Ingediend door de heer Glinne, n° 231/1 van 7 januari 1969.
Verslag van de heer Van Lidth de Jeude, n° 231/2 van 12 februari 1970.
Amendementen van de heer Anciaux, n° 231/3 van 28 april 1970.

b) Wetsvoorstellen welke de Commissie voorstelt niet aan te nemen.

Leger :

Talen :

Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 30 juli 1938, betreffende het taalgebruik in het leger.
Ingediend door de heer Mattheyssens, n° 152/1 van 19 november 1968.
Verslag van de heer De Vlies, n° 152/2 van 3 maart 1971.

Pensioenen :

Burgerlijke pensioenen :

Wetsvoorstel, betreffende het rust- en overlevingspensioen van de burgerlijke ambtenaren en agenten die aan de Generale Staf zijn verbonden en tot de Dienst voor contra-informatie behoren.
Ingediend door de heer Gillet, n° 173/1 van 27 november 1968.
Amendementen van de heer Gillet, n° 173/2 van 18 september 1969.
Verslag van de heer Posson, n° 173/3 van 11 februari 1970.

Militaire pensioenen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 mei 1912 tot toekenning van een jaarlijks pensioen aan de militairen van een lagere graad dan die van officier, benoemd tot lid van de Orde van Leopold II, met uitzondering van de houders van een medaille van deze orde.
Ingediend door de heer Boey, n° 191/1 van 5 december 1968.
Amendement van de heer Boey, n° 191/2 van 19 december 1968.
Verslag van de heer Posson, n° 191/3 van 10 februari 1970.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 maart 1967, waarbij met name nieuwe categorieën van rechthebbenden op de strijdersrente en op de gevangenschapsrente van de oorlog 1940-1945 worden ingesteld.
Ingediend door Mevr. Mabilie-Leblanc, n° 216/1 van 19 december 1968.
Verslag van de heer Claes (W.), n° 216/2 van 6 mei 1970.

Rechterlijke inrichting :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 355, 366 en 372 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Leys, n° 355/1 van 15 april 1969.
Amendement van de heer Raskin (E.), n° 355/2 van 20 mei 1969.
Verslag van de heer Willems, n° 355/3 van 19 juni 1970.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967, houdende het Gerechtelijk Wetboek, met het oog op de toevoeging van het kanton Ninove bij het gerechtelijke arrondissement Oudenaarde.

Ingediend door de heren Verroken en De Croo, n° 398/1 van 27 mei 1969.
Verslag van de heer Van Rompaey, n° 398/2 van 17 juni 1970.

3. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 441 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 492/1 van 21 oktober 1969.

Verslag van de heer Van Rompaey, n° 492/2 van 12 juni 1970.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 704 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Mathys, n° 577/1 van 10 februari 1970.
Verslag van de heer Defraigne, n° 577/2 van 12 juni 1970.

Gerechtskosten.

Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 2 en 7 van het koninklijk besluit van 12 september 1969 tot vaststelling, voor de uitvoering van artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek, van het tarief van de door de rechter toegekende invorderbare kosten.

Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 496/1 van 22 oktober 1969.

Verslag van de heer Van Rompaey, n° 496/2 van 26 juni 1970.

Hof van beroep :

Wetsvoorstel strekkend tot decentralisatie van het Hof van beroep van Brussel.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 26/1 van 4 juli 1968.
Verslag van de heer Willems, n° 26/2 van 19 juni 1970.

Personeel :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 151 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Defraigne, n° 186/1 van 4 december 1968.
Verslag van de heer Claes (A.), n° 186/2 van 17 juni 1970.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967, houdende het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot artikel 2, n° 14, van de aanvullende bepalingen, betreffende de gebiedsomschrijving en zetel van de hoven en rechtbanken.

Ingediend door de heer Van Lidth de Jeude, n° 435/1 van 24 juni 1969.

Verslag van de heer Claes (A.), n° 435/2 van 17 juni 1970.

Wedden :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 357 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Claes (A.), n° 304/1 van 4 maart 1969.
Verslag van de heer Van Rompaey, n° 304/2 van 12 juni 1970.

(1) De cursief gedrukte namen zijn namen van Volksvertegenwoordigers die geen deel meer uitmaken van de Kamer.

II. — Wetsontwerpen en -voorstellen aanhangig bij de Commissies.

a) Bijzondere Commissies.

Onderwijs :

Talen :

Wetsvoorstel waarbij de vrije keuze van de onderwijstaal in de Brusselse agglomeratie wordt ingesteld met ingang van 1 september 1971 en de middelen die daartoe worden geschapen.

Ingediend door de heer Van Geyt, n° 1030/1 van 24 juni 1971.

Samenstelling van de Commissie :

A. — Vaste leden : de heren Coucke, Duerinck, Lindemans, Meyers, Michel, Saint-Remy, Suykerbuyk, Van Elslande, Verroken, N.; Boel, Brouhon, Cudell, Deruelles (H.), Geldolf, Lacroix, Van Eynde, N.; Boey, De Clercq, Defraigne, De Winter, Hubaux, Piron; Anciaux, Schiltz; Defosset.

B. — Plaatsvervangers : de heren Charpentier, De Keersmaecker, De Seranno, Remacle, Wijnen; Gelders, Glinne, Hurez, Van Daele, N.; Cornet d'Elzjus, Delforge, Pedé; Van der Elst; Perin.

Publiek recht :

Nationale en gewestelijke raden :

1. Wetsontwerp betreffende de vertegenwoordiging van gewestelijke belangen in het kader van de economische decentralisatie.

Ingediend door de Regering, n° 691/1 van 22 mei 1970.

Amendement van de heer Anciaux, n° 691/2 van 26 mei 1970.

Amendement van de heer Defraigne, n° 691/3 van 3 juni 1970.

Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Detègue.

A. — Vaste leden : de heren Blanckaert, Califice, Claeys, Kelchtermans, Lindemans, Vanden Boeynants, Verroken, N.; Claes (W.), Deruelles (H.), Detègue, Hurez, Simonet, Van Hoorick, N.; De Clercq, Delruelle (G.), Hannotte, Piron, N.; Schiltz, Wouters; Moreau.

B. — Plaatsvervangers : de heren De Keersmaecker, Dequae, Henckens, Humblet; Bary, Boeykens, Lacroix, Nyffels; Boey, Ciselet, Van Offelen; Olaert; Defosset.

2. Wetsontwerp houdende het statuut van het kanton van de Voer.

Ingediend door de Regering, n° 1064/1 van 16 juli 1971.

Bijzondere Commissie door het Bureau van de Kamer te benoemen.

b) Commissie voor het Reglement.

Wetgevende Kamers :

Reglement van de Kamer :

1. Voorstel tot wijziging van artikel 20 van het Reglement van de Kamer.

Ingediend door de heer Moulin, n° 157/1 van 20 november 1968.

21 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor het Reglement.

2. Voorstel tot wijziging van artikel 70 van het Reglement van de Kamer.

Ingediend door de heer Schiltz, n° 275/1 van 11 februari 1969.

21 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor het Reglement.

3. Voorstel tot wijziging van artikel 76 van het Reglement van de Kamer.

Ingediend door de heer Perin, n° 357/1 van 15 april 1969.

21 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor het Reglement.

4. Voorstel tot wijziging van artikel 76 van het Reglement van de Kamer.

Ingediend door de heer Gillet, n° 362/1 van 22 april 1969.

21 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor het Reglement.

5. Voorstel tot wijziging van de artikelen 31, 58, 64 en 66 van het Reglement van de Kamer.

Ingediend door de heer Perin, n° 378/1 van 13 mei 1969.

21 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor het Reglement.

6. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer.

Ingediend door de heer De Weert, n° 379/1 van 13 mei 1969.

Amendement van de heer Outers, n° 379/2 van 21 mei 1969.

21 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor het Reglement.

7. Voorstel tot wijziging van artikel 12 van het Reglement van de Kamer.

Ingediend door de heer Gillet, n° 596/1 van 19 februari 1970.

3 februari 1971. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor het Reglement.

8. Voorstel tot wijziging van artikel 16, n° 3 van het Reglement van de Kamer met betrekking tot de volgorde waarin de wetsontwerpen en -voorstellen worden onderzocht.

Ingediend door de heer Gillet, n° 647/1 van 14 april 1970.

3 februari 1971. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor het Reglement.

9. Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Kamer.

Ingediend door de heer Perin, n° 702/1 van 2 juni 1970.

3 februari 1971. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor het Reglement.

c) Vaste Commissies.

COMMISSIE VOOR DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT.

Arbeid :

Vakbonden :

Wetsontwerp tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Ingediend door de Regering, n° 889/1 van 18 februari 1971.

Amendement van de heer Posson, n° 889/2 van 16 maart 1971.

Amendementen van de heer Van Geyt, n° 889/3 van 10 mei 1971.

Amendement van de heer Van Raemdonck, n° 889/4 van 18 mei 1971.

27 mei 1971. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt en de Binnenlandse Zaken.

Amendementen van de heer Vansteenkiste, n° 889/5 van 14 juni 1971.

Amendement van de heer Raskin (E.), n° 889/6 van 15 juni 1971.

Amendementen van de heer Van Geyt, n° 889/7 van 22 juni 1971.

Amendement van de heer Grootjans, n° 889/8 van 2 september 1971.

Verslaggevers : de heren Schyns en Tibbaut.

Verlof :

1. Wetsvoorstel tot toekenning van vijf dagen extra-verlof aan de moeders, die in overheidsdienst zijn tewerkgesteld.

Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 866/1 van 4 februari 1971.

2. Wetsvoorstel betreffende het bijzonder verlof wegens borstvoeding van de vrouwelijke overheidspersoneelsleden.

Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 935/1 van 16 maart 1971.

Verslaggever : de heer Niemegeers.

Onderwijs :

Wetsvoorstel waarbij aan sommige leden van het onderwijzend personeel uit de Oostkantons, wier indiensttreding aanzienlijk werd vertraagd ingevolge de oorlog 1940-1945, extra-diensttijd wordt aangerekend in hun loopbaan voor de berekening van de wedde en van het pensioen.

Ingediend door de heer Schyns, n° 58/1 van 18 juli 1968.

Openbare besturen :

1. Wetsvoorstel tot vaststelling van het pecuniair statuut, de anciënniteit en het pensioen van de rijks-, provinciale en gemeentelijke ambtenaren, leden van het onderwijzend personeel uit de verschillende schoolnetten, ambtenaren van het openbaar ministerie bij de hoven en rechtbanken, leden van de gerechtelijke orde en personeel van parastatale instellingen.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 495/1 van 22 oktober 1969.
Verslaggever : de heer De Seranno.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten van 3 augustus 1919, 21 juli 1924 en 27 mei 1947 waarbij aan de oorlogsinvaliden, oudstrijders leden van de weerstand, politieke gevangenen, oorlogsweduwen en -wezen, gedeporteerden, arbeidswegeraars en andere slachtoffers van de oorlog 1940-1945, prioriteitsrechten bij het begeven van de openbare betrekkingen worden toegekend.

Ingediend door de heer Chabert, n° 938/1 van 19 maart 1971.

3. Wetsvoorstel betreffende de gelijke toegang van de vrouwen tot de openbare ambten en bedieningen.

Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 990/1 van 19 mei 1971.
Verslaggever : de heer Niemegeers.

Oorlogsinvaliden :

Wetsvoorstel waarbij het genot van de anciënniteitsbijslagen, bepaald bij artikel 13 van de gecoördineerde wetten van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 ten gunste van de leden van het Rijkspersoneel die invalide van de oorlog 1940-1945 zijn, wordt uitgebreid tot de tijdens de periode van 10 mei 1940 tot 8 mei 1945 aan het Algemeen Burgerlijk Bestuur gehechte burgerlijke ambtenaren.

Ingediend door de heer Delforge, n° 148/1 van 12 november 1968.

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN.**Belastingen :***Provinciale en gemeentelijke belastingwezen :*

Wetsvoorstel betreffende de gemeentebelastingen op de « logeerhuizen » of « verblijfsbelastingen ».

Ingediend door de heer Dhoore, n° 928/1 van 10 maart 1971.

Buitenlandse Zaken :*Europa :*

1. Wetsvoorstel waarbij de rechtstreekse verkiezing van de Belgische leden van het Europese Parlement wordt georganiseerd.

Ingediend door de heer Nothomb, n° 454/1 van 27 juni 1969.

2. december 1969. — Verzonden naar de Commissie voor de Europese zaken voor advies (verslaggever : de heer Boel).

Amendement van de heer Glinne, n° 454/2 van 2 december 1969.

Verslaggever : de heer Suykerbuyk.

2. Wetsvoorstel waarbij een raadpleging van het kiezerskorps bij rechtstreeks algemeen stemrecht wordt georganiseerd ten einde de Belgische leden van het Europese Parlement aan te duiden.

Ingediend door de heer Nothomb, n° 680/1 van 14 mei 1970.

Verslaggever : de heer Suykerbuyk.

Gemeenten :

Wetsvoorstel betreffende de voordracht voor het ambt van burgemeester.

Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 852/1 van 26 januari 1971.

Begraafplaatsen :

Wetsvoorstel op de begraafplaatsen en de graven.

Ingediend door de heer Meyers, n° 263/1 van 30 januari 1969.

Amendement van de heer Herbage, n° 263/2 van 19 februari 1969.

Gemeentefonds :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1964 betreffende het Gemeentefonds, voor de gemeenten met minder dan 2.500 inwoners.

Ingediend door de heer Cornet d'Elzius, n° 675/1 van 6 mei 1970.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1964 betreffende het Gemeentefonds.

Ingediend door de heer Leys, n° 734/1 van 26 juni 1970.

3. Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling van artikel 94 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, gewijzigd bij artikel 26 van de wet van 16 maart 1964 betreffende het Gemeentefonds.

Ingediend door de heer Eneman, n° 967/1 van 4 mei 1971.

Gemeentewet :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 81 van de gemeentewet.

Ingediend door de heer De Mey, n° 338/1 van 27 maart 1969.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 63 van de gemeentewet.

Ingediend door de heer Cantillon, n° 423/1 van 18 juni 1969.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 3 en 4 van de Gemeentewet.

Ingediend door de heer Piron, n° 562/1 van 14 januari 1970.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 19 van de gemeentewet en strekkende tot aanpassing van het aantal schepenen en gemeenteraadsleden aan de werkelijke bevolkingscijfers.

Ingediend door de heer Chabert, n° 581/1 van 11 februari 1970.

Amendementen van de heer Anciaux, n° 581/2 van 19 februari 1970.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2, betreffende de verkiezing van de schepenen, en van artikel 107 van de gemeentewet.

Ingediend door de heer Olaerts, n° 851/1 van 26 januari 1971.

Grondgebied :

Wetsvoorstel tot aanhechting van een gedeelte van het grondgebied gelegen aan de linker Scheldeoever bij de provincie en de stad Antwerpen.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 269/1 van 5 februari 1969.

Fusie van gemeenten :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 34 van de wet van 17 juli 1970 houdende bekrachtiging van een derde reeks koninklijke besluiten, genomen in uitvoering van de artikelen 91 en 92 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel.

Ingediend door de heer Raskin (E.), n° 904/1 van 24 februari 1971.

Kieswetten :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op de inrichting van de provinciale verkiezingen en van de gemeentekieswet inzake de kiesbaarheidsleeftijd.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 16/1 van 26 juni 1968.

Gemeenteverkiezingen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentekieswet inzake de kiesgerechtigde leeftijd.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 15/1 van 26 juni 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 65 van de gemeentekieswet wat de kiesbaarheidsleeftijd betreft.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 115/1 van 22 oktober 1968.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de gemeentekieswet.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 335/1 van 27 maart 1969.

4. Wetsvoorstel waarbij kiesbevoegdheid als gemeenteraadskieser wordt verleend aan de ingezetenen van de landen die het E.E.G.-verdrag hebben ondertekend.

Ingediend door de heer Glinne, n° 936/1 van 16 maart 1971.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentekieswet.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 1006/1 van 10 juni 1971.

Kieswetboek :

Wetsvoorstel tot beteugeling van handelingen waarbij kandidaten voor verkiezingsmandaten worden verzocht voortijdig daarvan af te zien.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 785/1 van 5 november 1970.

Kiezerslijsten :

Wetsvoorstel tot wijziging van het model van kiezerslijst.

Ingediend door de heer Vansteenkiste, n° 579/1 van 10 februari 1970.

Provinciale verkiezingen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek en van de wet van 19 oktober 1921 tot inrichting van de provinciale verkiezingen.

Ingediend door de heer Defosset, n° 401/1 van 3 juni 1969.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige kiesomschrijvingen voor de provinciale verkiezingen.

Ingediend door de heer Gelders, n° 446/1 van 25 juni 1969.

Verkiezingen :

Wetsvoorstel tot afschaffing van de appantering en tot wijziging van artikel 167 van het Kieswetboek.
Ingediend door de heer Duerinck, n° 529/1 van 4 december 1969.

Verkiezingspropaganda :

Wetsvoorstel tot invoering van toezicht op en beperking van de verkiezingsuitgaven.
Ingediend door de heer Persoons, n° 100/1 van 22 oktober 1968.
Amendementen van de heer Persoons, n° 100/2 van 24 maart 1970.

Landbouw :**Veldwetboek :**

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 51 van het Veldwetboek.
Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 956/1 van 31 maart 1971.

Leger :**Dienstplicht :**

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 12, § 1, 5°, van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.
Ingediend door de heer Gheysen, n° 37/1 van 11 juli 1968.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10 van de gecoördineerde dienstplichtwetten.
Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 42/1 van 16 juli 1968.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 10, 12, 63 en 87 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.
Ingediend door de heer Gheysen, n° 445/1 van 25 juni 1969.
4. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 10, § 2 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.
Ingediend door de heer Tanghe, n° 644/1 van 14 april 1970.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 54 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.
Ingediend door de heer Tanghe, n° 663/1 van 28 april 1970.
6. Wetsvoorstel tot het verlenen van uitstel of vrijlating van militaire dienst op morele grond aan de dienstplichtigen die als politiek mandataris verkozen zijn.
Ingediend door de heer Glinne, n° 732/1 van 25 juni 1970.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10, § 3, van de dienstplichtwetten.
Ingediend door de heer De Clercq, n° 770/1 van 22 oktober 1970.
8. Wetsvoorstel tot interpretatie van het tweede lid van artikel 19 van de wet van 22 januari 1969 tot wijziging van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezaarden.
Ingediend door de heer Cudell, n° 834/1 van 17 december 1970.

Lijkverbranding :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1932 waarbij lijkverbranding wordt toegelaten.
Ingediend door de heer Hicquet, n° 101/1 van 22 oktober 1968.

Openbare besturen :**Talen :**

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken gecoördineerd door het koninklijk besluit van 18 juli 1966.
Ingediend door de heer Simonet, n° 23/1 van 2 juli 1968.
2. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 28 juni 1932 op het gebruik van talen in bestuurszaken, van de wet van 8 november 1962 tot wijziging van provincie-, arrondissements- en gemeentegrenzen en van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966.
Ingediend door de heer Raskin (E.), n° 227/1 van 7 januari 1969.
3. Wetsvoorstel tot toekenning van een vergoeding voor de kennis van de tweede taal aan de personeelsleden van de gemeenten, de provincies en de overheidsdiensten die hun ambt uitoefenen in het arrondissement Verviers.
Ingediend door de heer Schyns, n° 259/1 van 28 januari 1969.
4. Wetsvoorstel betreffende het taalgebruik inzake verkeers- of andere signalisatie in verband met een bestaand gevaar.
Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 490/1 van 14 oktober 1969.
Verslaggever : de heer Coucke.
5. Wetsvoorstel houdende toezicht op en sancties tegen het niet-naleven van de wetten op het taalgebruik.
Ingediend door de heer Coppieters, n° 503/1 van 30 oktober 1969.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 58, laatste lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 18 juli 1966.
Ingediend door de heer Brothon, n° 850/1 van 26 januari 1971.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966.
Ingediend door de heer Raskin (E.), n° 863/1 van 4 februari 1971.
8. Wetsontwerp tot wijziging van : 1° de wet van 30 juli 1894 betreffende de eedaflegging in een der in het land gebezigde talen; 2° de wet van 1 juli 1860 waarbij wijzigingen worden gebracht in de provinciewet en in de gemeentewet, voor wat de eed betreft.
Ingediend door de Regering, n° 981/1 van 12 mei 1971.
Verslaggever : de heer Van Daele.

Pensioenen :**Burgerlijke pensioenen :**

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel.
Ingediend door de heer Gillet, n° 92/1 van 22 oktober 1968.
Amendement van de heer Gillet, n° 92/2 van 17 december 1968.

Provincies :**Grondgebied :**

Wetsvoorstel tot wijziging van de grenzen tussen de provincies West-Vlaanderen, enerzijds, Henegouwen en Oost-Vlaanderen, anderzijds.
Ingediend door de heer Verhenne, n° 296/1 van 25 februari 1969.
Verslaggever : de heer Coucke.

Publiek recht :**Nationale en gewestelijke raden :**

1. Wetsvoorstel betreffende de inrichting van de Brusselse agglomeratie.
Ingediend door de heer Simonet, n° 94/1 van 22 oktober 1968.
2. Wetsvoorstel houdende inrichting van het statuut van Brussel, hoofdstad van het federale België.
Ingediend door de heer Moulin, n° 488/1 van 14 oktober 1969.
3. Wetsvoorstel tot indeling van het Belgisch grondgebied in elf provincies.
Ingediend door de heer De Vlies, n° 547/1 van 18 december 1969.

Onverenigbaarheden :

1. Wetsvoorstel tot wijziging, voor de tot een wetgevend mandaat verkozen leden van het rijkspersoneel, van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de Ministers, gewezen Ministers en Ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.
Ingediend door de heer Glinne, n° 624/1 van 19 maart 1970.
Verslaggever : de heer Coucke.
2. Wetsvoorstel houdende het instellen van de onverenigbaarheid tussen het ambt van burgemeester, schepen of voorzitter van de C.O.O. in een belangrijke gemeente en een parlementair mandaat.
Ingediend door de heer Verroken, n° 692/1 van 26 mei 1970.
Amendement van de heer Verhenne, n° 692/2 van 28 januari 1971.
Verslaggever : de heer Wijnen.

Raad van State :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 december 1946 tot oprichting van een Raad van State.
Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 52/1 van 17 juli 1968.
Amendement van de heer Cudell, n° 52/2 van 13 november 1968.
Verslaggever : de heer Henckens.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State.
Ingediend door de heer Cudell, n° 334/1 van 27 maart 1969.
Amendementen van de heer Saint-Remy, n° 334/2 van 29 april 1969.

Raad van State :**Wedden :**

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State.
Ingediend door de heer Poswick, n° 693/1 van 26 mei 1970.

Stedebouw :

Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw en van artikel 76 van de gemeentewet, met het oog op de regeling van de oprichting van individuele televisieantennes en de bouw van centrale antennes.
Ingediend door de heer Schiltz, n° 524/1 van 27 november 1969.

**COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING.**

Hulpverlening :

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een openbare instelling, Dienst voor de Ontwikkelingssamenwerking genaamd.
Ingediend door de heer Califice, n° 59/1 van 18 juli 1968.
Amendementen van de heren Dewulf en Saint-Remy, n° 59/2 van 4 maart 1969.

2. Wetsvoorstel tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking.

Ingediend door de heer Califice, n° 60/1 van 18 juli 1968.

Amendementen van de heren Dewulf en Saint-Remy, n° 60/2 van 4 maart 1969.

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE ZAKEN.

Be'astingen :*Douane en accijnzen :*

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het protocol tot vaststelling van een Benelux-tarief van invoerrechten en van de bijlage, ondertekend te Brussel op 15 juni 1970.

Ingediend door de Regering, n° 1067/1 van 9 augustus 1971.

Buitenlandse Zaken :*Benelux :*

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Protocol tot wijziging van artikel 80, lid 2, van het Verdrag tot instelling van de Benelux Economische Unie, ondertekend te Brussel op 16 maart 1971.

Ingediend door de Regering, n° 1045/1 van 5 juli 1971.

Congo (Vriendschapsverdrag) :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het vriendschapsverdrag tussen het Koninkrijk België en de Democratische Republiek Congo, ondertekend te Kinshasa op 29 juni 1970.

Ingediend door de Regering, n° 1073/1 van 24 september 1971.

Europa :

1. Wetsontwerp houdende goedkeuring van volgende internationale akten : a) Aanvullend Protocol tot de Overeenkomst waarbij een associatie tot stand wordt gebracht tussen de Europese Economische Gemeenschap en Turkije en bijlagen; b) Financieel Protocol; c) Akkoord betreffende de produkten die onder de bevoegdheid vallen van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en bijlage; d) Slotakte en bijgevoegde verklaringen; e) Interne Overeenkomst inzake het financieel protocol, opgemaakt te Brussel op 23 november 1970.

Ingediend door de Regering, n° 1011/1 van 14 juni 1971.

2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Akkoord tussen de Lid-Staten van de Europese Economische Gemeenschap betreffende het handelsverkeer met de landen en gebieden overzee in de produkten die onder de bevoegdheid van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal vallen, opgemaakt te Brussel, op 14 december 1970.

Ingediend door de Regering, n° 1068/1 van 11 augustus 1971.

Financiën :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 juli 1969 houdende goedkeuring van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Bondsrepubliek Duitsland van 11 april 1967 tot voorkoming van dubbele belasting.

Ingediend door de heer Schyns, n° 913/1 van 3 maart 1971.

2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Overeenkomst tussen België en Luxemburg tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, en

van het Slotprotocol ondertekend te Luxemburg op 17 september 1970.

Ingediend door de Regering, n° 972/1 van 7 mei 1971.

3. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het te Brussel op 15 februari 1971 ondertekende Avenant bij de Overeenkomst tussen België en Frankrijk tot voorkoming van dubbele belasting en tot regeling van wederzijdse administratieve en juridische bijstand inzake inkomstenbelastingen, ondertekend op 10 maart 1964.

Ingediend door de Regering, n° 1066/1 van 4 augustus 1971.

4. Wetsontwerp houdende goedkeuring van de overeenkomst betreffende het verzet tegen effecten aan toonder in internationaal verkeer en van het bijgevoegde reglement, opgemaakt te 's Gravenhage op 28 mei 1970.

Ingediend door de Regering, n° 1069/1 van 23 augustus 1971.

Hulpverlening :

1. Voorstel van resolutie tot overmaking van de tegenwaarde van één dag van de begroting van Landsverdediging aan een wereldfonds voor hulpverlening aan de misdeelde volkeren.

Ingediend door de heer Califice, n° 18/1 van 2 juli 1968.

2. Voorstel van resolutie betreffende de betaling van een bijdrage in de internationale hulp ten behoeve van de families der personen die door de Regering van de Zuid-Afrikaanse Republiek worden vervolgd wegens hun verzet tegen de apartheidspolitiek.

Ingediend door de heer Glinne, n° 19/1 van 2 juli 1968.

Rwanda (Vriendschapsverdrag) :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het vriendschapsverdrag tussen het Koninkrijk België en de Republiek Rwanda, ondertekend te Kigali op 4 juli 1970.

Ingediend door de Regering, n° 1074/1 van 24 september 1971.

Vervoer (Sporwegen) :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van volgende internationale akten : 1° Internationaal Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg (C.I.M.) en bijlagen; 2° Internationaal Verdrag betreffende het vervoer van reizigers en bagage per spoorweg (C.I.V.) en bijlagen; 3° Aanvullend Protocol bij deze verdragen; 4° Protocol betreffende de bijdragen, in de uitgaven van het Centraal Bureau, van de Staten die partij zijn bij de Internationale Overeenkomsten C.I.M. en C.I.V. van 25 februari 1961, opgemaakt te Bern op 7 februari 1970.

Ingediend door de Regering, n° 1033/1 van 25 juni 1971.

Volksgezondheid :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van de wijzigingen aan het Internationaal Verdrag ter voorkoming van de verontreiniging van de zee door olie en aan de bijlagen A en B (Londen 12 mei 1954, zoals gewijzigd op 11 april 1962), aangenomen te Londen op 21 oktober 1969.

Ingediend door de Regering, n° 1010/1 van 11 juni 1971.

COMMISSIE VOOR DE CULTUUR.

Cultuur :

Wetsvoorstel betreffende de culturele promotie.

Ingediend door de heer Van Raemdonck, n° 557/1 van 13 januari 1970.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

1. Wetsvoorstel houdende oprichting van een cultuurfonds.

Ingediend door de heer Van Elslande, n° 154/1 van 20 november 1968.

Amendementen van de heer De Keersmaecker, n° 154/2 van 27 februari 1970.

2. Wetsvoorstel ter bevordering en verspreiding van de Belgische film.

Ingediend door de heer De Keersmaecker, n° 668/1 van 30 april 1970.

Publiek recht :*Nationale en Gewestelijke Raden :*

Wetsvoorstel tot regionalisering van sommige culturele instellingen.

Ingediend door de heer Van Elslande, n° 388/1 van 20 mei 1969.

Verslaggever : de heer Van Hoorick.

Volksgezondheid :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten.

Ingediend door de heer Gustin, n° 308/1 van 6 maart 1969.

2. Wetsvoorstel tot oprichting van een Commissariaat-Generaal voor de Sport en tot wijziging van de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen organiseren.

Ingediend door de heer Brouhon, n° 319/1 van 19 maart 1969.

COMMISSIE VOOR DE ECONOMISCHE ZAKEN.

Burgerlijk recht :*Burgerlijke aansprakelijkheid (kernenergie) :*

Wetsvoorstel tot wijziging van : 1° de wet van 18 juli 1966 betreffende de wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie; 2° het koninklijk besluit van 28 september 1931, waarbij de wetten op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen gecoördineerd werden; 3° de wet van 24 december 1963 betreffende de schadeloosstelling voor en de voorkoming van beroepsziekten.

Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 568/1 van 27 januari 1970.

Handel en Nijverheid :

1. Wetsvoorstel tot bevordering van de gewestelijke economische expansie.

Ingediend door de heer Devos (R.), n° 109/1 van 22 oktober 1968

2. Wetsvoorstel betreffende de gewestelijke expansie en tot wijziging van de wet van 14 juli 1966 tot tijdelijke instelling van uitzonderlijke hulpverlening ter vernieuwing van de economische reconversie en ontwikkeling van de steenkoolmijngebieden en van bepaalde andere gewesten die met ernstige en dringende problemen te kampen hebben.

Ingediend door de heer Leburton, n° 112/1 van 22 oktober 1968.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie.

Ingediend door de heer Geldolf, n° 847/1 van 20 januari 1971.

Amendement van de heer Geldolf, n° 847/2 van 31 maart 1971.

Verslaggevers : de heren Hurez en Baeskens.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 december 1970 op de economische expansie.

Ingediend door de heer Knoops, n° 859/1 van 28 januari 1971.

Verslaggevers : de heren Hurez en Baeskens.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie.

Ingediend door de heer Schiltz, n° 900/1 van 23 februari 1971.

Amendement van de heer Schiltz, n° 900/2 van 18 maart 1971.

Amendement van de heer Schiltz, n° 900/3 van 31 maart 1971.

Verslaggevers : de heren Hurez en Baeskens.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie.

Ingediend door de heer Claeys, n° 912/1 van 2 maart 1971.

Amendement van de heer Claeys, n° 912/2 van 24 maart 1971.

Verslaggevers : de heren Hurez en Baeskens.

Beheerders (wedden) :

Wetsvoorstel tot beperking van de wedden der beheerders van vennootschappen, die van bepaalde subsidies genieten.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 217/1 van 19 december 1968.

Amendementen van de heer Geldolf, n° 217/2 van 11 maart 1969.

Diensten :

Wetsontwerp waarbij aan de Belgische Dienst voor Bedrijfsleven en Landbouw (B.D.B.L.) de voor zijn werking vereiste financiële middelen worden toegekend.

Ingediend door de Regering, n° 902/1 van 23 februari 1971.

Kernenergie :

Wetsvoorstel betreffende de exploitatie van kernenergiecentrales.

Ingediend door de heer Cools (J.), n° 267/1 van 4 februari 1969

Kleinhandel :

Wetsvoorstel betreffende de handelspraktijken en de bescherming van de verbruiker.

Ingediend door de heren Vernimmen en D'haeseleer, n° 452/1 van 26 juni 1969.

Amendement van de heer Gendebien, n° 452/2 van 21 augustus 1969.

30 oktober 1969. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Economische Zaken en de Middenstand.

Organisatie van het bedrijfsleven :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, wat betreft sectie IV : de ondernemingsraden.

Ingediend door de heer Couteau, n° 165/1 van 26 november 1968.

2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van de « hoofdlijnen van het plan ».

Ingediend door de Regering, n° 1034/1 van 29 juni 1971.

Verrekeningsinstituut :

Wetsvoorstel tot instelling van een Nationaal Instituut voor financiële en commerciële verrekening.

Ingediend door de heer Piron, n° 601/1 van 24 februari 1970.

Verkoop op afbetaling :

1. Wetsvoorstel ter aanvulling van sommige bepalingen van de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering.

Ingediend door de heer Gendebien, n° 768/1 van 20 oktober 1970.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 juli 1957 tot regeling van de verkoop op afbetaling en van zijn financiering.

Ingediend door de heer Schiltz, n° 867/1 van 4 februari 1971.

Amendement van de heer Gendebien, n° 867/2 van 24 mei 1971.

Handelsrecht :*Vennootschappen :*

Wetsvoorstel tot toekenning van een recht van voorkoop aan de Staat in geval van een openbare offerte voor de aankoop van waarden van vennootschappen naar Belgisch recht en tot toepassing van een Staatsbedrijfsstatuut op die vennootschappen.

Ingediend door de heer Glineur, n° 280/1 van 13 februari 1969.

Mijnen :*Sluiting van steenkolennijnen :*

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 7 van het koninklijk besluit van 22 juli 1966, tot toekenning van een herplaatsingspremie aan de werknemers die ten gevolge van de gehele of gedeeltelijke sluiting of van de vermindering der activiteit van steenkolennijnen worden ontslagen, gewijzigd door artikel 3 van het koninklijk besluit van 19 december 1966.

Ingediend door de heer Raskin (E.), n° 255/1 van 23 januari 1969.

Parlementair onderzoek :

Voorstel tot instelling van een parlementaire commissie tot onderzoek naar de voorwaarden waaronder de Belgische Regering en de bij de oprichting van de N.V. « Kempische Steenkolennijnen » betrokken vennootschappen op 18 september 1967 de Overeenkomst hebben gesloten waarbij voornoemde vennootschap is opgericht, alsmede naar de gevolgen die er voor de Schatkist rechtstreeks of onrechtstreeks uit voortvloeien.

Ingediend door de heer Levaux, n° 292/1 van 20 februari 1969.

Verslaggever : de heer Geldolf.

Verzekeringen :

Wetsvoorstel betreffende de contracten van gemengde levensverzekering.

Ingediend door de heer Levaux, n° 699/1 van 28 mei 1970.

Waters en Bossen :

Wetsvoorstel houdende aanvulling van de besluitwet van 18 december 1946, waarbij tot het houden van een telling der grondwaterreserves en tot invoering van een reglementering van hun gebruik besloten werd, en van het besluit van de Regent van 12 juni 1947, tot bepaling van het machtigingsregime voor het opvangen van het grondwater.

Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 735/1 van 30 juni 1970.

Woningen :

Wetsvoorstel tot regeling van de prijzen der bouwgronden voortkomende uit verkavelingen.

Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 744/1 van 3 juli 1970.

COMMISSIE VOOR DE EUROPESE ZAKEN.

Buitenlandse Zaken :*Europa :*

Voorstel van resolutie betreffende de amendering van artikel 237 van het E.E.G.-Verdrag.

Ingediend door de heer Van Elslande, n° 421/1 van 17 juni 1969.

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN.

Algemene Spaar- en Lijfrentekas :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 16 maart 1865 tot oprichting van een Algemene Spaar- en Lijfrentekas.
Ingediend door de Regering, n° 1071/1 van 14 september 1971.

Banken :

Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling van het koninklijk besluit van 10 november 1967 tot regeling van het statuut van de portefeuillemaatschappijen en hun associatie met de economische programmatie.
Ingediend door de heer Simonet, n° 922/1 van 9 maart 1971.

Belastingen :*Directe belastingen :*

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 71, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.
Ingediend door de heer Havelange, n° 256/1 van 23 januari 1969.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 54, 60 en 62 der gecoördineerde wetten op de inkomstenbelastingen, met het oog op de belastingvrijstelling voor de giften aan instellingen voor bejaarden en behoeftigen.
Ingediend door de heer Gillet, n° 291/1 van 20 februari 1969.
Verslaggever : de heer Posson.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 72 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.
Ingediend door de heer Defosset, n° 376/1 van 13 mei 1969.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 54, 4°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.
Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 499/1 van 30 oktober 1969.
5. Wetsvoorstel tot belastingvrijstelling van de wachtgelden die toegekend worden aan de werknemers getroffen door sommige sluitingen van ondernemingen.
Ingediend door de heer De Keersmaecker, n° 522/1 van 26 november 1969.
Verslaggever : de heer Baeskens.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 162 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.
Ingediend door de heer Raskin (E.), n° 528/1 van 3 december 1969.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 82, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.
Ingediend door de heer Vansteenkiste, n° 574/1 van 3 februari 1970.
8. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 71, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.
Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 777/1 van 27 oktober 1970.

Directe en indirecte belastingen :

Wetsvoorstel betreffende het belastingstelsel voor giften die ten bate van de musea aan openbare besturen zijn gedaan.
Ingediend door de heer Piron, n° 792/1 van 18 november 1970.

Indirecte belastingen :

1. Wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.
Ingediend door de Regering, n° 453/1 van 27 juni 1967.
Amendement van de Regering, n° 453/2 van 2 februari 1968.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 december 1968.
Verslaggever : de heer Baeskens.
2. Wetsvoorstel tot vrijstelling van het registratierecht van de ruiling van gedeelten van als bouwgrond aangeziene percelen, die een uit stedenbouwkundig oogpunt betere indeling van die percelen mogelijk maken.
Ingediend door de heer De Keersmaecker, n° 305/1 van 4 maart 1969.
3. Wetsvoorstel tot aanpassing van het koninklijk besluit van 11 januari 1940 betreffende de uitvoering van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd door het koninklijk besluit van 8 maart 1962.
Ingediend door de heer Raskin (E.), n° 507/1 van 6 november 1969.
4. Wetsvoorstel tot wijziging, wat betreft de provisies en borgtochten, van artikel 52 van de wet van 3 juli 1969 tot invoering van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

Ingediend door de heer Delruelle (G.), n° 862/1 van 4 februari 1971.

Verslaggever : de heer Baeskens.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 44 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

Ingediend door de heer Defosset, n° 899/1 van 23 februari 1971.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en diensten bij die tarieven.

Ingediend door de heer Olaerts, n° 905/1 van 24 februari 1971.

7. Wetsvoorstel tot afschaffing van het zegelrecht op de uittreksels uit de registers van de burgerlijke stand die bestemd zijn voor de inschrijving in een school.

Ingediend door de heer Olaerts, n° 924/1 van 9 maart 1971.

Douanen en accijnzen :

1. Wetsontwerp betreffende het accijnsstelsel van aardgas.

Ingediend door de Regering, n° 977/1 van 10 mei 1971.

Verslaggever : de heer Michel.

2. Wetsvoorstel betreffende het accijnsstelsel van pitch.

Ingediend door de heer Baeskens, n° 1041/1 van 1 juli 1971.

3. Wetsontwerp betreffende het accijnsstelsel van tabak, van minerale olie en van bier.

Ingediend door de Regering, n° 1046/1 van 5 juli 1971.

Buitenlandse Zaken :*Kongo :*

Wetsvoorstel waarbij aan de personen wier private goederen schade hebben geleden in verband met het verwerven van de onafhankelijkheid door de Democratische Republiek Kongo, wordt toegestaan de effecten van het Belgisch-Kongolees Fonds, die zij als schadevergoeding ontvangen hebben, voor hun nominale waarde aan de ontvanger der belastingen over te maken.

Ingediend door de heer Boon, n° 246/1 van 16 januari 1969.

Handelsrecht :*Pand :*

Wetsvoorstel strekkende tot de uitgifte van certificaten aan toonder ten behoeve van de personen die aanspraak kunnen maken op de in artikel 99 van de wet van 3 juli 1969 tot uitvoering van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde bedoelde teruggaven, en tot regeling van de voorwaarden van de inpandgeving van deze schuldvordering en van de tegeldekking van het pand.

Ingediend door de heer Mundeleer, n° 1005/1 van 10 juni 1971.

Oorlog :*Sequester :*

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 30 van de wet van 14 juli 1951, betreffende de sequestratie en de liquidatie van de Duitse goederen, rechten en belangen.

Ingediend door de Regering, n° 279/1 van 28 oktober 1966.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 december 1968.

Openbare besturen :

Wetsvoorstel betreffende de toekenning van compensatierenten aan de schuldeisers van de organismen en diensten die zijn opgericht bij de besluiten van de Secretarissen-generaal en nietig verklaard bij de besluitwet van 5 mei 1944.

Ingediend door de heer Michel, n° 188/1 van 4 december 1968.

Pensioenen :*Burgerlijke pensioenen :*

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 18 mei 1912 op de pensioenen van het onderwijzend personeel.

Ingediend door de heer Gillet, n° 48/1 van 17 juli 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving op de pensioenen van het personeel van het technisch onderwijs en tot invoering van dezelfde regels voor alle onderwijstakken met betrekking tot :

1. de anciënniteitsbijslagen op grond van het bezit van bepaalde diploma's;

2. de aanrekening, voor het bepalen van het pensioenbedrag, van de voor de vaststelling van de wedde in aanmerking komende diensten.
Ingediend door de heer Hurez, n° 108/1 van 22 oktober 1968.
3. Wetsvoorstel betreffende het pensioen van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, alsmede van de officieren en agenten van de buitendiensten bij de Veiligheid van de Staat.
Ingediend door de heer Jeunehomme, n° 352/1 van 15 april 1969.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 8 van de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen.
Ingediend door de heer Claeys, n° 916/1 van 4 maart 1971.
5. Wetsvoorstel tot aanpassing van de pensioenregeling van het loodsenpersoneel en van de dekolofficiëren belast met het bevel over de schepen van de Oostende-Dover en Oostende-Harwichlijn.
Ingediend door de heer Claeys, n° 917/1 van 4 maart 1971.
6. Wetsvoorstel strekkende tot valorisatie, met het oog op het rustpensioen, van niet-bezoldigde diensten welke door vrijwillige bedienden in de griffies en de parketten gepresteerd zijn.
Ingediend door de heer Charpentier, n° 934/1 van 16 maart 1971.

Militaire pensioenen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 juli 1964 tot instelling van een als pensioen geldende tegemoetkoming ten voordele van sommige gewezen militairen door afschaffing van de voor het indienen van de aanvraag om tegemoetkoming

gestelde termijn, waarvan de toekenning van die tegemoetkoming afhangt.

Ingediend door de heer Herbage, n° 178/1 van 28 november 1968.

2. Wetsvoorstel tot interpretatie van artikel 13 van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen.

Ingediend door de heer Olaerts, n° 800/1 van 26 november 1970.

Rekenhof :

1. Voorstel van resolutie waarbij het Rekenhof wordt gelast bij de Wetgevende Kamers voorstellen in te dienen tot wijziging van artikel 9bis van de wet van 29 oktober 1846 betreffende de inrichting van het Rekenhof.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 53/1 van 17 juli 1968.

2. Voorstel van resolutie waarbij het Rekenhof wordt gelast aan de Wetgevende Kamers zijn opmerkingen betreffende de doelmatigheid en de rendabiliteit van de overheidsuitgaven mede te delen.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 54/1 van 17 juli 1968.

Boek met opmerkingen :

Onderzoek van het 127° boek van het Rekenhof.

Wijziging naar de sub-commissie belast met het onderzoek van bijzondere mededelingen van het Rekenhof.

Verslaggever : de heer Van der Elst.

COMMISSIE VOOR DE GRONDWETSHERZIENING.

Publiek recht :

Grondwet :

Verklaring tot herziening (*Belgisch Staatsblad* van 2 maart 1968).

Bepalingen van de Grondwet die dienen te worden herzien.

N° 10-1/1° van 21 juni 1968.

N° 10-1/2° van 19 november 1970.

N° 10-1/3° van 17 februari 1971.

Herziening van de Titel II (invoeging van nieuwe bepalingen).
Economische en sociale rechten.

Verslaggever : de heer Duerinck.

Herziening van artikel 22.

Geheim van telefoongesprekken en telegrammen.

Overgezonden door de Senaat, n° 10-4/1° van 13 juni 1969.

Verslag van de heer Baudson, n° 10-4/2° van 11 december 1969.

Amendement van de heer Charpentier, n° 10-4/3° van 13 januari 1970.

11 maart 1970. — Verzonden naar een subcommissie van de Commissie voor de Grondwetsherziening.

Subamendement van de heer Charpentier, n° 10-4/4° van 12 maart 1970.

Herziening van de Titel III (invoeging van nieuwe bepalingen).
Voorstellen uitgaande van publiekrechtelijke instellingen bij de Regering of bij de Kamers.

Verslaggever : de heer Van der Elst.

Herziening van artikel 36.

Onverenigbaarheden.

Tekst overgezonden door de Senaat, n° 10-18/1° van 4 mei 1970.

Verslaggever : de heer Brouhon.

Herziening van artikel 39 (eerste volzin).

Stemming bij naamafroeping.

Overgezonden door de Senaat, n° 10-5/1° van 20 juni 1969.

Verslag van de heer Duerinck, n° 10-5/2° van 11 december 1969.

11 maart 1970. — Opnieuw verwezen naar de Commissie.

Herziening van artikel 47, alinea's 1 en 3.

Verblijfsvoorwaarde opgelegd aan de kiezers. — Vrouwenstemrecht.

Verslaggever : de heer Saint-Remy.

Herziening van artikel 47 (overgangsbepaling).

Vrouwenstemrecht. — Bijzondere categorieën (intrekking).

Verslaggever : de heer Saint-Remy.

Herziening van artikel 52 (overgangsbepaling).

Parlementaire vergoeding van de leden van de Kamer (1919-1920) (intrekking).

Verslaggever : de heer Van der Elst.

Herziening van artikel 53.

Samenstelling van de Senaat en verkiezing van de Senatoren.

Verslaggever : de heer De Gryse.

Overgezonden door de Senaat, n° 10-40/1° van 23 juli 1971.

Herziening van artikel 53 (overgangsbepaling).

Vrouwenstemrecht. — Bijzondere categorieën (verkiezing van de Senatoren) (intrekking).

Verslaggever : de heer De Gryse.

Herziening van artikel 56bis (overgangsbepaling).

Voorwaarden tot verkiesbaarheid van de Senatoren (termijnen) (intrekking).

Verslaggever : de heer Lindemans.

Herziening van artikel 57.

Vergoeding. — Vrijkaart van de Senatoren.

Overgezonden door de Senaat, n° 10-13/1° van 27 juni 1969.

Verslaggever : de heer Brouhon.

Herziening van artikel 68.

Bekrachtiging van de verdragen.

Verslaggever : de heer Wiggy.

Herziening van artikel 84.

Regentschap.

Overgezonden door de Senaat, n° 10-7/1° van 20 juni 1969.

15 april 1970. — Verzonden naar een subcommissie van de Commissie voor de Grondwetsherziening.

Verslaggever : de heer Perin.

Herziening van artikel 93.

Geschillen over politieke rechten.

Verslaggever : de heer Lindemans.

Herziening van artikel 98.

Jury.

Verslaggever : de heer Lindemans.

Herziening van Titel III, hoofdstuk III, artikel 107bis (*nieuw*).

Conflicten tussen wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van intern recht en bepalingen van internationaal recht of van gemeenschapsrecht.

Verslaggever : de heer Wiggy.

Herziening van Titel III, invoeging van een hoofdstuk IIIbis (*nieuw*).

Administratieve rechtscolleges en Raad van State.

Verslaggever : de heer Perin.

Herziening van de Titel IV, artikel 115bis (*nieuw*).

Financiële programma's voor verscheidene jaren.

Verslaggever : de heer Wiggy.

Herziening van artikel 116, alinea 2.

Rekenhof.

Verslaggever : de heer Wiggy.

Grondwet :

1. Voorstel strekkende tot de herziening van de bepalingen van Titel II van de Grondwet betreffende de economische en sociale

- rechten door invoeging van een artikel 6^{quater} (*nieuw*) en een artikel 6^{quinquies} (*nieuw*).
 Ingediend door de heer Piron, n° 762/1 van 13 oktober 1970.
2. Voorstel tot herziening van artikel 6 van de Grondwet met het oog op het weren van elke discriminatie tussen de geslachten.
 Ingediend door de heer Perin, n° 869/1 van 10 februari 1971.
3. Voorstel tot invoeging in de Grondwet van een artikel 18^{bis} (*nieuw*) waarbij het recht op informatie wordt gewaarborgd.
 Ingediend door de heer Perin, n° 870/1 van 10 februari 1971.
4. Voorstel tot herziening van artikel 98 van de Grondwet.
 Ingediend door de heer Perin, n° 871/1 van 10 februari 1971.
5. Voorstel tot herziening van de bepalingen van Titel II van de Grondwet betreffende de economische en sociale rechten, door invoeging van een artikel 6^{ter} (*nieuw*) betreffende het recht op arbeid en op een bestaansminimum.
 Ingediend door de heer Perin, n° 872/1 van 10 februari 1971.
6. Voorstel tot invoeging in de Grondwet van een artikel 7^{bis} (*nieuw*) ter vrijwaring van de integriteit en de privacy van de persoon en van de huiselijke kring.
 Ingediend door de heer Perin, n° 873/1 van 10 februari 1971.

7. Voorstel waarbij in de Grondwet een artikel 17^{bis} (*nieuw*) wordt ingevoegd ten einde het recht op onderwijs te waarborgen.
 Ingediend door de heer Perin, n° 874/1 van 10 februari 1971.
8. Voorstel tot invoeging in de Grondwet van een artikel 6^{quater} (*nieuw*) betreffende de bescherming van de verbruiker.
 Ingediend door de heer Perin, n° 875/1 van 10 februari 1971.
9. Voorstel strekkende tot invoeging in de Grondwet van een artikel 11^{bis} (*nieuw*) betreffende het eigendomsrecht.
 Ingediend door de heer Perin, n° 876/1 van 10 februari 1971.
10. Voorstel van verklaring tot herziening van de artikelen 60 en 61 van de Grondwet.
 Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 914/1 van 3 maart 1971.
11. Voorstel tot herziening van de bepalingen onder Titel III van de Grondwet door toevoeging aan artikel 27 van een tweede lid betreffende de verkrijging van wetgevende macht door publiekrechtelijke instellingen.
 Ingediend door de heer Perin, n° 925/1 van 9 maart 1971.

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE.

Amnestie :

Wetsvoorstel strekkende tot het verlenen van amnestie voor feiten, gepleegd in de Limburgse mijnstreek, naar aanleiding van de sociale beroering aldaar ontstaan in de eerste maanden van 1970.
 Ingediend door de heer Raskin (E.), n° 640/1 van 14 april 1970.

Beroepen :

Handelsagenten :

1. Wetsvoorstel betreffende de handelsagentuurovereenkomst.
 Ingediend door de heer Cudell, n° 252/1 van 21 januari 1969.
 14 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor de Justitie.
 Verslaggever: de heer Boel.

2. Wetsontwerp betreffende de agentuurovereenkomst.
 Ingediend door de Regering, n° 283/1 van 14 februari 1969.
 Amendementen van: 1° de heer Gillet; 2° de heer Lindemans, n° 283/2 van 14 mei 1969.
 14 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor de Justitie.
 Subamendement van de heer Van Lidde de Jeude, n° 283/3 van 27 november 1969.
 Verslaggever: de heer Boel.

Buitenlandse Zaken :

Oorlog :

Wetsontwerp betreffende het tegengaan van de ernstige inbreuken op de internationale overeenkomsten van Genève van 12 augustus 1949.
 Ingediend door de Regering, n° 577/1 van 27 mei 1963.
 Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 16 april 1965.
 De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 29 juni 1966.
 Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.
 De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 december 1968.
 Verslaggever: de heer Vanderpoorten.

Burgerlijk recht :

Burgerlijke aansprakelijkheid (automobilisten) :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.
 Ingediend door de heer Defraigne, n° 20/1 van 2 juli 1968.
2. Wetsvoorstel betreffende de vergoeding van de schade in verband met lichamelijke letsels die zijn opgelopen bij door wild veroorzaakte verkeersongevallen.
 Ingediend door de heer Michel, n° 97/1 van 22 oktober 1968.
 Verslaggever: de heer Charpentier.
3. Wetsvoorstel betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake fietsen, tandems en rijwielen met hulpmotor.
 Ingediend door de heer Cantillon, n° 536/1 van 10 december 1969.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte verzekering van de burgerlijke aansprakelijkheid inzake autovoertuigen.
 Ingediend door de heer Lindemans, n° 829/1 van 16 december 1970.
 Verslaggever: de heer Duerinck.

Burgerlijke stand :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 75 van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot de door de partijen aan te wijzen dag voor de voltrekking van een huwelijk.
 Ingediend door de heer Geldolf, n° 55/1 van 18 juli 1968.
 Amendement van de heer Defraigne, n° 55/2 van 23 juli 1968.
 Amendement van de heer Geldolf, n° 55/3 van 30 oktober 1969.
2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 45 van het Burgerlijk Wetboek en van artikel 93^{bis} van de Gemeentewet.
 Ingediend door de heer Baudson, n° 1040/1 van 1 juli 1971.

Dienstbaarcheden :

Wetsvoorstel tot wijziging van Afdeling V van Titel IV van het Tweede Boek (art. 682 tot 685) van het Burgerlijk Wetboek, betreffende het recht van overgang of van noodweg.
 Ingediend door de heer Lindemans, n° 147/1 van 12 november 1968.
 10 juni 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor de Justitie.
 Verslaggever: de heer Saint-Remy.

Erfenissen :

Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling van artikelen 832 en 833 van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de verdeling.
 Ingediend door de heer Lindemans, n° 146/1 van 12 november 1968.
 Amendementen van de heer Claes (A.), n° 146/2 van 24 april 1969.
 Amendementen van de heer Lindemans, n° 146/3 van 21 mei 1969.
 Verslaggever: de heer Defraigne.

Handelseigendom :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 april 1951 op de handelshuurovereenkomsten.
 Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 27/1 van 4 juli 1968.

Huurovereenkomsten :

Wetsvoorstel tot regeling van de verhuur van gemeubelde woonruimten.
 Ingediend door de heer De Facq, n° 498/1 van 30 oktober 1969.

Huwelijk :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 228 en 296 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de termijn om te hertrouwen na een echtscheiding.
 Ingediend door de heer Baudson, n° 892/1 van 23 februari 1971.
 Amendementen van de heer Havelange, n° 892/2 van 11 juni 1971.
 Verslaggever: Mevr. De Riemaecker-Legot.
2. Wetsvoorstel tot opheffing van de artikelen 76, 5°, 151, 152, 153 en 154 en tot wijziging van de artikelen 155^{bis} en 158 van het Burgerlijk Wetboek.
 Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 986/1 van 18 mei 1971.

Inboorlingschap :

1. Wetsvoorstel betreffende de herkriging van de Belgische nationaliteit door bepaalde personen die vervallen verklaard zijn

krachtens de besluitwet van 20 juni 1945 betreffende het verval van de Belgische nationaliteit, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1962.

Ingediend door de heer Schyns, n° 119/1 van 22 oktober 1968.

2. Wetsvoorstel betreffende de herkrijging van de Belgische nationaliteit door sommige ervan vervallen verklaarde personen ingevolge de wet van 30 juli 1934 betreffende de vervallenverklaring van de staat van Belg.

Ingediend door de heer Schyns, n° 120/1 van 22 oktober 1968.

3. Wetsontwerp op de Belgische nationaliteit.

Ingediend door de Regering, n° 915/1 van 3 maart 1971.

Amendementen van de heer Dhoore, n° 915/2 van 18 juni 1971.

Amendementen van de heer Califice, n° 915/3 van 2 juli 1971.

6 juli 1971. — Voor advies verzonden naar de Commissie voor de Naturalisaties (verslaggever: de heer Dhoore).

Amendementen van de heer Levaux, n° 915/4 van 8 juli 1971.

Verslaggever: de heer Defraigne.

Scheiding en echtscheiding:

Wetsvoorstel tot wijziging van de laatste zin van artikel 301 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 264/1 van 30 januari 1969.

Verslaggever: de heer Saint-Remy.

Schenken:

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 919 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Willems, n° 728/1 van 24 juni 1970.

Verkoop:

1. Wetsvoorstel tot instelling ten voordele van de gemeenten van een recht van voorkoop op de onroerende goederen welke te koop worden gesteld binnen de grenzen van een bijzonder plan van aanleg.

Ingediend door de heer Michel, n° 218/1 van 19 december 1968.

2. Wetsvoorstel ter bescherming van de kopers van onroerende goederen.

Ingediend door de heer Defraigne, n° 265/1 van 30 januari 1969.

3. Wetsvoorstel betreffende het recht van inkoop en van wederinkoop van onroerende goederen.

Ingediend door de heer Lindemans, n° 584/1 van 12 februari 1970.

Verjaring:

Wetsvoorstel betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting.

Ingediend door de heer Pede, n° 95/1 van 22 oktober 1968.

Voogdij:

Wetsontwerp betreffende het beheer over effectendeposito's, boekjes en andere rekeningen op naam van minderjarigen.

Ingediend door de Regering, n° 603/1 van 24 februari 1970.

Amendementen van de Regering, n° 603/2 van 25 maart 1970.

Amendementen van de heer Saint-Remy, n° 603/3 van 14 april 1970.

Amendement van de Regering, n° 603/4 van 12 mei 1970.

Amendementen van de Regering, n° 603/5 van 24 juni 1970.

Verslaggever: Mevr. De Riemaecker-Legot.

Dieren:

Bescherming van dieren.

Wetsvoorstel waarbij het schieten van duiven wordt verboden.

Ingediend door de heer Gillet, n° 47/1 van 17 juli 1968.

Geneeskunst:

Wegnemen van organen:

Wetsvoorstel betreffende het wegnemen van organen post mortem.

Ingediend door de heer Cornet d'Elzuis, n° 248/1 van 16 januari 1969.

Amendement van de heer Duerinck, n° 248/2 van 24 maart 1970.

Handel en nijverheid:

Wapens en munitie:

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapenen en op de handel in munitie.

Ingediend door de heer Gillet, n° 38/1 van 11 juli 1968.

13 mei 1970. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor de Justitie.

Verslaggever: de heer Van Rompaey.

2. Wetsvoorstel tot regeling van het gebruik van vuur- en sportwapenen.

Ingediend door de heer Baudson, n° 504/1 van 30 oktober 1969.

13 mei 1970. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor de Justitie.

Verslaggever: de heer Van Rompaey.

3. Wetsontwerp op de wapens en munitie.

Ingediend door de Regering, n° 635/1 van 8 april 1970.

Amendement van de heer Gillet, n° 635/2 van 13 mei 1970.

13 mei 1970. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor de Justitie.

Amendementen van de heer Cornet d'Elzuis, n° 635/3 van 2 juni 1970.

Amendement van de heer Suykerbuyk, n° 635/4 van 16 juni 1970.

Amendementen van de heer Duerinck, n° 635/5 van 5 november 1970.

Amendementen van de heer Coulonvaux, n° 635/6 van 17 november 1970.

Amendementen van de heer Belmans, n° 635/7 van 30 november 1970.

Verslaggever: de heer Van Rompaey.

Handelsrecht:

Faillissement:

1. Wetsvoorstel tot herziening van Boek III van het Wetboek van Koophandel, betreffende het faillissement, de bankreuk en het uitstel van betaling.

Ingediend door de heer Michel, n° 229/1 van 7 januari 1969.

2. Wetsvoorstel tot invoering van een bevoorrechte schuldvoordeling ten voordele van de makelaars en tot wijziging van artikel 545 van het Wetboek van Koophandel.

Ingediend door de heer Boey, n° 687/1 van 21 mei 1970.

Handelsvennootschappen:

Wetsvoorstel tot aanvulling van het eerste artikel van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen.

Ingediend door de heer De Vlies, n° 199/1 van 10 december 1968.

Jeugd:

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1, tweede lid, van de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd.

Ingediend door de heer Cudell, n° 313/1 van 12 maart 1969.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd.

Ingediend door de heer Boey, n° 399/1 van 29 mei 1969.

Amendementen van de heer Claes (A.), n° 399/2 van 3 juni 1971.

Verslaggever: Mevr. De Riemaecker-Legot.

3. Wetsvoorstel tot oprichting van een « Nationaal Fonds voor sociale bescherming van de jeugd ».

Ingediend door Mevr. De Riemaecker-Legot, n° 611/1 van 5 maart 1970.

4. Wetsontwerp waarbij de toepassing van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming wordt uitgebreid tot minderjarigen wier ouders, voogden of personen die er de bewaring over hebben, in het buitenland verblijven en aldaar onder de Belgische militaire rechtsmacht vallen.

Ingediend door de Regering, n° 1065/1 van 29 juli 1971.

Leger:

Militair gerecht:

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 16 van de wet van 2 juli 1969 waarbij de wetten van 15 juni 1899 houdende titel II van het Wetboek van Strafrechtspleging voor het leger en van 15 juni 1935 betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken, werden gewijzigd.

Ingediend door de heren Mattheyssens en De Vlies, n° 1013/1 van 16 juni 1971.

Onteigening:

Wetsvoorstel waarbij, voor de personen tegen wie een onteigening ten algemenen nutte wordt vervolgd, de kosten voor technisch en rechtskundig advies ten laste van de Staat worden gelegd.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 114/1 van 22 oktober 1968.

Verslaggever: de heer Defraigne.

Rechterlijke inrichting:

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 790 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Leys, n° 299/1 van 27 februari 1969.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 1340 en 1341 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, betreffende de summier rechtspleging om betaling te bevelen. Ingediend door de heer Humblet, n° 414/1 van 10 juni 1969.
 3. Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling van artikel 1410 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek. Ingediend door de heer Verhenne, n° 485/1 van 14 oktober 1969. Verslaggever: de heer Van Rompaey.
 4. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 131, 8°, van de gemeentewet, gewijzigd door artikel 79, § 2, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, van artikel 69, 2°, van de provinciale wet, gewijzigd door artikel 79, § 1, van dezelfde wet van 14 februari 1961 en van artikel 49, § 2 en § 3, van artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek. Ingediend door de heer Charpentier, n° 576/1 van 4 februari 1970. Verslaggever: Van Lidth de Jeude.
 5. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 25 van de overgangsbepalingen die voortkomen in artikel 4 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek. Ingediend door de heer Coulonvaux, n° 669/1 van 30 april 1970. Verslaggever: de heer Van Lidth de Jeude.
 6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 728 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek. Ingediend door de heer Dequae, n° 742/1 van 1 juli 1970.
 7. Wetsvoorstel tot wijziging van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het getuigenverhoor. Ingediend door de heer Van Lidth de Jeude, n° 842/1 van 12 januari 1971.
 8. Wetsontwerp tot goedkeuring van de Europese overeenkomst houdende eenvormige wet inzake arbitrage, ondertekend te Straatsburg op 20 januari 1966, en tot invoering in het Gerechtelijk Wetboek van een zesde deel betreffende de arbitrage. Ingediend door de Regering, n° 988/1 van 19 mei 1971.
- Personeel :**
1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op de rechterlijke inrichting en van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek. Ingediend door de heer Van Lidth de Jeude, n° 32/1 van 10 juli 1968. Verslaggever: de heer Van Rompaey.
 2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, met het oog op de uitbreiding van het kader van de substituit-procureurs des Konings van de parketten van eerste aanleg. Ingediend door de heer Van Lidth de Jeude, n° 34/1 van 10 juli 1968.
 3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 december 1957, houdende herziening van het statuut van de griffiers van de rechterlijke macht en van het personeel van de griffies van hoven en rechtbanken. Ingediend door de heer Leys, n° 162/1 van 26 november 1968.
 4. Wetsvoorstel tot invoeging in het Gerechtelijk Wetboek van een artikel 258bis waardoor, onder de hoven van beroep, een billijke verdeling van de plaatsen van raadshere in en van advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie verzekerd wordt. Ingediend door de heer De Gryse, n° 261/1 van 29 januari 1969. Amendement van de heer Lindemans, n° 261/2 van 27 maart 1969. Advies van de Raad van State, n° 261/3 van 30 juni 1969. Amendement van de heer Defraigne, n° 261/4 van 15 april 1970. Verslaggever: de heer Mathys.
 5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10, hoofdstuk III, eerste Titel, van artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek. Ingediend door de heer Boeykens, n° 337/1 van 27 maart 1969. Verslaggever: de heer Laloux.
 6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juni 1899 houdende Titel II van het Wetboek van Militaire Strafvordering, gewijzigd bij de wet van 20 december 1968. Ingediend door de heer De Vlies, n° 436/1 van 24 juni 1969.
 7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 2, n° 12 van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek. Ingediend door de heer Duerinck, n° 835/1 van 18 december 1970.
 8. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en van het Wetboek van militaire straffordering. Ingediend door de heer Charpentier, n° 886/1 van 17 februari 1971. Amendement van de heer Havelange, n° 886/2 van 6 mei 1971. Amendement van de heer Deruelles (H.), n° 886/3 van 14 mei 1971. Amendement van de heer Charpentier, n° 886/4 van 17 juni 1971. Verslaggever: de heer Van Lidth de Jeude.

9. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 36 van de overgangsbepalingen van het Gerechtelijk Wetboek. Ingediend door de heer Duerinck, n° 968/1 van 4 mei 1971.
10. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en rechtbanken. Ingediend door de heer Charpentier, n° 994/1 van 27 mei 1971.
11. Wetsontwerp tot vaststelling van de formatie van de griffiers-hoofden van dienst van de rechtbanken van eerste aanleg. Ingediend door de Regering, n° 1029/1 van 24 juni 1971.

Talen :

- Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 36 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken. Ingediend door de heer Havelange, n° 451/1 van 26 juni 1969.

Wedden :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek. Ingediend door de heer Van Lidth de Jeude, n° 35/1 van 10 juli 1968. Amendementen van de heer Lindemans, n° 35/2 van 19 november 1968.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 wat betreft de jaarwedden van de griffiers van de militaire gerechten. Ingediend door de heer Charpentier, n° 180/1 van 28 november 1968.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 263, § 1, 2°, en 264, § 2, 2°, van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek. Ingediend door de heer Deruelles (H.), n° 293/1 van 20 februari 1969.

Spelen en weddenschappen :

- Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 24 oktober 1902 op het spel, aangevuld door de wet van 19 april 1963. Ingediend door de heer Raskin (E.), n° 402/1 van 3 juni 1969.

Strafrecht :

- Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 387 van het Strafwetboek. Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 878/1 van 10 februari 1971.

Diefstal :

1. Wetsvoorstel waarbij artikel 507 van het Strafwetboek wordt aangevuld met een bepaling tot bestraffing van de diefstal van een pand, gepleegd door de eigenaar van het in pand gegeven voorwerp. Ingediend door de heer Havelange, n° 382/1 van 14 mei 1969.
2. Wetsvoorstel tot aanvulling van Hoofdstuk I van Titel IX van het Strafwetboek, tot vaststelling van straffen tegen personen die onder bedreiging een luchtvaartuig hebben afgeleid. Ingediend door de heren Gillet en Defraigne, n° 724/1 van 17 juni 1970.

Maatschappelijk onaangepasten :

- Wetsontwerp betreffende de maatschappelijk onaangepasten. Ingediend door de Regering, n° 1014/1 van 17 juni 1971. Verslaggever: de heer Van Rompaey.

Misbruik :

- Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 185, 186, 187 en 228 van het Strafwetboek en tot invoeging in dat wetboek van een artikel 184bis. Ingediend door de Regering, n° 857/1 van 20 augustus 1964. Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 16 april 1965. De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 29 juni 1966. Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968. De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 december 1968.

Onvrijwillige doding :

- Wetsvoorstel betreffende het invoeren van de waarschuwingsverplichting bij gevallen van dreigend ernstig gevaar. Ingediend door de heer Geldolf, n° 361/1 van 22 april 1969.

Overtredingen :

1. Wetsvoorstel betreffende de lawaaibestrijding. Ingediend door de heer Gillet, n° 126/1 van 23 oktober 1968.
2. Wetsvoorstel tot bestrijding van het lawaai. Ingediend door de heer Coppieters, n° 761/1 van 13 oktober 1970.

Slagen en verwondingen :

Wetsvoorstel tot regeling van de door de Staat uit te keren vergoeding aan de slachtoffers van geweldpleging.
 Ingediend door de heer Glinne, n° 276/1 van 11 februari 1969.
 Amendementen van de heer Defraigne, n° 276/2 van 20 februari 1969.
 Verslaggever : de heer Baudson.

Strafrechterlijke geldboeten :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimes op de strafrechterlijke geldboeten, ter aanpassing van het bedrag der geldboeten aan de bestaansmiddelen van de veroordeelden.
 Ingediend door de Regering, n° 592/1 van 17 februari 1970.
 Amendementen van de heer Charpentier, n° 592/2 van 1 april 1970.
 Verslaggever : de heer Mathys.

Veiligheid van de Staat :

1. Wetsvoorstel tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden.
 Ingediend door de heer Glinne, n° 22/1 van 2 juli 1968.
 Amendementen van de Regering, n° 22/2 van 25 mei 1970.
 Verslaggever : de heer Van Lidth de Jeude.

2. Wetsvoorstel op de separatistische drijfverien.
 Ingediend door de heer Gillet, n° 65/1 van 18 juli 1968.

Veiligheid van de Staat (vreemd leger) :

Wetsontwerp betreffende diensten bij een leger- of troepenmacht die zich op het grondgebied van een vreemde Staat bevindt.
 Ingediend door de Regering, n° 478/1 van 14 november 1967.
 Amendementen van de heer Sainttraint, n° 478/2 van 4 december 1967.
 Amendementen van de heer Glinne, n° 478/3 van 5 december 1967.
 Verslag van de heer Lindemans, n° 478/4 van 20 december 1967.
 Amendementen van de heer Le Grève, n° 478/5 van 8 januari 1968.
 Amendementen van de heer Glinne, n° 478/6 van 8 januari 1968.
 Amendement van de Regering, n° 478/7 van 9 januari 1968.
 Amendementen van : 1° de heer Defraigne; 2° de heer Pierson, n° 478/8 van 16 januari 1968.
 Subamendement van de heer Glinne, n° 478/9 van 24 januari 1968.
 Aanvullend verslag van de heer Lindemans, n° 478/10 van 31 januari 1968.
 Amendementen van de heer Le Grève, n° 478/11 van 31 januari 1968.
 Amendement van de heer Sainttraint, n° 478/12 van 5 februari 1968.
 Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.
 De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 december 1968.

Strafvordering :

1. Wetsontwerp betreffende de strafregisters.
 Ingediend door de Regering, n° 1046/1 van 12 april 1965.
 Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 16 april 1965.
 De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 29 juni 1966.
 Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.
 De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 december 1968.
 2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 187 van het Wetboek van Strafvordering.
 Ingediend door de heer Defraigne, n° 667/1 van 30 april 1970.
 3. Wetsvoorstel tot verlenging van de termijnen van dagvaarding en van de voorzieningstermijnen in strafzaken.
 Ingediend door de heer Charpentier, n° 727/1 van 23 juni 1970.
 Amendement van de heer Coulonvaux, n° 727/2 van 5 november 1970.
 Amendementen van de heer Lindemans, n° 727/3 van 10 november 1970.
 Amendement van de heer Defraigne, n° 727/4 van 4 februari 1971.
 Verslaggever : de heer Saint-Remy.
 4. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 180'er van het Wetboek van Strafvordering.
 Ingediend door de heer Charpentier, n° 944/1 van 24 maart 1971.
 Verslaggever : de heer Van Lidth de Jeude.

Verzekeringen :

1. Wetsvoorstel betreffende de contracten van levensverzekering voor het schuldsaldo van hypothecaire leningen.
 Ingediend door de heer Levaux, n° 703/1 van 2 juni 1970.
 2. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 11 juni 1874 op de verzekeringen, titel X, 1° Boek van het Handelswetboek.
 Ingediend door de heer Charpentier, n° 806/1 van 2 december 1970.

Wegverkeer :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 24 van het koninklijk besluit van 4 mei 1965 betreffende de gerechtelijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht om een motorrijtuig te besturen, de formaliteiten tot uitwerking en de examens tot herkrijging van dit recht.
 Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 710/1 van 3 juni 1970.

Wetgevende Kamers :

Controle :
 Wetsvoorstel tot instelling van een ambt van parlementaire procureur belast met het toezicht op de gelijke behandeling van man en vrouw in het openbare leven.
 Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 997/1 van 1 juni 1971.

COMMISSIE VOOR DE LANDBOUW.**Burgerlijk recht :****Landpacht :**

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel III van de wet van 4 november 1969 tot wijziging van de pachtwetgeving en van de wetgeving betreffende het recht van voorkoop ten gunste van huurders van landeigendommen.
 Ingediend door de heer Defraigne, n° 705/1 van 2 juni 1970.
 Amendement van de heer Lindemans, n° 705/2 van 23 juni 1970.

Jacht :

1. Wetsvoorstel tot vaststelling van een minimum als aaneengesloten oppervlakte voor de gronden waarop het jachtrecht mag worden uitgeoefend.
 Ingediend door de heer Pede, n° 96/1 van 22 oktober 1968.
 2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1961 tot regeling van het herstel der door grof wild aangerichte schade.
 Ingediend door de heer Michel, n° 198/1 van 10 december 1968.
 Verslaggever : de heer Humblet.
 3. Wetsvoorstel tot wijziging van de jachtwet van 28 februari 1882.
 Ingediend door de heer Gillet, n° 311/1 van 11 maart 1969.
 Amendement van de heer Vandamme (F.), n° 311/2 van 2 juni 1970.

Landbouw :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 april 1965 houdende de instelling van een saneringsfonds voor de landbouw.
 Ingediend door Mej. G. Devos, n° 559/1 van 13 januari 1970.
 2. Wetsvoorstel betreffende het onverdeelbaar landbouwbedrijf.
 Ingediend door de heer Lindemans, n° 580/1 van 10 februari 1970.
 3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 december 1938 betreffende de oprichting van een Nationale Dienst voor de afzet van landbouw- en tuinbouwprodukten.
 Ingediend door de heer Baeskens, n° 848/1 van 21 januari 1971.
 4. Wetsvoorstel betreffende de ruilverkaveling bij overeenkomst.
 Ingediend door de heer Dewulf, n° 877/1 van 10 februari 1971.

Boswetboek :

Wetsvoorstel tot wijziging van het Boswetboek.
 Ingediend door de heer Nothomb, n° 684/1 van 20 mei 1970.
 Amendementen van de heer Cornet d'Elzuis, n° 684/2 van 11 juni 1970.
 Verslaggever : Mej. G. Devos.

Onteigening :

Wetsvoorstel tot toekenning van een buitengewone tegemoetkoming aan landbouwers die, tengevolge van onteigening ten algemene nutte, met moeilijkheden te kampen hebben.
 Ingediend door de heer Picron, n° 164/1 van 26 november 1968.

COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING.

Eervolle onderscheidingen :

Wetsontwerp betreffende het dragen van eervolle onderscheidingen wegens oorlogsfeiten, door de moeders en de weduwen van voor België gestorven personen.
 Ingediend door de Regering, n° 505/1 van 12 december 1967.
 Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.
 De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 december 1968.

Leger :*Militair gerecht :*

1. Wetsvoorstel tot afschaffing van de krijgsrechtelijke cachotstraf.
 Ingediend door de heer Poswick, n° 595/1 van 19 februari 1970.
 Verslaggever : de heer Van Dessel.
2. Wetsvoorstel tot afschaffing van de krijgstuchtelijke cachotstraf.
 Ingediend door de heer Poswick, n° 865/1 van 4 februari 1971.

Militaire school :

Wetsvoorstel tot wijziging van de naam van de Koninklijke Militaire School.
 Ingediend door de heer Mattheyssens, n° 202/1 van 11 december 1968.
 Verslaggever : Mej. G. Devos.

Talen :

Wetsvoorstel tot erkenning van het Duits als derde landstaal voor het gebruik van de talen in het leger.
 Ingediend door de heer Schyns, n° 999/1 van 3 juni 1971.

Onderwijs :*Hoger onderwijs :*

Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de toekenning der academische graden en het programma der universitaire examens.
 Ingediend door de heer De Vlies, n° 704/1 van 2 juni 1970.
 29 juni 1971. — Verzonden naar de Verenigde Commissies van Landsverdediging en Nationale Opvoeding.
 Amendementen van de heer De Vlies, n° 704/2 van 7 juli 1971.

Oorlog :*Weerstand :*

Wetsvoorstel betreffende de erkenning als gewapend weerstand van de leden van laattijdig erkende weerstandgroeperingen.
 Ingediend door de heer Tanghe, n° 456/1 van 27 juni 1969.
 Verslaggever : de heer Van Dessel.

COMMISSIE VOOR DE MIDDENSTAND.

Beroepen :*Architecten :*

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juni 1963 betreffende de instelling van een Orde van architecten.
 Ingediend door de heer Van Rompacy, n° 161/1 van 26 november 1968.
2. Wetsvoorstel betreffende de verkiezing van de leden van de raad van de Orde van architecten in de provincie Antwerpen.
 Ingediend door de heer Posson, n° 903/1 van 24 februari 1971.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 februari 1939 gewijzigd door die van 12 juni 1969 betreffende de bescherming van de titel en het beroep van architect.
 Ingediend door de heer Glinne, n° 927/1 van 10 maart 1971.

Belastingsconsulenten :

Wetsvoorstel tot instelling van een Orde van belastingsconsulenten.
 Ingediend door de heer Baeskens, n° 484/1 van 14 oktober 1969.
 Amendementen van de heer De Facq, n° 484/2 van 27 januari 1970.

Consulent van kleine en middelgrote ondernemingen :

Wetsvoorstel op de bescherming van de titel van consulent van kleine en middelgrote ondernemingen.
 Ingediend door de heer d'Alcantara, n° 540/1 van 11 december 1969.

Landmeters-experts :

1. Wetsvoorstel betreffende de bescherming van de titel van meetkundige-schatteur van onroerende goederen.
 Ingediend door de heer Grootjans, n° 212/1 van 19 december 1968.
2. Wetsvoorstel houdende oprichting van een orde van landmeters-experts van onroerende goederen.
 Ingediend door de heer Van Herreweghe, n° 387/1 van 20 mei 1969.

Handel en Nijverheid :*Alleenverkoop :*

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juli 1961 betreffende eenzijdige beëindiging van de voor onbepaalde tijd verleende concessies van alleenverkoop.
 Ingediend door de heer Cudell, n° 298/1 van 26 februari 1969.

Kleinhandel :

Wetsvoorstel betreffende de handelspraktijken en de bescherming van de verbruiker.
 Ingediend door de heren Vernimmen en D'haeseleer, n° 452/1 van 26 juni 1969.
 Amendement van de heer Gendebien, n° 452/2 van 21 augustus 1969.
 30 oktober 1969. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Economische Zaken en de Middenstand.

Krediet :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 mei 1959 tot verruiming van de mogelijkheden inzake de beroeps- en aanbestedingskredietverlening aan de middenstand, gewijzigd door het koninklijk besluit n° 31 van 5 juli 1967.
 Ingediend door de heer Goeman (E.), n° 597/1 van 19 februari 1970.

Makelaars in onroerende goederen :

Wetsvoorstel tot regeling van het beroep van makelaars in onroerende goederen en van expert-adviseur in onroerende goederen.
 Ingediend door de heer d'Alcantara, n° 260/1 van 28 januari 1969.
 Amendementen van de heer Jeunehomme, n° 260/2 van 4 juni 1970.
 Amendementen van de heer Van Herreweghe, n° 260/3 van 10 maart 1971.
 Verslaggever : de heer Suykerbuyk.

Organisatie van de economie :

Wetsvoorstel betreffende het Saneringsfonds voor de Middenstand.
 Ingediend door de heer Baeskens, n° 888/1 van 17 februari 1971.
 Amendement van de heer Suykerbuyk, n° 888/2 van 16 juni 1971.

Sociale verzekeringen :*Ouderdom en vroegtijdige dood :*

1. Wetsvoorstel tot verscepelng van de bewijsvoering der loopbaan in het raam van de pensioenwetgeving voor zelfstandigen.
 Ingediend door de heer Van Herreweghe, n° 183/1 van 4 december 1968.
2. Wetsvoorstel tot instelling van een nationaal pensioen voor alle werknemers.
 Ingediend door de heer Gillet, n° 189/1 van 5 december 1968.
 15 april 1969. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Sociale Voorzorg en voor de Middenstand.
 Amendementen van de heer Gillet, n° 189/2 van 2 maart 1971.
 Verslaggever : Mevr. Mabille-Leblanc.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van wat ten aanzien het bewijs van de beroepsbezigheid van de helpers bepaald is in artikel 15 van het koninklijk besluit van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.
 Ingediend door de heer Nothomb, n° 377/1 van 13 mei 1969.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.
 Ingediend door de heer Goeman (E.), n° 591/1 van 17 februari 1970.

COMMISSIE VOOR DE NATIONALE OPVOEDING.

Onderwijs :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de Nationale Raad voor het Rijksonderwijs.
Ingediend door de heer Grootjans, n° 63/1 van 18 juli 1968.
Verslaggever : de heer Sprockeels.
 2. Wetsvoorstel betreffende de organisatie van het secundair onderwijs en de bevordering van het onderwijs in het algemeen.
Ingediend door de heer Grootjans, n° 105/1 van 22 oktober 1968.
 3. Wetsvoorstel tot regeling van het onderwijs in de tehuizen voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben.
Ingediend door de heer Grootjans, n° 106/1 van 22 oktober 1968.
 4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5 van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het Rijksonderwijs.
Ingediend door de heer Grootjans, n° 230/1 van 7 januari 1969.
Verslaggever : de heer Claes (A.).
 5. Wetsvoorstel tot invoering van de vijfdaagse schoolweek met vrijaf op zaterdag.
Ingediend door de heer D'haeseleer, n° 327/1 van 26 maart 1969.
 6. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.
Ingediend door de heer Moulin, n° 397/1 van 27 mei 1969.
 7. Wetsvoorstel houdende overgangsmaatregelen met betrekking tot de toelating tot de stage en benoeming van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor het kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen.
Ingediend door de heer Grootjans, n° 447/1 van 25 juni 1969.
 8. Wetsvoorstel tot wijziging van § 2 van artikel 8 van de wet van 29 mei 1959, het zogenoemde « Schoolpakt ».
Ingediend door de heer Vandamme (R.), n° 539/1 van 11 december 1969.
Verslaggever : de heer Magnée.
 9. Wetsvoorstel tot oprichting van een Koninklijk Commissariaat voor de onderwijshervorming.
Ingediend door de heer Grootjans, n° 575/1 van 4 februari 1970.
Verslaggever : de heer Denis.
 10. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs en tot vrijwaring van de verkregen rechten van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst-, en normaalonderwijs van het Rijk.
Ingediend door de heren De Clercq (W.) en Grootjans, n° 784/1 van 4 november 1970.
Verslaggever : de heer Claes (A.).
 11. Wetsvoorstel ertoe strekkende de uitbouw van het Nederlandstalig onderwijs in het arrondissement Brussel-Hoofdstad op een vlugge manier tot stand te brengen.
Ingediend door de heer Grootjans, n° 857/1 van 27 januari 1971.
 12. Wetsvoorstel tot wijziging van de koninklijke besluiten van 15 april 1958 en 10 maart 1965, houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.
Ingediend door de heer Coppieters, n° 901/1 van 23 februari 1971.
Verslaggever : de heer Verduyn.
 13. Wetsvoorstel tot wijziging van de koninklijke besluiten van 15 april 1958 en 10 maart 1965, houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.
Ingediend door de heer De Clercq n° 923/1 van 9 maart 1971.
- Buitengewoon onderwijs :*
- Wetsvoorstel op het buitengewoon onderwijs.
Ingediend door de heer Grootjans, n° 107/1 van 22 oktober 1968.

Hoger onderwijs :

1. Wetsvoorstel op het wetenschappelijk onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek.
Ingediend door de heer Coppieters, n° 143/1 van 12 november 1968.
 2. Wetsvoorstel tot het regelen van de studien van technisch ingenieur en tot vaststelling van de voorwaarden, vereist om deze graad te behalen.
Ingediend door de heer Coppieters, n° 144/1 van 12 november 1968.
 3. Wetsvoorstel houdende regeling van de studien en het diploma van technisch ingenieur en instelling van de graad van geaggregeerde voor het hoger technisch onderwijs en regeling van het diploma ervan.
Ingediend door de heer Henckens, n° 177/1 van 28 november 1968.
 4. Wetsvoorstel tot beperking van de uitbreiding der schoolnetten voor wat het niet-universitair hoger onderwijs betreft.
Ingediend door de heer Coppieters, n° 214/1 van 19 december 1968.
 5. Wetsvoorstel tot invoering van de graad en het diploma van industrie-ingenieur.
Ingediend door de heer Delforge, n° 226/1 van 7 januari 1969.
 6. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet betreffende de inrichting van het hoger onderwijs in de Rijksuniversiteiten.
Ingediend door de heer Denis, n° 339/1 van 27 maart 1969.
 7. Wetsvoorstel houdende machtiging tot het nemen van tijdelijke maatregelen ten gunste van sommige leden van het administratief, het gespecialiseerd, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van het Rijksuniversitair Centrum te Antwerpen.
Ingediend door de heer Grootjans, n° 403/1 van 3 juni 1969.
Verslaggever : de heer Delforge.
 8. Wetsontwerp instellende de graad van industrieel ingenieur en de graad van industrieel conducteur.
Ingediend door de Regering, n° 616/1 van 12 maart 1970.
Amendementen van de heer Delforge, n° 616/2 van 21 mei 1970.
Amendementen van de heer Delforge, n° 616/3 van 2 juni 1970.
Amendementen van : 1° de heer De Seranno; 2° de heer Lamers, n° 616/4 van 4 juni 1970.
Amendementen van de heer Dequae, n° 616/5 van 30 juni 1970.
Amendementen van de Regering, n° 616/6 van 18 december 1970.
Amendementen van 1° de heer Delforge; 2° de heer Coppieters; 3° de heer Michel, n° 616/7 van 11 januari 1971.
12 januari 1971. — Verwijzing naar de subcommissie van de Commissie voor de Nationale Opvoeding.
Amendementen van 1° de heer Coppieters; 2° de heer Hurez; 3° de heer De Seranno, n° 616/8 van 19 januari 1971.
Amendementen van 1° de heer Knoops; 2° de heer Van Raemdonck, n° 616/9 van 23 februari 1971.
Amendementen van Mevr. Groessers-Schroyens, n° 616/10 van 25 februari 1971.
Amendement van de heer Delforge, n° 616/11 van 26 maart 1971.
Amendementen van de heer Knoops, n° 616/12 van 20 april 1971.
 9. Wetsontwerp tot aanvulling, wat betreft de overgangsbepalingen, van de wet van 9 april 1965 houdende diverse maatregelen voor de universitaire expansie.
Ingediend door de Regering, n° 1050/1 van 6 juli 1971.
- Lager onderwijs (leerplicht) :*
1. Wetsvoorstel betreffende de verlenging van de leerplicht.
Ingediend door de heer Grootjans, n° 64/1 van 18 juli 1968.
 2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 oktober 1966 tot vaststelling van de schoolbevolkingsnormen in de kleuter- en lagere scholen.
Ingediend door Mevr. Copée-Gerbinet, n° 705/1 van 2 juni 1970.
- Talen :*
1. Wetsvoorstel houdende taalreling in de inrichtingen voor kinderopas.
Ingediend door de heer Coppieters, n° 17/1 van 26 juni 1968.
 2. Wetsvoorstel waarbij de scholen van het Franse taalstelsel der zes gemeenten « met faciliteiten » worden gevoegd bij de taalinspectie van Brussel-Hoofdstad en bij de Franse afdeling van het Ministerie van Nationale Opvoeding.
Ingediend door de heer Boon, n° 171/1 van 27 november 1968.
 3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1932 houdende taalregeling in het lager en middelbaar onderwijs, van de wet van 8 november 1962 tot wijziging van provincie-, arrondissements- en gemeentegreuzen en van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs.
Ingediend door de heer Raskin (E.), n° 228/1 van 7 januari 1969.

4. Wetsvoorstel tot toekenning van een vergoeding voor de kennis van de tweede taal aan de leden van het bestuurs-, onderwijs- of administratief personeel van bepaalde in het arrondissement Verviers gevestigde onderwijsinrichtingen.
Ingediend door de heer Schyns, n° 258/1 van 28 januari 1969.
Verslaggever : de heer Magnée.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs en ertoe strekkende aan het gezinshoofd in het arrondissement Brussel-Hoofdstad de vrije keuze te laten tussen het eentalige en het tweetalige onderwijs.
Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 340/1 van 27 maart 1969.
6. Wetsvoorstel betreffende het taalstelsel in de voorschoolse inrichtingen van het arrondissement Brussel-Hoofdstad.
Ingediend door de heer Lindemans, n° 664/1 van 29 april 1970.
7. Wetsvoorstel waarbij de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs wordt gewijzigd ten einde in het secundair onderwijs bijzondere maatregelen in te voeren voor het Duitstalige gebied.
Ingediend door de heer Schyns, n° 697/1 van 27 mei 1970.

Openbare Werken :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 april 1958 tot oprichting van een Fonds voor schoolgebouwen en gebouwen in

schoolverband van het Rijk, een Fonds voor hogeronderwijsgebouwen en studentenverblijven van het Rijk.
Ingediend door de heer Grootjans, n° 448/1 van 25 juni 1969.
Verslaggever : de heer Swaelen.

Publiek recht :

Onverenigbaarheden :

Wetsvoorstel houdende vaststelling van de rechtspositie van het onderwijzend personeel dat een parlementair mandaat uitoefent.
Ingediend door de heer Van Raemdonck, n° 1012/1 van 15 juni 1971.

Vervoer :

Auto's :

Wetsontwerp houdende tussenkomst van de Staat in de vervoerkosten van de leerlingen woonachtig in het arrondissement Brussel-Hoofdstad en er ingeschreven in de kleuterscholen en in de lagere scholen.

Ingediend door de Regering, n° 975/1 van 10 mei 1971.

Verslaggever : de heer Swaelen.

COMMISSIE VOOR DE OPENBARE WERKEN.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

Wetsvoorstel betreffende het aanbrengen van artistieke versieringen in gebouwen van openbaar nut.
Ingediend door de heer Baudson, n° 578/1 van 10 februari 1970.

Energie :

Electriciteit, gas, enz.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 13 van de wet van 10 maart 1925 op de electriciteitsvoorziening, van het enig artikel van de wet van 17 januari 1938 tot regeling van het gebruik door de openbare besturen, de verenigingen van gemeenten en de concessiehouders van openbare diensten of van diensten van openbaar nut, van de openbare domeinen van de Staat, van de provincien en van de gemeenten, voor het aanleggen en het onderhouden van leidingen en inzonderheid van gas- en waterleidingen, en van artikel 9 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige produkten en andere door middel van leidingen.

Ingediend door de heer Eneman, n° 312/1 van 12 maart 1969.

Verslaggever : de heer Mottard.

Oorlog :

Oorlogsschade :

Wetsvoorstel tot invoering van een nieuw artikel 5bis in de op 30 januari 1954 gecoördineerde wetten betreffende de herstelling der oorlogsschade aan private goederen.
Ingediend door de heer Schyns, n° 121/1 van 22 oktober 1968

Openbare Werken :

Havens :

Wetsvoorstel tot instelling van een Havenfonds 1970-1980.
Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 501/1 van 30 oktober 1969.

Stedebouw :

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 58 en inlassing van een artikel 58bis in de wet van 29 maart 1962, houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en stedebouw.
Ingediend door de heer Coucke, n° 21/1 van 2 juli 1968.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 17 van de wet van 29 maart 1962, houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw.
Ingediend door de heer Duerinck, n° 813/1 van 10 december 1970.

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE VOORZORG.

Arbeid :

Verlof :

Wetsvoorstel tot wijziging van het besluit van de Regent van 22 juni 1948 houdende toekenning van kosteloze reiskaarten voor de jaarlijkse verlofdagen van mijnwerkers en van het koninklijk besluit van 28 juni 1967 houdende bepaling van de speciale modaliteiten om op de mijnwerkers en gelijkgestelden de wetgeving betreffende de jaarlijkse vakantie van de loonarbeiders toe te passen.
Ingediend door de heer Raskin (E.), n° 665/1 van 29 april 1970.

Kinderbijslag :

1. Wetsvoorstel betreffende de kinderbijslag en het kraamgeld.
Ingediend door de heer Brouhon, n° 140/1 van 12 november 1968.
2. Wetsvoorstel tot toekenning van gezinsuitkeringen voor kinderen wier vader wettig onbekend is.
Ingediend door Mevr. Copée-Gerbinet, n° 204/1 van 12 december 1968.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van het organiek koninklijk besluit van 22 december 1938 voorzien bij de wet van 10 juni 1937 houdende uitbreiding van de kindertoeslagen tot de werkgevers en tot de niet-loontrekkende arbeiders.
Ingediend door de heer Claeys, n° 386/1 van 20 mei 1969.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 maart 1965 betreffende de kinderbijslag voor bepaalde categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel.
Ingediend door de heer Vansteenkiste, n° 426/1 van 19 juni 1969.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 62 van de samengevoegde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.
Ingediend door de heer Duerinck, n° 521/1 van 25 november 1969.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslagen.
Ingediend door de heer Baudson, n° 891/1 van 23 februari 1971.

7. Wetsvoorstel tot toekenning van kinderbijslag aan het jong meisje-huishoudster tot 25 jaar.
Ingediend door de heer Peeters, n° 954/1 van 31 maart 1971.

Openbare onderstand :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 68 van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand ten einde het principe van het sociaal bestaansminimum in te voeren.
Ingediend door de heer Gillet, n° 14/1 van 25 juni 1968.
Amendement van de heer Gillet, n° 14/2 van 4 december 1968.

Sociale verzekeringen :*Arbeidsongevallen :*

Wetsvoorstel betreffende het uitbetalen van de lijfrenten in kapitaal ten gevolge van arbeidsongevallen.
 Ingediend door de heer Defraigne, n° 13/1 van 25 juni 1968.

Beroepsziekten :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 december 1963 betreffende de schadeloosstelling voor en de voorkoming van beroepsziekten.
 Ingediend door de heer Anciaux, n° 150/1 van 12 november 1968.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de op 3 juni 1970 gecoördineerde wetten betreffende de schadeloosstelling voor en de voorkoming van beroepsziekten.
 Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 907/1 van 6 mei 1971.

Gehandicapten :

1. Wetsvoorstel tot instelling van vakantiegeld ten behoeve van de gebrekkigen en verminkten die ten minste voor 66 % blijvend arbeidsongeschikt zijn.
 Ingediend door Mevr. Copée-Gerbinet, n° 295/1 van 25 februari 1969.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende het speciaal onderstandfonds en houdende inzonderheid uitbreiding tot de ten huize gesekwestreerde geesteszieke kinderen van de voordelen van de wetgeving betreffende de gebrekkigen en verminkten.
 Ingediend door de heer Goemans (H.), n° 364/1 van 29 april 1969.
3. Wetsvoorstel betreffende de sociale zekerheid van de in beschutte werkplaatsen te werk gestelde werknemers.
 Ingediend door de heer Schyns, n° 598/1 van 19 februari 1970.
4. Wetsvoorstel tot wijziging ten gunste van de zwaar gehandicapten van de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen.
 Ingediend door de heer De Keersmaeker, n° 843/1 van 12 januari 1971.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen.
 Ingediend door de heer Gillet, n° 945/1 van 24 maart 1971.

Maatschappelijke Zekerheid :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.
 Ingediend door de heer Verhenne, n° 614/1 van 10 maart 1970.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het recht op de voordelen van de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en arbeidsters die om gezinsredenen gedwongen zijn de uitoefening van hun beroep als werknemer tijdelijk te onderbreken.

Ingediend door Mevr. Copée-Gerbinet, n° 707/1 van 2 juni 1970.
 Verslaggever : de heer De Mey.

3. Wetsvoorstel ter bescherming van het verworven recht op de voordelen van de maatschappelijke zekerheid voor de moeder die tijdelijk ophoudt onderworpen te zijn aan de maatschappelijke zekerheid.

Ingediend door Mevr. Verlact-Gevaert, n° 836/1 van 18 december 1970.

Verslaggever : de heer De Mey.

Ouderdom en vroegtijdige dood :

1. Wetsvoorstel tot verhoging van het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

Ingediend door de heer Hicquet, n° 12/1 van 25 juni 1968.

Amendementen van de heer Hicquet, n° 12/2 van 14 april 1970.

Verslaggever : de heer Demets.

2. Wetsvoorstel waarbij uitoefening van een beroepsbezigheid wordt toegestaan aan alle personen die een ouderdoms- of overlevingspensioen genieten.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 118/1 van 22 oktober 1968.

3. Wetsvoorstel waarbij aan de gepensioneerden volledige arbeidsvrijheid wordt toegekend.

Ingediend door de heer Lefebvre (R.), n° 155/1 van 20 november 1968.

Amendementen van de heer Gillet, n° 155/2 van 24 maart 1970.

Verslaggever : de heer Defraigne.

4. Wetsvoorstel tot instelling van een nationaal pensioen voor alle werknemers.

Ingediend door de heer Gillet, n° 189/1 van 5 december 1968.

15 april 1969. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Sociale Voorzorg en voor de Middenstand,

Amendementen van de heer Gillet, n° 189/2 van 2 maart 1971.

Verslaggever : Mevr. Mabilie-Leblanc.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 april 1969 houdende instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

Ingediend door de heer Boey, n° 1028/1 van 24 juni 1971.

COMMISSIE VOOR DE TEWERKSTELLING EN DE ARBEID.**Arbeid :**

Wetsvoorstel tot instelling van een verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat.

Ingediend door de heer Schyns, n° 694/1 van 26 mei 1970.

8 december 1970. — Voor advies verzonden naar de Commissies voor de Binnenlandse Zaken (verslaggever : de heer Coucke) en voor de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt (verslaggever : de heer Henckens).

Arbeidsovereenkomst :

Wetsvoorstel betreffende de deelneming aan de vergaderingen van de gemeente- en provincieraden en van de commissies van openbare onderstand.

Ingediend door de heer De Facq, n° 627/1 van 24 maart 1970.

Duur van de arbeid :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juli 1964 betreffende de arbeidsduur in de openbare en particuliere sectoren van 's lands bedrijfsleven.

Ingediend door de heer Levaux, n° 794/1 van 19 november 1970.

Lonen :

1. Wetsvoorstel waarbij gelijke beloning van mannen en vrouwen algemeen verplicht wordt gemaakt.

Ingediend door de heer Couteau, n° 172/1 van 27 november 1968.

2. Wetsvoorstel tot invoering van gelijke beloning van mannelijke en vrouwelijke werknemers.

Ingediend door Mevr. Copée-Gerbinet, n° 210/1 van 18 december 1968.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

Ingediend door de heer Baudson, n° 890/1 van 23 februari 1971.

Verlof :

Wetsvoorstel houdende toekenning van een bijzonder verlof wegens borstvoeding aan de werknemers.

Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 961/1 van 20 april 1971.

Handel en nijverheid :*Sluiting van ondernemingen :*

Wetsvoorstel ter verzekering van de wedertewerkstelling der werknemers van de mijnen en industriële ondernemingen ten einde de werkgelegenheid op peil te houden.

Ingediend door de heer Couteau, n° 156/1 van 20 november 1968.

Onderwijs :*Beroepsonderwijs :*

Wetsvoorstel waarbij de jonge werknemers in staat gesteld worden tijdens de normale werkuren de leergangen van het onderwijs met beperkt leerplan te volgen en waarbij hun bezoldiging gedurende die tijd wordt geregeld.

Ingediend door de heer Baudson, n° 142/1 van 12 november 1968.

Openbare besturen :*Talen :*

Wetsvoorstel tot wijziging van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming.

Ingediend door de heer Lindemans, n° 205/1 van 12 december 1968.

Sociale verzekeringen :*Gehandicapten :*

1. Wetsvoorstel tot economische en sociale integratie van de minder-validen.
Ingediend door de heer Coppieters, n° 294/1 van 25 februari 1969.
2. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 25 van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen.
Ingediend door de heer Schyns, n° 1042/1 van 2 juli 1971.

Werkloosheid :

1. Wetsvoorstel tot toekenning van dezelfde werkloosheidsuitkeringen aan werkloze vrouwen als aan mannelijke werklozen.
Ingediend door Mevr. Copée-Gerbinet, n° 113/1 van 22 oktober 1968.
2. Wetsvoorstel op het verlenen van aanspraak op werkloosheidsuitkeringen aan bepaalde categorieën van landbouwers.
Ingediend door de heer Picron, n° 163/1 van 26 november 1968.

**COMMISSIE VOOR HET VERKEERSWEZEN, DE POSTERIJEN,
DE TELEGRAFIE EN DE TELEFONIE.**

Arbeid :*Hygiëne en veiligheid der arbeiders :*

- Wetsvoorstel tot invoering van een verplichting om een afscherming aan te brengen ter beveiliging van de bestuurders van taxi-voertuigen.
Ingediend door de heer Boey, n° 184/1 van 4 december 1968.
Verslaggever : de heer Coucke.

Radio-omroep :

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 januari 1960 betreffende de taksen op de toestellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen.
Ingediend door de heer Michel, n° 187/1 van 4 december 1968.

Sociale verzekeringen :*Ouderdom en vroegtijdige dood :*

- Wetsvoorstel tot verlening aan de gepensioneerden van 50 % reductie op de netten van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen.
Ingediend door de heer Gillet, n° 236/1 van 9 januari 1969.

Vervoer :*Luchtvaart :*

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juni 1937, houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling van de luchtvaart.
Ingediend door de heer De Vlies, n° 359/1 van 16 april 1969.

Volksgezondheid :

- Wetsvoorstel betreffende de luchtverontreiniging veroorzaakt door uitlaatgassen van autovoertuigen.
Ingediend door de heer Goemans (H.), n° 639/1 van 14 april 1970.

Zeewezen :*Zeevissers :*

- Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 november 1961, houdende toekenning van een premie voor het slopen van vissersvaartuigen.
Ingediend door de heer Claeys, n° 729/1 van 20 juni 1970.
Verslaggever : de heer Coucke.

COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID EN HET GEZIN.

Beroepen :*Tandprothesist :*

- Wetsvoorstel tot instelling van de titel van tandprothesist.
Ingediend door de heer Geldolf, n° 149/1 van 12 november 1968.

Geneeskunst :

- Wetsvoorstel tot aanvulling van de bepalingen betreffende de geneeskunst die verband houden met de officina's.
Ingediend door de heer Michel, n° 486/1 van 14 oktober 1969.
Amendementen van de heer De Vlies, n° 486/2 van 3 november 1969.

Oorlog :*Krijgsgevangenen. — Politieke gevangenen :*

- Wetsontwerp tot wijziging van de wetten betreffende het statuut van de politieke gevangenen en hun rechthebbenden, gecoördineerd op 16 oktober 1954, en tot vaststelling, voor bepaalde categorieën van krijgsgevangenen, van de toekenningsmodaliteiten van het pensioen bedoeld in artikel 7, vijfde lid, van de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen.
Ingediend door de Regering, n° 479/1 van 25 september 1969.
Verslaggever : de heer Nazé.

Burgerlijke oorlogsslachtoffers :

- Wetsvoorstel tot invoering van een statuut van de onder dwang bij de Wehrmacht ingelijfd.

Ingediend door de heer Schyns, n° 57/1 van 18 juli 1968.

Vluchtelingen en geëvacueerden :

- Wetsvoorstel tot instelling van een statuut der uitgewekenen.
Ingediend door Mevr. Copée-Gerbinet, n° 257/1 van 23 januari 1969.

Openbare besturen :

- Wetsvoorstel tot invoering van een nationale voorrangkaart voor bejaarden.
Ingediend door de heer Gillet, n° 493/1 van 21 oktober 1969.

Openbare onderstand :

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 2 april 1965 tot wijziging van de wet van 27 november 1891 op de Openbare Onderstand.
Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 356/1 van 15 april 1969.
2. Wetsvoorstel tot hervorming van de commissies van openbare onderstand.
Ingediend door de heer Michel, n° 404/1 van 3 juni 1969.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 maart 1925 tot regeling van de openbare onderstand en ter vervanging van de benaming « Openbare Onderstand » door « Openbare Dienst voor Sociaal Dienstbetoon ».
Ingediend door de heer Gillet, n° 489/1 van 14 oktober 1969.

Sociale verzekeringen :*Ouderdom en vroegtijdige dood :*

- Wetsvoorstel tot oprichting van een « Nationaal Fonds voor de bouw en het geschikt maken van woningen en verplegingsinrichtingen voor bejaarden ».
Ingediend door de heer Gillet, n° 49/1 van 17 juli 1968.

Volksgezondheid :

1. Wetsvoorstel betreffende de diepgevroren produkten.
Ingediend door de heer Hicguet, n° 61/1 van 18 juli 1968.
2. Wetsvoorstel tot bescherming tegen de gevaren van het roken van sigaretten.
Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 948/1 van 25 maart 1971.
Verslaggever : de heer Michel.
3. Wetsvoorstel tot bescherming van de verbruikers bij de verkoop van voorafgepakte eetwaren.
Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 960/1 van 20 april 1971.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging.
Ingediend door de heer Verroken, n° 1021/1 van 23 juni 1971.
5. Wetsontwerp betreffende de bestrijding van de geluidshinder.
Ingediend door de Regering, n° 1072/1 van 16 september 1971.

Waters en Bossen :

Wetsvoorstel houdende oprichting van een Nationaal Instituut van het Waterbeleid.

Ingediend door de heer De Vlies, n° 328/1 van 26 maart 1969.

Waterverontreiniging :

Wetsvoorstel tot oprichting van een Nationale Maatschappij voor de Beveiliging van het Bovenwater.

Ingediend door de heer Hicquet, n° 104/1 van 22 oktober 1968.

Woningen :

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een « Nationaal Grondfonds voor Sociale Woningbouw ».

Ingediend door de heer De Seranno, n° 301/1 van 27 februari 1969.

2. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 15 april 1949 tot instelling van een Nationaal Fonds voor de Huisvesting, gewijzigd bij de wet van 27 juni 1956.

Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 618/1 van 17 maart 1970.

III. — Wetsvoorstellen die nog niet in overweging werden genomen.**Belastingen :***Directe belastingen :*

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

Ingediend door de heer Sels, n° 354/1 van 15 april 1969.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 63 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer De Clercq, n° 828/1 van 16 december 1970.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek der met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen.

Ingediend door de heer De Keersmaecker, n° 995/1 van 27 mei 1971.

Provinciale en gemeentelijke belastingwezen :

Wetsvoorstel tot afschaffing van de gemeentebelasting op het lijkenvervoer.

Ingediend door de heer Mattheyssens, n° 1056/1 van 13 juli 1971.

Buitenlandse Zaken :*Europa :*

Voorstel van resolutie betreffende de verkiezing van de leden van het Europese Parlement bij rechtstreekse algemene verkiezingen.

Ingediend door de heren Nothomb en Chabert, n° 969/1 van 4 mei 1971.

Burgerlijk recht :*Successierechten :*

Wetsvoorstel tot invoering van de mogelijkheid om successierechten te betalen door afstand van onroerende goederen.

Ingediend door de heer Cornet d'Elzius, n° 942/1 van 23 maart 1971.

Erediensten :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 31 juli 1963 tot vaststelling van de wedden van de bedienaars van de katholieke, protestants-evangelische, anglicaanse en israëlistische erediensten.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 1048/1 van 6 juli 1971.

Gemeenten :*Gemeentewet :*

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 125 van de gemeentewet.

Ingediend door de heer Van Hoorick, n° 326/1 van 26 maart 1969.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de gemeentewet van 30 maart 1836.

Ingediend door de heer Glinne, n° 962/1 van 20 april 1971.

Vereniging van gemeenten :

1. Wetsvoorstel betreffende de districten.

Ingediend door de heer Piron, n° 367/1 van 29 april 1969.

2. Wetsvoorstel betreffende de samenvoeging van gemeenten en de wijziging van gemeentegrenzen.

Ingediend door de heer Piron, n° 422/1 van 18 juni 1969.

Amendement van de heren Piron, Meyers en Mottard, n° 422/2 van 5 maart 1970.

Handel en nijverheid :

Wetsvoorstel tot bevordering van investeringen in de achterliggende gebieden en tot wijziging van de wet van 14 juli 1966

tot tijdelijke instelling van uitzonderlijke hulpverlening ter versnelling van de economische reconversie en ontwikkeling van de steenkoolmijngebieden en van bepaalde andere gewesten die met ernstige en dringende problemen te kampen hebben.

Ingediend door de heer Hannotte, n° 111/1 van 22 oktober 1968.

Hulpverlening :

Wetsvoorstel houdende invoering van een solidariteitsbelasting ten gunste van de ontwikkelingslanden.

Ingediend door de heer Dewulf, n° 952/1 van 30 maart 1971.

Kieswetten :*Gemeenteverkiezingen :*

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentekieswet om de kiesgerechtigde leeftijd van 21 jaar op 18 jaar te brengen.

Ingediend door de heren De Croo en Claes (W.), n° 329/1 van 26 maart 1969.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentekieswet om de verkiezingsleeftijd van 25 jaar op 21 jaar te brengen.

Ingediend door de heren Knoops en Couteau, n° 330/1 van 26 maart 1969.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentekieswet ten einde stemrecht te verlenen aan de dienstplichtige onderofficieren, korporaals en soldaten in actieve dienst.

Ingediend door de heren Vansteenkiste en Suykerbuyk, n° 331/1 van 26 maart 1969.

Verkiezingen :

Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek en van de inrichtingswet der provinciale verkiezingen wat betreft de voorkeurstemmen en de verkiezing van de opvolgers.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 1047/1 van 6 juli 1971.

Kinderbijslag :

Wetsvoorstel betreffende de toekenning van kinderbijslag voor kinderen van werknemers die gedetineerd of gevangen gezet zijn.

Ingediend door de heer Hicquet, n° 102/1 van 22 oktober 1968.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :*Auteursrecht :*

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 maart 1886 op het auteursrecht.

Ingediend door de heer Michel, n° 514/1 van 13 november 1969.

2. Wetsvoorstel betreffende de werkzaamheden van tussenpersoon inzake auteursrechten.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 951/1 van 30 maart 1971.

Landbouw :*Krediet :*

Wetsvoorstel tot oprichting van een Maatschappij voor Grondkrediet.

Ingediend door de heer Dewulf, n° 46/1 van 17 juli 1968.

Leger :*Burgerlijk personeel :*

1. Wetsvoorstel tot vaststelling van het stelsel der vergoedingen, toepasselijk op het burgerlijk en het daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Landsverdediging in geval van dienstoverplaatsing.

Ingediend door de heer Posson, n° 24/1 van 3 juli 1968.

2. Wetsvoorstel waarbij het mogelijk wordt gemaakt om militairen tot rijksambtenaar bij het Ministerie van Landsverdediging te benoemen ingeval er aldaar vaste betrekkingen worden opengesteld ter vervanging van betrekkingen die door militairen van het actief kader werden bekleed, en waarbij de bijzondere bepalingen die op de aldus benoemde ambtenaren toepasselijk zijn, worden vastgelegd.

Ingediend door de heer Posson, n° 93/1 van 22 oktober 1968.

Dienstplicht :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10 van de gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Van Dessel, n° 629/1 van 25 maart 1970.

Talen :

Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling van de wet van 30 juli 1938 gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

Ingediend door de heer Persoons, n° 620/1 van 17 maart 1970.

Onderwijs :

Hoger onderwijs :

1. Wetsvoorstel betreffende het financieel beheer van de vrije erkende instellingen van wetenschappelijk onderwijs.

Ingediend door de heer Coppieters, n° 610/1 van 4 maart 1970.

2. Wetsvoorstel betreffende de controle op de vrije universitaire instellingen.

Ingediend door de heer Simonet, n° 996/1 van 1 juni 1971.

Lager onderwijs :

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 november 1962 tot vaststelling van het bedrag van de toelage toegekend aan de personeelsleden van de onderwijsinstellingen van de Staat die toezicht uitoefenen 's morgens en gedurende het middagmaal.

Ingediend door de heer Raskin (E.), n° 366/1 van 29 april 1969.

Onteigening :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemeenen nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen.

Ingediend door de heer De Weert, n° 682/1 van 19 mei 1970.

Oorlog :

Burgerlijke oorlogsslachtoffers :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 15 van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden.

Ingediend door de heer De Weert, n° 365/1 van 29 april 1969.

Openbare besturen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 mei 1958 waarbij de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere functies wordt geregeld.

Ingediend door de heer Duerinck, n° 696/1 van 27 mei 1970.

2. Wetsvoorstel waarbij tijdelijke maatregelen ten voordele van sommige personeelsleden der overheidsdiensten mogelijk gemaakt worden.

Ingediend door de heer Brouhon, n° 1059/1 van 15 juli 1971.

Talen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken en ertoe strekkende een einde te maken aan de uit die wet voortvloeiende discriminaties die door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens uitdrukkelijk werden veroordeeld in zijn arrest van 23 juli 1968.

Ingediend door de heer Mundelee, n° 723/1 van 16 juni 1970.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 30 juli 1894 betreffende de eedaflegging in een der in het land gebruikte talen.

Ingediend door de heer Chabert, n° 882/1 van 11 februari 1971.

Pensioenen :

Burgerlijke pensioenen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 juli 1954, betreffende het pensioen van de burgemeesters en schepenen en dit van hun rechtverkrijgenden.

Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 1052/1 van 8 juli 1971.

2. Wetsvoorstel betreffende het pensioen van de burgemeesters, schepenen en voorzitters van de commissies van openbare onderstand.

Ingediend door de heer De Vlies, n° 1058/1 van 15 juli 1971.

Pensioenen :

Militaire pensioenen :

1. Wetsvoorstel tot verlening aan de zeevissers van dezelfde voordelen als toegekend aan de andere categorieën van zeelieden, voor diensten bewezen tijdens de beide wereldoorlogen.

Ingediend door de heer Holvoet, n° 213/1 van 19 december 1968.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 april 1958, waarbij onder meer een strijdersrente en een gevangenschapsrente worden ingesteld ten voordele van de strijders, de politieke gevangenen en de krijgsgevangenen, zoals die wet gewijzigd is bij de wet van 29 maart 1967.

Ingediend door de heer Gillet, n° 759/1 van 13 oktober 1970.

3. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 31 van de wet van 8 juli 1970 tot instelling van nieuwe voordelen ten behoeve van de slachtoffers van de militaire plicht of van een daarmede gelijkgestelde plicht en tot verklaring van de artikelen 10 en 11 van de wet van 1 juni 1919 houdende instelling ener begiftiging ten voordele der strijders van de oorlog 1914-18, wat het toekennen van de bedragen van de frontstrepenten aan de weduwen en wezen van de oud-strijders van de oorlog 1914-1918 betreft.

Ingediend door de heer Tanghe, n° 1036/1 van 1 juli 1971.

Posterijen :

Postchecks :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 11 van de wet van 2 mei 1956 op de postchecks.

Ingediend door de heer Schyns, n° 285/1 van 18 februari 1969.

Provincies :

Provinciale wet :

Wetsvoorstel tot wijziging van het eerste lid van artikel 96 van de provinciale wet.

Ingediend door de heer Delforge, n° 1057/1 van 13 juli 1971.

Publiek recht :

Onverenigbaarheden :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de Ministers, gewezen Ministers en Ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.

Ingediend door de heer Brouhon, n° 98/1 van 22 oktober 1968.

Raad van State :

Wedden :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de amtsdragers bij de Raad van State.

Ingediend door de heer Persoons, n° 99/1 van 22 oktober 1968.

2. Wetsvoorstel waarbij een wijziging wordt aangebracht in artikel 3 van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging van de wet van 5 april 1965 inzake de wedden van de amtsdragers bij de Raad van State.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 491/1 van 14 oktober 1969.

Rechterlijke inrichting :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 628, 8°, van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Havelange, n° 722/1 van 16 juni 1970.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 728 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de vertegenwoordiging in rechte van natuurlijke personen en rechtspersonen.

Ingediend door de heer Humblet, n° 1063/1 van 16 juli 1971.

Wedden :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 364 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Baudson, n° 1060/1 van 15 juli 1971.

Sociale verzekeringen :*Arbeidsongevallen :*

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 28 van de gecoördineerde wetten betreffende de vergoeding van de schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

Ingediend door de heer Massart, n° 602/1 van 24 februari 1970.

Beroepsziekten :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 79 van het koninklijk besluit van 3 juni 1970 houdende coördinatie van de wetsbepalingen betreffende de beroepsziekten.

Ingediend door de heer Nazé, n° 1049/1 van 6 juli 1971.

Gehandicapten :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4, tweede lid, van de gecoördineerde wetten van 3 februari 1961 betreffende de gebrekkigen en verminkten.

Ingediend door de heer De Keulencir, n° 455/1 van 27 juni 1969.

Mijnwerkers :

Wetsvoorstel waarbij het de mijnwerkers, die onderdaan zijn van een land der Europese Economische Gemeenschap, wordt toegestaan te zetelen in de bestuurscommissies van de verzorgingskassen van het Rijkspensioenfonds voor mijnwerkers.

Ingediend door de heer Nazé, n° 745/1 van 3 juli 1970.

Ouderdom en vroegtijdige dood :

1. Wetsvoorstel betreffende het rust- en overlevingspensioen voor de onder Belgische vlag varende zeelieden, getroffen door een arbeidsongeval dat mede te wijten is aan een oorlogshandeling.

Ingediend door de heer Hicquet, n° 103/1 van 22 oktober 1968.

2. Wetsvoorstel tot oprichting van een Nationaal Instituut voor Bejaarden.

Ingediend door de heer Hicquet, n° 123/1 van 22 oktober 1968.

3. Wetsvoorstel tot afschaffing van het onderzoek naar de bestaansmiddelen inzake rust- en overlevingsuitkeringen voor zelfstandigen.

Ingediend door de heer Cudell, n° 953/1 van 30 maart 1971.

Strafrecht :*Goede zeden :*

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 383 van het Strafwetboek.

Ingediend door de heer Cudell, n° 695/1 van 27 mei 1970.

Vervoer :*Auto's :*

Wetsvoorstel tot instelling van een regie van de Brusselse taxi's.

Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 273/1 van 6 februari 1969.

Wedden :

Wetsvoorstel betreffende de wedden van sommige titularissen van openbare ambten en van de bedienaars van de erediensten.

Ingediend door de heer Claes (A.), n° 322/1 van 20 maart 1969.

Wegverkeer :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 maart 1968 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

Ingediend door de heer Dewulf, n° 758/1 van 13 oktober 1970.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de gecoördineerde wetten betreffende de politie van het wegverkeer en van artikel 30bis van het koninklijk besluit van 14 maart 1968 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 1055/1 van 13 juli 1971.

Werkloosheid :

Wetsvoorstel tot opheffing van de discriminatie inzake werkloosheidsuitkeringen en tot toekenning aan volwassen vrouwen en jonge meisjes van dezelfde werkloosheidsuitkeringen als aan volwassen mannen en jongelingen.

Ingediend door de heer Couteau, n° 955/1 van 31 maart 1971.